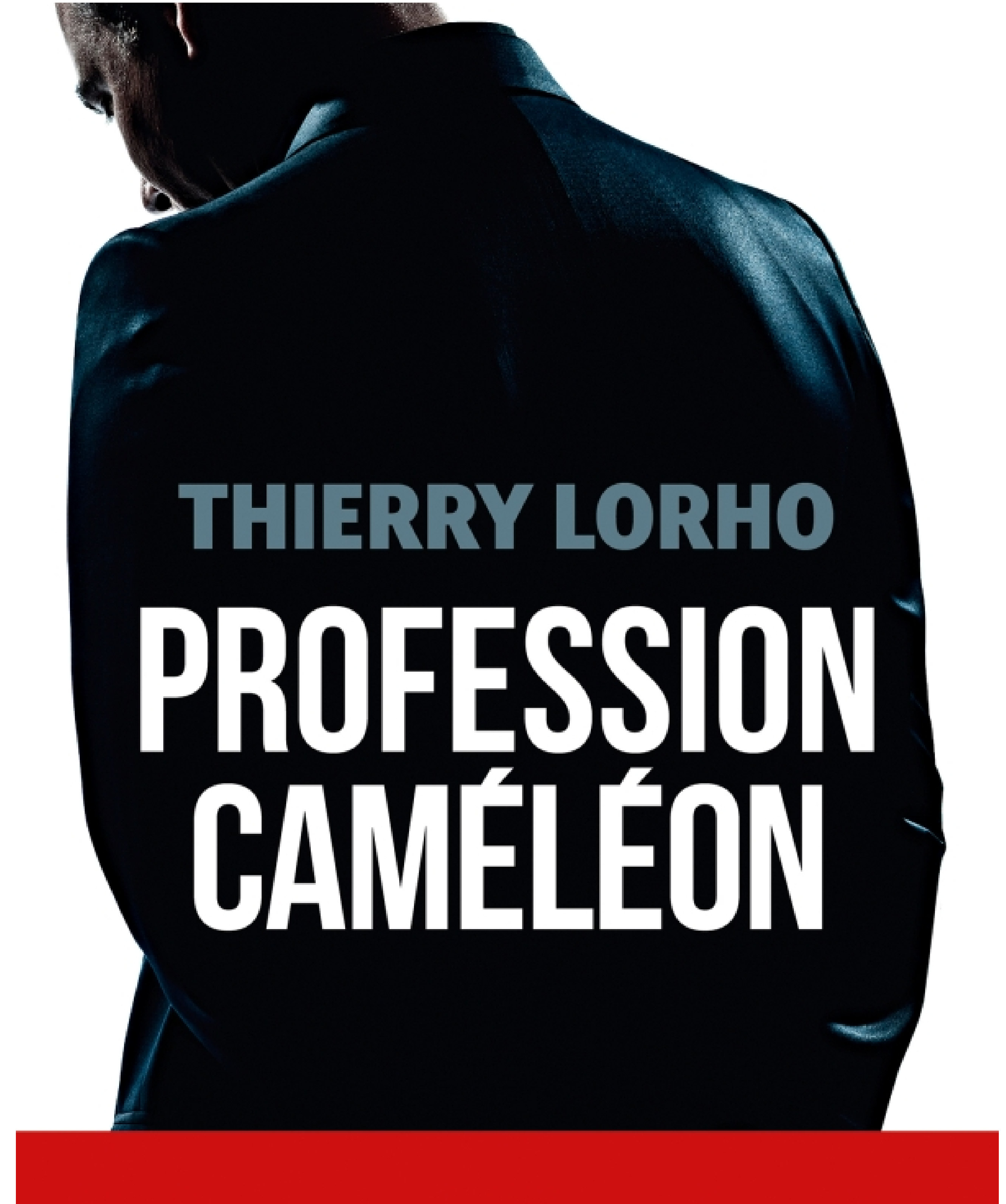


Services secrets, intelligence économique

LES RÉVÉLATIONS D'UN ESPION

fayard

Thierry Lorho
Avec la collaboration de Philippe Lobjois

Profession Caméléon

De la DGSE
A l'intelligence économique

Fayard

Cellule 40

Numéro d'écrou 246 801

5 septembre 2013. La porte du centre de semi-liberté de Villejuif se referme derrière moi. Mon sac me semble plus lourd, d'un coup. La prison, l'enfermement. C'est la première fois. Le centre de semi-liberté va être mon nouveau « foyer » pendant neuf mois.

Je scrute le bâtiment. Il est moderne, ressemble à un gros bateau échoué, plein de grilles et de barreaux aux fenêtres.

Un ami est là. Emmanuel, venu me soutenir, m'attend avec sa Harley Davidson. Nous discutons de motos, histoire d'oublier les prochaines minutes. Mais l'heure approche. Je le quitte avec regret, je serais bien allé boire un verre avec lui…

Je respire un bon coup avant de sonner à l'interphone. La porte s'ouvre. Je passe le sas et me retrouve devant le poste de sécurité. Deux gardiens sont chargés des entrées et des sorties.

Devant la vitre, je décline mon identité. L'un des gardiens me regarde fixement.

« Vous venez pour une visite ?

- Non, c'est pour dormir… »

Je lis la surprise dans le regard du maton, peu habitué aux détenus en costume-cravate. Puis je tends ma pièce d'identité. On me désigne un casier : « Vous aurez le n° 54. Vous y déposerez chaque soir tout ce que vous avez sur vous : téléphone portable, argent, papiers. Vous reprenez tout le matin en quittant le centre. »

Une fois mes effets rangés, je franchis le détecteur de métaux. Ma poitrine se rétrécit et j'ai du mal à respirer. Les palpitations commencent. Une odeur de détergent stagne dans le couloir.

Un peu plus loin, un « client » s'est mis à hurler, en pleine crise face à un gardien : « Vous croyez que je suis là pour quoi ? Pour cueillir des fleurs ? Vous êtes un bâtard de me demander pourquoi je suis là ! La vérité ! »

Face à lui, le maton imperturbable lui redemande sa pièce d'identité.

Tout en beuglant, le « djeun's » se rapproche pour finalement venir s'assoir à côté de moi. La trentaine, look « banlieue » avec sa casquette de travers, son

jogging et ses baskets, il me jette un coup d'œil de haut en bas. « Vous êtes un « baveux » ? Il entend par là un avocat. Ma cravate, sans doute. Je hoche la tête en regardant mes chaussures : « Non, je suis comme vous. » Une voix retentit du fond du couloir. « Lorho, prise d'empreintes ! » Je me lève pour rejoindre le bureau du greffe du centre.

Un homme m'attend en uniforme de la pénitentiaire. Devant lui, le tampon encreur et les feuilles qui vont faire de moi, à vie, un « délinquant ». J'applique chacun de mes doigts plein d'encre sur le papier pendant qu'il énumère mon pedigree.

« ….Après votre école militaire, vous intégrez le 71e régiment de génie à Oissel et y restez de 1983 à 1985, puis le 13e RDP, de 1986 à 1990, et ensuite la DGSE de 1990 à 2000… Vous avez été consultant et chef d'entreprise. Vous avez été condamné pour une intrusion dans un système informatique… »

Tandis que je m'essuie les doigts, le greffier me dit : « Je n'avais jamais vu quelqu'un comme vous chez nous… » Puis il enchaîne : « Maintenant, vous allez voir la personne du service pénitentiaire d'insertion à la probation, le SPIP, qui vous suivra pendant tout votre séjour parmi nous. Et seulement après, vous rencontrerez le directeur. »

Je me rends donc dans le bureau de la SPIP. Après avoir raconté mon histoire à une stagiaire, je suis reçu par une femme d'une trentaine d'années, aux cheveux longs, chargée du suivi et des réinsertions des « pensionnaires », qui gère plus de 80 dossiers. Elle me fait asseoir et me dit : « Vous serez parmi nous jusqu'au 5 juin 2015. »

La phrase me percute.

« Mais le juge d'application des peines m'avait parlé d'une sortie pour les fêtes de Noël !

- Je suis désolée, mais non, c'est impossible. »

C'est un coup de massue que je reçois sur la tête. Je pensais faire trois mois et être libre pour les fêtes de fin d'année. Je comprends que ça ne sera pas le cas. Je suis effondré, tout s'écroule autour de moi.

Campée face à moi, elle m'adresse un sourire poli. J'imagine que, des comme moi, qui n'ont pas envie de profiter trop longtemps de l'hospitalité des lieux, elle doit en voir tous les jours… Elle m'explique ensuite comment déposer ma demande de liberté conditionnelle, à partir du 8 janvier 2014. Elle s'étonne que le juge d'application des peines ait pu me laisser croire que je sortirais avant Noël, puisque je ne peux légalement pas faire ma demande avant le début de l'année prochaine. Moi aussi, je suis surpris que mes avocats n'aient pas réagi.

Également en charge du suivi et du contrôle des obligations judiciaires des prisonniers, elle me demande si j'ai besoin d'une aide sociale. Toujours sonné, je réponds par la négative. Elle aussi s'est mise à énumérer mon pedigree :

« Vous avez un CV impressionnant, monsieur Lorho… Membre des services secrets français… Qu'est-ce que vous faites ici ?

- Je suis ici, car j'ai espionné Greenpeace. »

*

* *

La porte du bureau s'ouvre sur un homme en costume bleu, un talkie-walkie à la main. C'est le directeur du centre. Grand, le visage fin, il m'explique le fonctionnement du centre. Je le retrouve prévenant et attentif à ma situation.

« Les règles sont simples : pas de portable, pas de nourriture, pas d'ordinateur dans les cellules, pas d'argent… » me prévient-il. Puis il m'assigne un gardien pour me conduire jusqu'à ma cellule, lequel s'avance aussitôt vers moi avec une paire de draps et me demande de le suivre.

Ma parure sous le bras, je marche le long des couloirs, où flotte une odeur d'herbe. La lumière blanche et agressive des néons éclaire chaque recoin de ce qui ressemble de plus en plus à un hôtel de seconde zone. Les portes de certaines cellules sont ouvertes. J'aperçois des prisonniers qui soulèvent des haltères.

« Le premier arrivé dans la cellule garde la clé », m'explique le chef des gardiens, son talkie toujours à la main, avant de s'arrêter devant une porte : « c'est ici. »

La cellule fait 12 mètres carrés. Deux lits superposés sont alignés le long des murs, de part et d'autre d'une minuscule fenêtre quadrillée de barreaux. La couverture verte posée sur le matelas sent la poussière et le tabac. Je me dis alors que l'école militaire, à côté, c'était un 5 étoiles…

Dans un coin se trouve un lavabo surmonté d'un miroir blanchi où je ne peux voir que la moitié de mon visage ; de l'autre côté de la pièce, une main anonyme a planté une fourchette dans le téléviseur en guise d'antenne.

Avant de s'éloigner, le gardien précise : « M. Lorho, les portes ne sont jamais fermées, même la nuit. Comme cela, les prisonniers peuvent circuler pour aller aux toilettes. »

Je me trouve donc pour la première fois seul dans ce qui sera désormais « ma » cellule. Je visite les toilettes, dont l'odeur insoutenable me passe immédiatement l'envie d'uriner.

Le pas traînant, je vois alors arriver mon premier compagnon de cellule. Il se présente : il s'appelle Joseph, est togolais, vient de Lomé et a une quarantaine d'années. On parle de son pays, que je connais bien pour y avoir effectué plusieurs missions dans mon « autre vie ». Je lui demande ce qu'l a fait pour être ici.

« Mon ami, faut jamais demander, dit-il dans un sourire édenté. C'est la règle numéro 1 : ne pas poser de questions sur pourquoi on est là. » Mais, au bout de cinq minutes, il se ravise et m'explique qu'il vient de Fresnes. « J'y suis resté trois ans ! J'ai été condamné pour escroquerie… À côté, ici, c'est les vacances ! »

Et il embraye sur une anecdote, histoire de planter le décor : » Dès le premier jour à Fresnes, alors que j'étais dans la cour, une meute de petites racailles s'est jeté sur moi et m'a roué de coups. Le résultat, c'est que je me suis retrouvé pieds nus. Ils m'ont piqué mes chaussures ! L'un d'eux était même en train de m'enlever mes chaussettes quand les gardiens sont arrivés. La violence est quotidienne. De vrais sauvages, mon frère ! J'en ai gardé un souvenir, me dit-il en me montrant le trou dans sa mâchoire. Ils m'ont cassé deux dents… et c'était pas avec des baskets ! Ha ha ha ! »

Je me dis que j'ai de la chance de ne pas être passé par la case prison.

Comme il y a quatre lits, je me renseigne sur nos compagnons de chambre.

« C'est deux Rebeus. Un qui a dealé. Il ne dort pas de la nuit, il regarde la télé. L'autre, il est tombé pour braquage. Il a déjà fait sept ans de prison. »

Escroquerie, deal et braquage. Voilà mes nouveaux copains. Mon nouveau quotidien.

*

* *

Dehors, la nuit est tombée. Je vois la pénombre par la fenêtre.

J'ai le morale dans les chaussettes. J'essaie de me dire qu'il faut prendre ça comme une aventure, s'enrichir de cette expérience. Tout se bouscule dans ma tête. Le procès, le jugement, les trahisons… je m'allonge sur mon lit. J'essaye sans y parvenir de trouver le sommeil. Le matelas, aussi épais qu'un paquet de cigarettes, repose sur un sommier en acier, parsemé de trous pour l'aération. Quelqu'un m'a dit un jour que l'état des prisons reflétait l'état du pays. Le constat n'est pas glorieux : ici, tout est figé, vissé du sol au mur, et j'ai de la chance, car ici c'est du luxe.

Mais c'est mon nouveau logement pour les mois à venir et je vais devoir m'y faire.

Rendez-vous chez le JAP

Cela fait maintenant un an que le jugement du tribunal de Nanterre est tombé et que la sentence a été énoncée : trois ans de prison dont un ferme et 4000 euros d'amende pour avoir fait pirater des ordinateurs. J'attends la suite. Le froid vient de s'abattre sur Paris. C'est en allant chercher le courrier que je tombe sur la convention du juge d'application des peines de Paris. Sur le papier, il est dit que je suis attendu le jeudi 14 mars 2013 dans son bureau. Le document énumère les différentes possibilités d'aménagement de peine : bracelet électronique, travaux d'intérêt général et bien d'autres. Je soupire un grand coup en fermant la porte de chez moi.

Le jour dit, mon avocat et moi nous dirigeons vers le cabinet du JAP.

Une secrétaire nous fait entrer dans une grande pièce éclairée. Derrière son bureau, le JAP semble plutôt rassurant et sympathique. Proche de la retraite, il me regarde avec un sourire bon. Je me sens presque en confiance.

Un par un, sur son bureau, je sors tous les documents prouvant que j'ai une activité professionnelle et un logement, indispensable pour prétendre à un aménagement de peine. J'aimerais bien qu'il dise : « Vous signez là et vous pouvez repartir LIBRE… » Mais je rêve : ce sera la case prison pour presque un an.

Le JAP, toujours aimable, m'énumère toutes les possibilités. « Monsieur Lorho, vous pouvez porter un bracelet électronique ou effectuer votre peine de prison dans un établissement de semi-liberté, opter pour les travaux d'intérêt général (TIG) ou donner des cours… » Je le regarde ; rien ne me convient, je voudrais être libre, mais il me faut choisir.

Je prends la semi-liberté.

Le JAP poursuit : « Dans le cadre de la semi-liberté, vous sortirez tous les matins de l'établissement pénitentiaire pour y revenir le soir. Dans votre cas, je déconseille le bracelet. On ne discute pas avec un bracelet électronique. Il déclenche une alarme à chaque sortie ou arrivée en dehors des heures définies. Alors qu'avec les gardiens, vous pouvez dialoguer. Si, pour des raisons professionnelles, vous devez rentrer plus tard ou sortir plus tôt, vous pouvez en

discuter avec eux et vous arranger. La seule obligation est de justifier vos demandes. »

J'acquiesce. Je choisis le centre de semi-liberté de Villejuif. Tout le monde sort content. Sauf moi.

Premier réveil au centre

Dans ma cellule, cerné par les ronflements de mon togolais, les yeux grands ouverts, je me repasse ma carrière. J'avais tout imaginé. La mort, la blessure, être fait prisonnier dans un pays étranger, la torture, le handicap ! J'ai été entraîné à résister aux interrogatoires, à survivre en milieu hostile, à combattre la faim et le froid. Mais à me retrouver dans la cellule d'une prison de mon propre pays, jamais !

Je pense à ma compagne, qui se trouve à moins de 10 km à vol d'oiseau — elle me manque. Je l'imagine en train de s'endormir dans *notre* lit, bien douillet, plus épais que celui sur lequel je suis allongé, qui, lui, est ratatiné, fait sept centimètres d'épaisseur et affiche une hygiène douteuse.

Les nuits dans ce genre d'endroit ne sont jamais calmes, il y a toujours une personne qui pousse un cri bestial. Pour qui ? Pour quoi ? C'est un autre monde.

Un son strident me tire de mon demi-sommeil. C'était le réveil de Joseph, qui me fait sursauter. J'ai mal partout. Je n'ai quasiment pas dormi.

Les toilettes, trop sales, me coupent encore toute envie. Ce n'est pas un cauchemar, c'est ma nouvelle vie.

En sortant dans le couloir après ma première nuit de prison, je croise le directeur qui venait justement me voir, toujours avec son talkie. Devant ma mine sombre, il fronce les sourcils. Je le sens soucieux. Dans un demi-sourire, je lui dis : « Ça va être dur. » Il tapote l'antenne du talkie sur ses lèvres. « Je vais voir ce que je peux faire pour vous. »

Je soupire et ajoute : « ce n'est pas mon monde ! » Je vois alors dans ses yeux qu'il se demande soudain si je ne vais pas péter un plomb.

*

*   *

Le soir, lors de mon arrivée pour ma deuxième nuit, un gardien s'approche de moi, un sourire en coin : « Lorho, on vous met dans un loft… »

Je le suis. Je me dis qu'il se fout de ma gueule. Pas du tout. Il ouvre une porte. Je découvre ma nouvelle « chambre ». C'est presque une chambre de Formule 1, sans la « Formule ». Une cellule pour moi tout seule. Avec douche et toilettes. J'adresse un regard plein de remerciements au gardien. Il ajoute : « En revanche, la nuit, on est obligé de vous enfermer… » Mais cela m'arrange, car personne ne pourra venir me chercher des noises. Je me sentirai en sécurité dans mon « nouvel univers ».

Une fois la porte claquée puis verrouillée, j'avise un seau et un balai. À quatre pattes, je me mets à récurer de fond en comble la cellule, du sol au plafond, aidé des lingettes que j'ai apportées avec moi. La cellule avait besoin d'un grand nettoyage. Impossible de m'endormir tant que tout ne sera pas nickel.

*

* *

À 6 heures le lendemain matin, la porte s'ouvre de nouveau sur le gardien, qui me salue d'un « bonjour, Lorho ». J'ai mieux dormi que la nuit précédente. J'ai une douche pour moi tout seul, propre de surcroît. Je m'habille. Chemise blanche, costume noir, je noue ma cravate devant le petite glace de ma cellule. Je suis prêt pour rejoindre mon travail. Grâce au « réseau des anciens », mes camarades m'ont trouvé un job à ma mesure. Depuis un an, j'assure la protection d'une très riche famille d'Amérique latine. Cela me donne une motivation le matin. Ni la famille ni les autres membres de l'équipe ne sont au courant de ma drôle de situation. Le cloisonnement reste ma meilleure sécurité : garde du corps, prisonnier la nuit.

Je me rends au petit déjeuner. Sur un des murs près du couloir, un règlement est affiché.

« Il est interdit de circuler dans les couloirs de détention dans une tenue incorrect ou indécente.

« Par exemple, en caleçon, avec une serviette autour de la taille, avec une casquette. Je précise que les tenues amples, par exemple djellaba, peignoir, robe de chambre, sont elles aussi prohibées pour des raisons de sécurité. En effet, certaines tenues vestimentaires empêchent certains gestes techniques professionnels, tels que les fouilles par palpations.

« Je rappelle qu'en dehors de la chambre la tenue réglementaire pour circuler dans les couloirs afin de se rendre aux différentes activités est la suivante : un pantalon et un haut, tee-shirt ou chemise.

Le directeur. »

Cela me fait sourire.

Dans le réfectoire du petit dej', nous sommes une petite dizaine à siroter du café dans un gobelet en plastique. Je me suis mis à l'écart. Les détenus sont regroupés par ethnies. Les Blacks avec les Blacks. Les Rebeus avec les Rebeus. Seul Blanc, je me sens soudain très seul, même si, en arrivant, certains m'ont salué.

Tout en mâchonnant mollement mon pain-beurre-confiture, j'observe la population du centre. Des jeunes, pour la plupart, d'une moyenne d'âge de vingt-cinq ans.

Je ne cesse de me répéter : « Ce n'est pas ma place, ce n'est pas mon monde. » Joseph m'avait prévenu : « Ils vont tous te regarder avec respect, parce que les mecs de cinquante ans qui passent par ici, en général, c'est des cadors en fin de peine, avant la sortie et la réinsertion. Pour eux, tu ne peux être qu'un caïd avec vingt ans de prison derrière toi. En plus, tu es bien habillé… À toi d'assumer ! »

Je me dis alors que j'aurais mieux fait de braquer une banque : j'aurais moins l'impression de ne pas être à ma place, et j'aurais mérité le fameux « respect » de tous les jeunots présents ! Je secoue la tête pour chasser ces idées, tout en repensant à ces années passées au service du pays. Tout ça pour ça ! Quel gâchis ! Dix-huit ans au service de la République française pour finir dans une cellule. Dix-huit ans à servir un État, un système, un régime. Nous étions le bras armé secret de la République.

Je revois mentalement les régiments par lesquels je suis passé. Pour finir comme un détenu avec un numéro d'écrou. De tous les mondes où j'ai frayé, je me demande soudain lequel est le plus dangereux. Dans ma cellule de 10 mètres carrés, maintenant j'ai la réponse.

Après avoir salué les gardiens, je sors pour aller travailler comme n'importe quelle personne. Dehors, je recouvre la liberté. Mais une liberté en suspens. Je découvre une nouvelle sensation, surprenante pour moi : je n'avais jamais imaginé que je puisse un jour regarder le ciel et sentir l'air frais sur mon visage avec autant de plaisir.

Patrick

Le soir, dans la pénombre de la cellule, après ma journée dehors, les souvenirs remontent comme en autant de flashs violents. Être seul avec soi-même peut être la pire des choses. Tout revient à la conscience. Ce qu'on a fait. Ce qu'on aurait dû faire. Les regrets, les remords… Les femmes, les absents, les visages des amis. Et puis la famille.

Il n'y a pas beaucoup de militaires dans la famille, mais abondance de marins. Seul mon père a dérogé à la règle en entrant dans l'armée de l'air comme radio en vol, naviguant sur les avions de transport du type DC3, Noratlas. Mais ma famille du côté paternel a cessé de parcourir les mers du globe depuis longtemps, et nous nous sommes posés depuis à Nantes.

Ma mère, elle, est née à Auch. La seul ville de France où une statue de d'Artagnan surplombe les escaliers monumentaux de la ville…

Je me revois le 22 juin 1976, à la Trinité-sur-Mer. Un garçon blond avec de grands yeux bleus d'à peine douze ans joue sur une plage en compagnie de deux amis. C'est le moment de la pêche aux couteaux, ces longs coquillages que l'on ramasse lorsque la mer se retire. Les garçons cherchent des trous dans le sable afin d'en parsemer de sel le pourtour. Le mollusque, pensant que la mer monte, sort de son trou. C'est le moment de le saisir en creusant dans le sable…

La matinée est belle. Un ciel bleu comme sur la méditerranée. Mon père fait son apparition sur les dunes. C'est en me retournant que je le vois me faire des signes pour que je le rejoigne. Mon paternel est un homme fort, un Breton, qui ne montre pas souvent ses sentiments. Il a beaucoup de pudeur.

Je cours vers lui en disant à mes amis de m'attendre, que je vais revenir… En arrivant à sa hauteur, je peux lire dans son regard azur une émotion qu'il n'arrive pas à contenir. Je ralentis ma course et me mets à marcher dans sa direction, mes yeux rivés aux siens. Je pressens que quelque chose d'important vient d'arriver, car cette force de la nature n'a pas pour habitude de montrer ses sentiments.

Pendant les 200 mètres qui séparent la plage de la maison familiale, je lui pose vingt mille questions. Il ne me répond pas, tout en me tenant affectueusement par le cou et sans croiser mon regard. Je comprends qu'il a un gros problème. Mais lequel ? dès lors, j'imagine des trucs complétement farfelus

— qu'il vient d'apprendre qu'il a perdu son travail, par exemple, ou qu'il est malade.

Nous empruntons un petit chemin qui sent bon les pins chauffés par le soleil, avant d'arriver près de la grande maison vétuste qui appartenait au grand-père.

Je vois des véhicules garés devant. Alors que nous passons la porte de la salle à manger, je les aperçois. Ils sont trois. Un homme en civil et deux militaires en tenue se tiennent assis devant ma mère en pleurs.

Ce n'est que là que mon père m'apprend que Patrick, mon frère aîné, est mort dans un accident de voiture la nuit dernière.

J'éclate en sanglots, me précipitant dans les bras de ma mère, lui demandant si c'est vrai. Je ne peux pas croire que je ne reverrai plus jamais mon frère. C'est mon guide, un modèle que j'admire.

Mon père nous prend dans ses bras, ma mère et moi, tandis que je ne cesse de répéter : « Mais je ne reverrai plus jamais Patrick… » L'idée m'est insoutenable. Je me souviens de la dernière fois que j'ai vu le visage de mon frère. Il me faisait un au revoir de la main, qu'il avait passée par la portière de sa voiture. Je ne savais pas à ce moment-là que c'était un adieu… Je regrette de ne pas lui avoir dit que je l'aimais. Depuis, j'exprime mes sentiments. Au cas où…

Nous sommes une famille de quatre enfants et je suis le dernier, le « petit doudou", comme aiment le dire mes sœurs. Celles-ci terminent leurs études à Rennes et ne sont pas encore au courant de la terrible nouvelle.

Mon père ne veut pas leur annoncer la tragédie, pour les préserver, d'autant qu'elles sont en pleins examens. Elles ne seront informées que deux jours plus tard.

Mon frère Patrick était un jeune sous-officier de la base aérienne de Châteaudun. Il s'est tué sur une route départementale, alors qu'il rentrait du bowling. Il a croisé la route d'un convoi exceptionnel anglais qui transportait du matériel de travaux publics hors gabarit. Il est mort décapité par l'engin que charriait le quatrième camion.

J'apprendrais plus tard que ce convoi n'avait pas l'autorisation de rouler de nuit et ne disposait pas de système de signalisation. Un long procès de plus de quinze ans opposera mon père et ma mère à ceux qu'ils considèrent comme coupables de la mort de leur fils.

Je revois mes parents se battre devant les tribunaux pour faire condamner les responsables. En tant que dernier de la fratrie, je ressens au quotidien le poids de leur fils aîné.

Et, jour après jour, j'ai l'impression que mes parents cherchent Patrick à travers moi.

*

*　*

À la mort de mon frère, je deviens rêveur. À l'école, je fais le minimum. Rien ne m'intéresse vraiment. Le soir venu, après les cours, je dévore les albums de *Corto Maltese*. Ce que j'aime, c'est m'évader. J'imagine des aventures

formidables, des rencontres fantastiques dans lesquelles je suis tour à tour aventurier, soldat, navigateur. Toujours héroïque, jamais vaincu.

J'ai treize ans et je veux partir loin. J'oublie mes batailles rangées de soldats et ne sors plus qu'une boîte de chimie que l'on m'a offerte. On y mélange des produits qui font de la fumée. On peut fabriquer de la limonade, mais aussi de la poudre à canon. Dans le jardin, j'élève des volcans de terre que je bourre de poudre de ma fabrication, puis j'ajoute du permanganate de potassium pour donne au feu une belle couleur violette. Ça illumine mes rêves.

Mais mon frère me manque et me manquera toujours. Sa mort m'a renfermé sur moi-même. Introverti, je construis mes propres films, mon propre monde. Où, chaque jour, je suis quelqu'un de nouveau. Elle me fait aussi comprendre une chose : la vie est courte et il faut la consommer éperdument. Plus de plans sur l'avenir, fini l'anticipation.

Vivre vite est devenu ma devise.

Engagement dans l'armée

À la maison, à Nantes, depuis la mort de Patrick, l'atmosphère est lourde. Mes parents ne se remettent pas de la disparition de leurs fils. Mon père s'est enfermé dans une tristesse dont il ne sortira jamais plus, jusqu'à son dernier souffle. Ma mère et lui font semblant de vivre, comme à côté de leur existence.

Moi, j'ai besoin de quitter cette pesanteur, de m'évader, de voir le monde. Je continue à aller en cours, mais je sens bien que la vie est ailleurs.

Le jour de mes dix-sept ans, ma décision est prise. Je sors de chez nous et me rends près du quartier de la cathédrale. C'est là que se trouve le centre de recrutement de l'armée. Un vieux major me reçoit et me présente toutes les possibilités d'engagement en école de sous-officier : école d'application du génie d'Angers, école de Montpellier, de Saint-Maixent…

Je choisis le génie. Angers n'est pas loin, et ça me semble l'arme la plus complète. On y apprend à construire des ponts et à les détruire. J'aime ce paradoxe. C'est l'arme des experts. Dans les films de guerre, quand il y a un problème et que l'armée en campagne piétine, on voit un sous-officier arriver vers un gradé et dire : « Mon commandant, il y a quelque chose de pas clair sur la route. On est obligé de stopper l'avancée. » Et le commandant de répliquer : « Pas de problème, sergent, appelez les gars du génie. » Et hop ! par miracle, des gus arrivent, sourire aux lèvres, genre « On va vous montrer de quoi on est capables ». Alors, on voit les types s'activer autour du « truc pas clair » qui bloque la progression de l'armée, puis tout saute en l'air, et c'est reparti.

Il y a aussi le souvenir de mon frère. Sa mort a été comme un fil rompu. Quelque chose qu'il faut tisser de nouveau. Je veux finir ce qu'il a commencé. Il avait débuté une carrière dans l'armée de l'air ; moi, ce sera dans l'armée de terre.

« Vous signez ici, pour cinq ans, et vous serez incorporé dans un an, à vos dix-huit ans révolus, le 1e octobre. »

Je signe au bas de la page. Le major est satisfait. Moi aussi.

Le soir, je raconte ma journée à mes parents. Eux aussi sont contents. Ma mère est un peu triste, mais elle sent bien qu'il faut que je m'en aille de la maison.

*

*   *

Nous sommes le 1° octobre 1981. À la sortie de la gare d'Angers, des camions bâchés attendent les nouvelles recrues pour les conduire à l'école d'application située à quelques kilomètres du centre-ville, la caserne Berthezène.

Tout est nouveau pour moi. Je découvre l'armée, la hiérarchie, les chambrées et les chants entonnés sous la pluie en marchant au pas.

Nous sommes 120 à avoir signé. Nous venons de toutes les régions de France. Dans ma chambrée, les accents se mêlent sans se ressembler. Il y a un Bayonnais fan de rugby, un Calédonien de Nouméa qui n'arrête pas d'avoir froid, et un autre qui se prend pour Joe Dassin, « parce que tout le monde me dit que je lui ressemble », et qui nous amuse en l'imitant.

La mission du génie est l'appui et l'aide au combat. Cela signifie faciliter la mobilité des troupes amies par la construction ou la réparation d'ouvrages, tels des ponts, des routes, ou le déminage des itinéraires, l'aide au franchissement, souvent dans des zones de combat. Parallèlement, le génie gêne l'avancée ennemie en créant des obstacles à l'aide d'explosifs ou de mines. Il participe à la destruction des infrastructures, des moyens de communication et des fortifications adverses. Ce sont des missions de spécialistes, qui demandent une formation longue et précise.

Après plusieurs mois d'instruction sur les bases du combat classique d'infanterie, la formation initiale que tout bon militaire doit acquérir, nous rentrons dans le vif du sujet, une des parties que je découvre avec plaisir : les explosifs et les mines TNT — dynamite, plastic… De multiples noms pour le même effet : réduire en poussière tout et n'importe quoi dans un grand bruit.

Notre instructeur s'appelle Albert. Il est adjudant. C'est un ancien de l'Algérie, un pied-noir au visage taillé à la serpe. Albert est redoutable. Il nous apprend le fonctionnement d'une mine, ou comment en faire la pire des armes.

Ce matin, toute la section se retrouve sur le polygone. Le polygone est le terme militaire qui désigne l'espace où sont pratiqués les tirs de munitions où l'on utilise des explosifs. Les mines sont étalées au pied de l'adjudant. Accroupis, nous observons ces choses étranges de couleur noire ou verte. Il y en a de toutes sortes : à traction, à écrasement, ou bondissantes. L'inventivité humaine est sans égale lorsqu'il s'agit de tuer son prochain.

Aujourd'hui, nous travaillons sur les mines antipersonnel. D'abord, la mine antipersonnel détectable à volonté ou APDV. Elle est ronde et en plastique. « Détectable à volonté » signifie qu'on peut lui ajouter une rondelle en métal qui permettra à un détecteur de la trouver. La bonne conscience du poseur de mine…

L'adjudant pose sa main sur ce qui ressemble à une boîte de petits pois. « Ça, c'est une mine bondissante, elle explose à un mètre du sol. Elle est métallique. Un dispositif à traction et pression posé dessus déclenche la mise à feu. »

Une autre, posée sur bipied, attend son heure. « C'est une maped, ou mine antipersonnel à effet dirigé. Ce bloc de plastique projette 499 billes sur près de 80 mètres. D'ailleurs, on va la tester tout de suite » lâche Albert.

La section se lève comme un seul homme pour aller disposer des cibles à forme humaine espacées de trois mètres l'une de l'autre. « Imaginez que c'est

un groupe de combat qui s'approche », continue l'adjudant qui vient de poser la maped devant les silhouettes en carton blanc, tout en donnant l'ordre à la section de rejoindre la tranchée creusée dans le sol et qui doit nous protéger.

Nous scrutons l'adjudant, qui effectue la mise en feu en cassant le fil piège. Une détonation sèche d'abord, puis un peu de fumée, avant que la maped pulvérise l'espace, tout en projetant ses billes d'acier par centaines.

Nous relevons la tête. L'ordre claque : « La section, vous me suivez. »

Nous nous approchons des cibles. La première n'existe plus. Les billes l'ont déchiquetée, laissant un désastre de carton. Derrière, les formes noires ne sont pas en meilleur état : on voit distinctement les trous.

« Imaginez les dégâts sur une section de combat », renchérit l'adjudant devant nos mines ébahies.

L'adjudant revient ensuite sur les règles de sécurité, drastiques : « Vous ne commettrez votre première erreur qu'une fois. Dans le meilleur des cas, vous perdez vos doigts. Dans le pire, vous nous quittez définitivement ! » Puis ajouter : « Ce serait bête, vous avez tellement de choses à apprendre encore. »

Notre nouvelle bible s'appelle le *TTA 150*. C'est un pavé de plus de mille pages dans lequel on apprend tout pour devenir un parfait sous-officier.

*

* *

Je vais apprendre les techniques du génie combat durant deux ans. Et aujourd'hui, l'instruction en école se termine. Je quitte Angers pour rejoindre mon affectation, le 71e régiment du génie basé en Normandie, à Oissel, près de Rouen.

Le début d'une de mes nouvelles vies.

Le quotidien du génie
et l'envie d'autre chose

L'arbre s'écrase dans un grand craquement devant moi. Un deuxième tombe à côté juste après l'explosion, scié net à sa base, obstruant l'accès de la route des deux côtés.

Je suis arrivé depuis trois mois comme sergent au 71e régiment du génie, je commande une dizaine d'hommes, parmi lesquels j'ai retrouvé quelques gars de l'école. Nous alternons sans discontinuer les séquences de destruction et de construction. Le génie combat est une arme vieille comme la guerre ; nous utilisons des méthodes que les légions romaines devaient déjà maîtriser il y a deux mille ans.

L'une d'elles s'appelle l'« abattis ». Pratiquer un abattis, c'est obstruer un itinéraire grâce à un amoncellement d'arbres qui bloque un chemin ou une route.

Précautionneusement, je montre aux soldats comment poser les charges sur les arbres, positionner le cordeau détonant — un tube en plastique mince et souple rempli de tétranitrate de pentaérythritol — et placer le détonateur. L'explosion cisaille net le tronc, qui s'abat sur la route. Il faut donc bien calculer l'angle de la chute des arbres, dont certains font plus de 10 mètres de haut.

Après avoir expliqué comment coucher un arbre du bon côté, nous passons aux choses sérieuses : sur une distance de 100 mètres, le groupe doit faire sauter tous les arbres bordant la route forestière. Les charges explosives ont été placées sur leurs troncs à environ 1m50 du sol. Chaque homme connaît sa tâche, c'est un ballet bien organisé. Après avoir relié toutes les charges avec du cordeau détonant, nous raccordons le tout à l'exploseur, le dispositif permettant la mise à feu d'une charge explosive au moyen d'une impulsion électrique.

Après avoir fait mettre tous mes hommes à l'abri, j'actionne le système de mise à feu. Un grand boum retentit, suivi de bruits de branches et de craquements d'écorce. Après le vacarme, reste dans l'air un mélange d'odeur de poudre, de bois et de poussière. Et, devant nous, un amas d'arbres entrelacés infranchissable.

Maintenant, c'est l'autre groupe qui doit ouvrir l'itinéraire en déblayant les arbres sur la route… et il y a du boulot…

Un autre moyen d'obstruction d'itinéraire s'appelle le « fourneau ». C'est une charge explosive enterrée à 5 ou 6 mètres dans le sol et suffisamment forte pour créer un cratère capable d'empêcher un char de passer. Et c'est sur cette technique que nous allons travailler aujourd'hui.

Comme il n'est pas envisageable de creuser à la pelle et à la pioche un trou de 10 mètres de diamètre. Une seule solution : l'explosif.

Mon lieutenant s'approche de nous et nous donne les instructions.

« D'abord, on fore un trou long de 4 à 6 mètres dans le sol, puis vous glissez un pain de plastic tout au fond et vous le faites exploser. À chaque explosion, le trou s'agrandit, jusqu'à créer une sorte de chambre souterraine dans laquelle on pourra déverser jusqu'à 100 kg de plastic. »

Je me mets au travail. Les pains de plastic disparaissent les uns après les autres dans la terre. Les pains sont huileux ; certains ont trente-cinq ans et datent de la dernière guerre.

La section s'est éloignée assez éloignée assez loin après avoir serti les détonateurs sur les derniers pains de plastic. « N'oublie pas de doubler la mise à feu », me conseille le lieutenant.

« Reculez encore si vous ne voulez pas monter jusqu'aux étoiles », ajoute-t-il, toujours farceur.

Prudemment, nous nous sommes tous mis à plat ventre.

À 300 mètres du fourneau, je tends l'exploseur électrique à un de mes hommes, dont le grand-père fut résistant. « Fais la mise à feu ! » Il saisit la bobine d'allumage et, comme dans *La 7e Compagnie*, remonte le ressort de la dynamo avant de tourner la poignée d'un quart de tour.

Un instant passe, qui me paraît irréel, comme si le temps s'était figé. Je peux presque voir la position électrique courir le long du fil de cuivre. Puis un bruit assourdissant retentit tout autour du talus où nous sommes planqués, coiffés de nos casques lourds. Juste devant nous, la terre monte jusqu'au ciel dans une gerbe de plus de 100 mètres de haut. Toujours allongé par terre, je sens la terre bouger, comme si elle était vivante, tandis que les mottes retombent dans un bruit sourd.

Dans le silence qui suit l'explosion, nous nous approchons de la terre fumante, d'où s'exhale toujours cette odeur qui restera dans ma mémoire. C'est un air acre, mélange de poussière, de terre remuée, d'herbe brûlée et d'explosif si caractéristique. Le trou est grand comme une piscine.

Là, il y a de la place pour un char. Si on avait multiplié les fourneaux sur la route, ou immobilisait une colonne de chars. Aucun véhicule ne pourrait passer, même muni de chenilles, car la terre est pulvérisée comme de la farine sur plusieurs mètres de profondeur.

Manier les explosifs sert aussi à faire dérailler des trains. Et, là encore, les méthodes n'ont pas beaucoup changé depuis la bataille du rail durant la Seconde Guerre mondiale.

Pour s'entraîner, le 71e a récupéré un vieux tronçon de chemin de fer non loin de la caserne, où des rails envahis d'herbes folles attendent d'être éventrés et tordus par nos mains expertes. Accroupi le long de la voie, je pose d'une main les pains de plastic contre l'acier brûlant. L'été est tombé d'un coup, écrasant la région sous un soleil sec. Un pain à l'intérieur, un autre à l'extérieur, séparé

pour mieux « sectionner » le rail, le tout relié à un cordeau détonant et à un détonateur électrique.

Toutes ces techniques et ces possibilités dans le maniement des explosifs permettent à l'armée française de pallier une de ses grandes peurs, qu'elle partage avec tous les pays européens : le déferlement des divisions blindées soviétiques sur la France. La tension est montée d'un cran avec le déploiement des SS 20 soviétiques le long de la frontière allemande.

Face à cette situation, l'OTAN a placé à travers l'Europe des missiles Pershing américains. L'état-major ne cesse de le répéter : « En cinq jours, les Soviétiques sont à Brest grâce à un système de ravitaillement utilisant des pipelines en mesure de leur fournir toute l'essence nécessaire à leur avancée. » Face à cela, les instructeurs nous expliquent tranquillement que nous, le 71e régiment du génie, devrions retarder l'avancée de l'ennemi en faisant sauter certains ponts et en construisant des fortifications.

En attendant la déferlante soviétique, je veux tutoyer les anges en postulant chez les parachutistes. Et puis, sur la carte, tous les régiments parachutistes se trouvent dans le sud, sous une météo plus clémente. L'un deux ma semble parfait : c'est le 17e régiment du génie parachutiste de Montauban. Je veux y apprendre à faire ce que je maîtrise déjà, mais avec un parachute dans le dos. Le 17e RGP est le seul à avoir cette spécialité « génie ».

Je sens aussi que j'ai envie d'autre chose, d'un nouveau défi qui me permette de ma dépasser. Ce que j'aime dans l'armée, c'est la possibilité, si on le veut, de toujours aller plus haut, plus loin.

Alors que nous discutons entre nous, un soldat entre et s'adresse à moi : « Sergent, vous êtes convoqué à l'état-major. »

D'un pas rapide, je rejoins le bureau. Au milieu des fanions et des plaques du régiment, le colonel est là à m'attendre. J'entre en le saluant.

« Alors Lorho, tu veux toujours devenir para, à ce que l'on m'a dit ? » Je réponds par l'affirmative : « J'aimerais bien intégrer le 17e RGP, mon colonel. Le génie avec des ailes ! »

Ancien para lui-même, le colonel affiche une moue dubitative. Derrière son bureau, je vois bien qu'il a une idée derrière la tête. Il me dit : « Il y a des postes dans un régiment, le 13 »

Je ne vois pas de quoi il parle.

« Le 13 quoi ?

- Le 13e RDP ! Les dragons ! »

Je ne connais pas le 13e régiment. Je me dis qu'après tout le colonel en sait plus que moi en la matière. S'il dit que ce régiment peut me convenir, c'est que cela doit être vrai.

Le 13e dragon est en fait un régiment très ancien, dont la création remonte à 1676. Le régiment s'est couvert de gloire, et son histoire s'entremêle avec celle de l'histoire récente de la France. Il s'est illustré à la bataille de Valmy, lors du passage du Rhin, à Austerlitz, à Iéna, et même à Moscou. Après une dissolution, il a repris du poil de la bête en 1855, en devenant le régiment de l'impératrice Eugénie, avant de se lancer dans la Grande Guerre. Après la Seconde Guerre mondiale, le régiment a été transformé en 1952 en régiment de parachutistes, le 13e RDP. « La descendante de l'impératrice Eugénie est l'ambassadrice du

régiment, me glisse le colonel. Elle est là à tous les événements, heureux ou tristes. » Je suis surpris et amusé de toutes ces traditions.

« La ville où le régiment est basé s'appelle Dieuze », lâche le colonel en pointant sa main sur la carte.

Sur le moment, je me dis que ça ne sonne pas vraiment comme une ville du Sud. En fait, c'est à l'exact opposé. Je vois la main du colonel posée plein est sur la carte de France, au cœur de la Moselle. Perspectives : le froid et la neige.

« Tu verras, c'est joli aussi, les paysages gelés », conclut le colonel en riant.

Au-delà du possible

Début août 1986, je roule sur ma moto, mes bagages accrochés devant et derrière ma machine. Dieuze est à 550 kilomètres d'Oissel et il n'y a pas de gare. La ville est petite. À peine 3000 habitants. Et un seul feu rouge dans la grande rue.

Après m'être garé, je me pose quelques minutes devant la caserne avant de faire mon entrée dans le monde des dragons parachutistes.

Adossé à une voiture, je fume. De l'autre côté du terre-plein, je peux apercevoir la devise du régiment qui s'étale devant mes yeux : « Au-delà du possible ». Tout un programme…

Je suis en train de finir ma cigarette lorsque j'avise plus loin un gars en kaki en train de bricoler une Renault 17. En treillis, pistolet à la ceinture, je le vois tourner autour du capot. Il se baisse, inspecte, prend une antenne de radio, regarde où la mettre, définit l'emplacement en fermant un œil. Puis je le vois d'un coup saisir son arme, se placer sur le côté, viser et tirer en biais vers le capot !

La détonation sèche me fige sur place. Je comprends désormais mieux pourquoi la voiture est garée sur l'herbe : afin d'empêcher que la balle ne rebondisse…

Tranquillement, le gars remet son pistolet à la hanche, puis, saisissant l'antenne radio, la fait glisser dans le trou laissé par la balle avant de l'ajuster en effectuant les finitions à la lime. Un autre homme sort la tête du bâtiment cadre et lui crie : « Bordel ! Mais qu'est-ce que tu fais ? » Et l'autre de lui répondre : « Un trou ! »

J'avais entendu de la part de mes camarades plusieurs remarques au sujet du 13ᵉ. « Tu vas dans le régiment pelle-pioche, m'a prévenu André le Bayonnais, hilare. Au 13, ils passent leur temps à s'enterrer, et quand ils sautent, c'est avec une pelle et une pioche ! C'est un régiment de taupes ! » Alors cet épisode de la Renault 17 me laisse pour le moins perplexe…

Mais, c'est vrai, le 13ᵉ est un régiment à part. Dans le bon sens du terme. Ce n'est pas n'importe quelle unité. Il s'agit du seul régiment aéroporté spécialisé dans le renseignement. Ses missions sont simples : envoyer des hommes derrière les lignes pour observer nuit et jour les faits et gestes de l'ennemi.

Le 13e est constitué de cinq escadrons : le premier regroupe ceux qui reçoivent la formation spécifique au 13, c'est-à-dire une formation sur les missions de renseignement, la radio et le cryptage ; le deuxième escadron, dit de recherche et basé en Allemagne, est constitué par des équipes capables de s'infiltrer en milieu aquatique, avec comme base la formation de nageurs et l'utilisation de kayaks ; le troisième est spécialisé dans les missions de recherche, avec des stages en montagne et en apprentissage de construction d'igloo ; le quatrième reprend l'instruction de base, avec la formation parachutiste à l'école des troupes aéroportées ; enfin, le cinquième est l'escadron de commandement et de soutien, l'ECS, qui offre la logistique aux missions.

Les équipes de recherche sont constituées d'un chef d'équipe, de son adjoint et de trois équipiers. La formation d'un équipier de recherche s'étale sur plusieurs mois et permet d'apprendre le nécessaire pour aborder tout type de mission.

Les missions sont organisées sur un principe simple. En général, une infiltration en milieu hostile débute souvent par un parachutage, avant de prévoir une installation discrète. Objectif : surveiller un axe spécifique, une zone des troupes, etc. Une fois l'acquisition et la transmission des informations effectuées, il faut vivre en zone dangereuse pendant des périodes assez longues.

C'est un régiment discret, où personne ne parle de ses exploits. L'école de l'humilité commence par savoir manier une pelle. On y apprend à s'enterrer et à attendre, les jumelles vissées sur les yeux. Si le régiment est basé dans l'est de la France, ce n'est pas dû au hasard. Le 13e « travaille » sur les troupes du pacte de Varsovie : c'est le seul régiment aéroporté à s'occuper spécifiquement de l'Union soviétique. Tous les personnels sont en effet spécialisés dans la doctrine militaire de l'URSS. Ils apprennent par cœur les matériels (terrestre, aérien) qui, un jour, risquent d'éventrer nos lignes. Ainsi, je connais précisément la corpulence d'un char soviétique, sa vitesse, son armement et sa capacité à nous ouvrir en deux — J'ai même été formé, comme mes camarades, à identifier un char transporté sur un train sous une bâche…

*

* *

Le saut en parachute devient un plaisir, au fur et à mesure des entraînements. Nous nous rendons assez souvent à un para-club près de Nancy, sur la DZ d'Azelot. C'est le cas aujourd'hui. Le saut prévu consiste à faire un « carreau » PA (précision d'atterrissage), c'est-à-dire à atteindre un grand cercle blanc de dix mètres de diamètre, au milieu duquel est installé un disque électronique symbolisé par un cercle de seize centimètres où est disposé un autre petit cercle de la taille d'une pièce de deux euros.

Je me suis inscrit dans le premier largage de la journée. Sur le tarmac, un Pilatus, l'hélice tournant, nous attend. J'aime l'odeur du kérosène qui flotte dans l'air. Tous les parachutistes la gardent à vie en mémoire.

J'ai regardé le ciel. C'est une journée presque chaude, sans un nuage.

Une heure plus tôt, nous avons quitté le hangar de pliage après la vérification de nos sacs de saut, qui contiennent les parachutes. J'agrippe la carlingue pour m'engouffrer dans l'avion. Nous sommes sept soldats répartis sur les banquettes, parachute au dos. Le mien est composé d'une aile de marque magnum. Les ailes sont l'un des moyens de pénétration de plus en plus utilisés par les chuteurs du 13e.

Je serai le troisième à quitter l'avion à 1200 mètres d'altitude.

Dans l'avion, le pilote annonce à la radio : « Sept parachutistes, quatre à 1200 mètres et trois à 2500 mètres. » Puis l'avion se met à rouler sur le tarmac pour se positionner en bout de piste. Plein gaz, la carlingue vibre, tandis que le pilote lâche les freins. Les roues quittent rapidement le sol — le Pilatus est un avion qui décolle et atterrit sur de courtes distances.

À bord, tout le monde s'est détendu. Alors que l'avion continue de grimper, le pilote se tourne vers le largueur pour lui dire que nous sommes en train d'arriver au premier niveau de largage. Serrés les uns contre les autres, nous attendons les ordres du largueur. Celui-ci vient d'ouvrir la porte d'un coup sec en se penchant dans le vide pour voir si nous sommes bien dans l'axe de largage. Le vent s'engouffre dans la carlingue.

J'ajuste mas lunettes, mon casque, et je vérifie une dernière fois les sangles de mon aile. Je jette un œil sur mon altimètre. Il indique 1100 mètres. Les deux parachutistes devant moi sont déjà prêts et s'accrochent à la tranche de l'avion, les pieds dans le vide.

Un dernier regard sur l'altimètre. Nous sommes maintenant à 1200 mètres. À travers la porte, j'essaie de repérer la zone d'atterrissage au sol. Je ne vois que des carrés et des ronds sur de vastes étendues vertes, traversées de fins rubans noirs. Des maisons, des routes, des chemins.

Le largueur nous sourit tout en levant le pouce. Les yeux grands ouverts sur l'horizon, nous nous jetons les uns après les autres dans le vide. Le bruit de l'avion vient de cesser net. Le vide me happe, doublé d'un silence à peine troublé par le sifflement du vent à mes oreilles.

Je tire sur la poignée de mon aile, la regardant se déployer au-dessus de moi d'un coup sec, tandis que dans un bruissement, la voile du quatrième parachutiste s'étale plus haut. Les trois voiles de mas camarades se sont ouvertes. Je me concentre sur mon saut afin d'arriver sur la cible. Lentement, j'entame des virages courts, puis longs. La cible se rapproche à grande vitesse. Je distingue le carré tout en tirant sur les commandes pour ralentir au maximum. Dans un bruit de voile froissée, je me fais le plus souple possible et me pose à cinq mètres du carreau. C'est presque bien. Mais nul pour les compétiteurs.

Alors que j'enroule mon aile pour la replier, j'entends le ronronnement du Pilatus, qui lâche son deuxième groupe au-dessus de nous. La main en visière, protégeant mes yeux, je regarde les trois petits points tomber, les ailes se déployant chacune à leur tour.

Sauf une.

« Merde ! » je dis. Une voile vient de se mettre en torche. Je peux apercevoir la silhouette qui y est accrochée et qui tente maladroitement, mais énergiquement, d'activer son aile afin qu'elle s'ouvre enfin. Un de mes hommes m'a rejoint. Lui

aussi scrute le point rouge qui descend. « Merde, merde, merde… C'est pas bon, c'est pas bon ! » Répète-t-il entre ses dents.

Alors que le parachute est toujours en torche, je distingue soudain le déclenchement de la voile de secours. Enfin !

Sauf que, quelques secondes plus tard, celle-ci s'emmêle dans un fouillis de suspentes à la voile principale.

Le temps semble une éternité à tout le monde… Je vois mon camarade chuter comme un pantin traînant derrière lui ses deux ailes qui claquent. Quand, dans un bruit sourd, il s'écrase en dehors de la zone de saut.

J'ai le cœur qui cogne dans la poitrine. Je n veux pas croire à ce qui se passe. Ce n'est pas possible.

Nous nous précipitons tous vers le lieu de l'impact. Je distingue déjà la forme entourée de ses deux voiles gonflées par le vent. Notre camarade est là, inerte, enfoncé dans la terre. Un homme en caoutchouc. Plus aucun de ses membres n'est à sa place. Malgré la profondeur où le corps s'est fiché dans le sol, je reconnais Pascal, un jeune de vingt ans qui travaillait à l'armurerie. Autour de moi, tout le monde s'est figé quelques secondes, les yeux rivés sur la silhouette.

Rapidement, les secours arrivent pour emporter le corps de Pascal. Nous restons un long moment sur la zone de saut, un peu sonnés. Puis nous rentrons à la caserne, un goût amer dans la bouche.

Dans la salle où nous nous regroupons, les visages sont sombres. Le capitaine nous a réunis pour nous parler de ce que nous savons déjà : que Pascal a ouvert sa voile principale, qui ne s'est pas déployée correctement ; que la procédure de secours n'a pas bien fonctionné ; qu'il a ensuite essayé de démêler — mais, au lieu de libérer la voile principale, il a sorti la voile de secours, qui s'est entrelacée avec l'autre.

Désormais, à la caserne, l'ambiance est lourde. Nous sommes allés chercher les affaires de Pascal afin de les rapporter à sa famille. Nous avons ainsi pu dire à ses proches à quel point il était apprécié de ses camarades et combien nous nous associons à leur peine.

Puis, trois jours plus tard, c'est l'enterrement.

Un cercueil de bois attend dans la petite église. Un drapeau tricolore le recouvre, surmonté du béret rouge de Pascal. Nous l'avons accompagné dans son dernier voyage, en souhaitant que saint Michel, le patron des parachutistes, l'archange guerrier qui fut le premier combattant à descendre du ciel pour affronter ses ennemis, veille sur lui.

Officiers, sous-officiers, dragons, tout le monde s'est déplacé dans l'église de ce village d'Alsace. Des bougies ont été placées partout dans la nef, donnant une lumière douce aux visages fermés des soldats qui se serrent sur les bancs. Les officiers supérieurs du régiment sont là. Ce n'est pas courant de perdre un homme à l'entraînement.

Je commande un groupe en armes venu lui rendre le dernier hommage.

« Présentez…armes ! »

Je force ma voix, tandis que le cercueil passe lentement sous le porche. Au garde-à-vous, en saluant, mes yeux s'embuent devant la famille qui suit le corps en pleurs, anéantie. Leurs larmes me renvoient au souvenir de mes parents, qui ont connu le même drame.

Une longue procession se met en route vers le cimetière.

Toujours au garde-à-vous, notre piquet d'honneur lui présente une dernière fois les armes avant qu'il ne descende en terre.

Le soir, nous rentrons sur Dieuze, le cœur serré. Demain sera un autre jour. Les entraînements reprendront. La vie continue.

Formation des RER

Debout, l'instructeur en face de nous est un vieux de la vieille. Nous le surnommons Hermann, à cause de son accent allemand très prononcé. Son crâne rasé laisse apparaître des traces de cheveux blancs. « Il fait partie des murs des régiment », me glisse Guillaume Oilic, un lieutenant avec qui je dois encadrer le peloton des nouveaux radios en équipe de recherche, les RER.

Hermann a un petit côté sadique. Mais un bon sadique. Il est l'adjoint d'Oilic. Rangers plantées dans la boue, il ressemble à une statue humaine.

Pour suivre cet entraînement, nous sommes dans un fort près de Verdun, aussi cabossé que le paysage qui nous entoure. Cratères, arbres morts, restes des barbelés rouillés, soixante-cinq ans après la fin de la Première Guerre mondiale, la terre souffre encore.

Nous encadrons les futurs RER, les dragons en charge des transmissions de l'équipe sur le terrain, ont souvent le grade de brigadier-chef et jouent un rôle important.

Hermann, toujours statufié dans la boue, est en forme. « Une fois que vous vous êtes infiltrés, il vous faut créer une cache… C'est ce qu'on va voir aujourd'hui. » Une cache, c'est un trou dans lequel l'équipe entière va vivre parfois plusieurs semaines. « Thierry, tu prends cinq RER et vous allez construire une cache en lisière de bois. »

Je m'exécute, accompagné de cinq RER armés de scies et de pelles pioches. Deux d'entre eux commencent à attaquer le tronc d'un petit arbre. Les dents mordent l'écorce mouillée. La création d'une cache nécessite un véritable savoir-faire. Il faut d'abord abattre les arbres au ras du sol, puis, une fois coupés, débiter les troncs pour en faire des rondins qui serviront à son armature. Dans le même temps, les trois autres creusent un trou dans le sol d'environ 1m80 de large sur 2m80 de long et 1m60 de profondeur.

La voix d'Hermann m'accompagne. « Le secret d'une bonne cache, c'est de rien laisser traîner. Donc on camoufle les racines des arbres qu'on a coupés, on ramasse la sciure ou les écorces, bref, on planque tout. » Il faut faire comme s'il ne se passait rien : une personne qui passe près de là ne doit rien voir. Rien.

Les rondins sont débités et une bâche en plastique, dans laquelle on a préalablement ouvert une trappe, est tendue par-dessus. « N'oubliez pas de camoufler la bâche qui repose sur les rondins avec de la végétation… »

Ainsi, de l'extérieur, il est impossible de savoir que plusieurs hommes vivent en dessous.

Hermann s'approche, inspecte le tout, l'air suspicieux. Il demande à un RER d'entrer à l'intérieur. Ce dernier s'exécute. « Alors ? » demande le gradé. Le RER sort la tête, un sourire crispé aux lèvres : « Euh… il y a de l'eau au fond… » En effet, le sol de la cache est détrempé. Hermann éclate de rire. « Tu n'as pas vérifié où tu creusais ! » Puis, se tournant vers les gars : « Rappelez-vous cela : jamais près d'un cours d'eau ! dit-il en désignant un minuscule ruisseau tout proche. Dormir dans l'eau vous affaiblira, même si, lors de certaines missions, la pluie fera que vous resterez plusieurs jours les pieds dans l'eau. »
Message reçu cinq sur cinq !

*

* *

La création de caches reste la base à savoir. Ensuite, il faut apprendre à survivre en territoire ennemi.

Une fois infiltrés, sur le papier, il est prévu que des partisans, des réservistes, des anciens du 13e appelés pour aider notre exfiltration, nous assistent dans notre mission. Ce sont eux qui doivent nous aider à nous déplacer, à vivre sur place en nous fournissant appui, nourriture et guides.

Mais, tout ça, c'est sur le papier. On comprend très vite que, en réalité, une fois en zone ennemie, personne ne viendra nous chercher. Des anciens du 13e disent souvent en rigolant : « Au bout de trois semaines, sans aucun secours, on est mort… »

Une fois enterrées, les équipes de recherche sont censées laisser passer le front roulant des chars soviétiques. Ensuite, c'est à nous de renseigner nos autorités sur l'évolution du dispositif ennemi. Cela veut dire que le choc est déjà passé, que l'affrontement a déjà eu lieu entre les armées ennemies et les pays de l'OTAN écrasés par le rouleau compresseur russe.

Pour conclure la journée, Hermann nous explique : « L'armée soviétique connaît l'existence du régiment. Et ils ont mis en place des contre-mesures. À savoir des pelotons d'hommes effectuant des battues avec des chiens et tapant le sol avec des bâtons. C'est rudimentaire, mais ça marche. »

Chaque mise en garde d'Hermann est précieuse, et la réussite de nos missions dépendra de la façon dont nous appliquerons les consignes apprises lors de l'entraînement. Nous sommes donc très attentifs. Notre vie en dépendra peut-être un jour.

Entre les murs

La prison a ceci de particulier que les gardiens y sont autant enfermés que les détenus. Au centre, j'ai repéré les multiples caméras de surveillance qui tournent et enregistrent nos moindres mouvements. Elles ne sont pas là que pour nous. Elles épient tout le monde, y compris les gardiens qui circulent dans les couloirs.

Toujours poli, je discute souvent avec le gardien principal. C'est un Antillais de la Guadeloupe, répondant au nom d'Arsène. Lui et moi échangeons régulièrement. Il a bien vu que je n'étais pas un détenu comme les autres. Pour lui et ses collègues, je suis une curiosité. Je ne veux pas que les autres détenus sachent que je viens des renseignements, et les gardiens y sont attentifs. Entre deux rondes, par la porte ouverte, on parle Harley-Davidson. Un jour, je raconte à mon Antillais avoir rejoint un club de moto, une *brotherhood* en anglais. C'est un rassemblement d'anciens combattants passionnés de Harley qui se réunissent autour de quelques valeurs communes. Ils s'apparentent aux groupements d'anciens de la guerre de Corée ou du Vietnam, qui, aux États-Unis comme en Europe, avaient fleuri : des vétérans du Liban, d'Irak et d'Afghanistan. Nous vendons des stickers de notre groupe au profit d'associations d'anciens combattants et de nos blessés. Nous participons aux cérémonies militaires et réalisons des actions d'assistance, comme la prise en charge des invalides lors du pèlerinage militaire de Lourdes. Nous aimons nous retrouver entre nous et rouler sur nos machines.

Arsène, lui, m'explique qu'il a du mal à bosser dans le centre, car il dispose de trop peu de moyens. « On manque d'effectifs et de matériel. » L'administration pénitentiaire explose selon lui de partout. « Ça craque. Trop de prisonniers, de plus en plus jeunes et violents, et pas assez de place. » Puis il plaisante : « Avec toutes ces caméras, on est aussi surveillés que vous ! Tout est contrôlé. »

Pas vraiment tendre avec les détenus, il ne cesse de répéter : « Ils n'ont que le mot « respect » à la bouche… mais le respect, ça se mérite ! »

Je suis d'accord avec lui.

1989 ou la fin d'un monde

La masse s'écrase sur le mur de béton plein de graffitis. Les cris de joie envahissent l'écran. La lumière bleutée de la télé inonde le mess plongé dans le noir.

Assis, nous regardons médusés et silencieux les Berlinois de l'ouest en train d'attaquer le mur qui les sépare de Berlin-Est. Pas un bruis ne sort de nos bouches. Nous sommes comme des poissons dans un bocal, immobiles devant l'écran.

Depuis deux jours, les Berlinois des deux côtés s'attaquent à coups de burins, de marteaux, de barres de fer, à l'épais rempart qui les sépare depuis trente ans.

« Les russes vont bouger, c'est obligé », lâche le lieutenant. Mais les Russes ne bougeront pas. Comme s'ils étaient dépassés par ces hommes et ces femmes en train d'escalader le béton brut pour passer à l'Ouest. Ce qui n'était que quelques dizaines d'hommes et de femmes franchissant le mur dans un grand vent de liberté à la fin de l'été est devenu un raz de marée. Tout Berlin-Est veut passer à l'Ouest !

Il y a encore dix jours, le bloc de l'Est paraissait un empire immuable, colossal, gigantesque, indestructible. Trois millions et demi de soldats actifs, près de cinq millions d'hommes en réserve, sans compter les dizaines de milliers d'ogives nucléaires réparties entre les sous-marins et les lanceurs divers. Une présence armée sur toute la surface du globe. Du Vietnam à l'Angola en passant par Cuba et le Groenland.

En fait, un colosse aux pieds d'argile.

L'Empire soviétique s'effondre et personne ne l'a senti venir. Voir l'ennemi contre lequel on s'est entraîné durant toutes ces années s'écrouler sans tirer un coup de feu me fascine.

Face à l'écran, nous faisons cet amer constat : « Sans eux, les missions vont être différentes. » Et, pour une fois, tout le monde est d'accord.

Un conseiller du président soviétique Gorbatchev résumera aux Américains en de biens meilleurs termes le sentiment que nous avons tous en ce soir si particulier : « Nous vous avons fait la pire des choses : nous vous avons privés d'ennemi. »

Nous voyons défiler des images de Postdam, en Allemagne, notamment du pont de Glienicke où l'on échangeait quelques mois auparavant les agents

secrets prisonniers. Notre ennemi n'existe plus. Il s'est évaporé, évanoui tel u mauvais souvenir. Je repense à toutes ces heures, ces journées, ces années à étudier la méthodologie et le matériel du plus grand empire du XXe siècle. Toute cette propagande sur l'armée soviétique qui allait venir camper sur les Champs-Élysées, des armées de moujiks déferlant sur l'Occident, le couteau entre les dents, l'étoile rouge claquant sur tous les pays d'Europe. Je repense aux slogans défaitistes des pacifistes : « Plutôt rouge que mort. »

Je repense aux chansons de Jean-Pax Méfret, notamment *Veronika*, qui parle du mur de Berlin et va devenir désuète. Ce journaliste-chanteur engagé contre l'anticommuniste… Un chanteur aux paroles qui me touchent, et qui touchent aussi les anciens combattants et ceux qui aiment une certaine France.

Je me sens comme le héros du *Désert des tartares*, à attendre un ennemi qui ne viendra jamais, ou alors trop tard. S'être préparé à une guerre qui n'aura jamais lieu par disparition de l'ennemi, c'est peu commun.

Le bloc communiste est en train de s'écraser dans un fracas silencieux et plein de poussière. Le rouge, le communiste, le carmin, le soviétique n'existe plus. Il disparaît, englouti sous nos yeux. À la télévision, les experts se succèdent pour gloser sur ce qui est l'événement le plus marquant depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ; des spécialistes militaires avouent devant les micros grands ouverts que, depuis de longues années déjà, le matériel qui terrifie tant l'Occident n'était en fait aux trois quarts obsolète, sans pièces de rechange et rouillé.

De quoi avions-nous donc si peur ? Contre quoi nous sommes-nous finalement préparés ?

La Guerre froide se termine sous nos yeux sans que nous ayons eu à tirer sur un seul soldat russe. Au 13e régiment, la chute du Mur nous rend philosophes. J'attends qu'on nous désigne un nouvel ennemi pour nous mettre aussitôt en ordre de bataille. On nous dirait d'aller combattre les Martiens, nous le ferions immédiatement ! C'est la nature même de notre engagement, ce pour quoi nous sommes formés. Mais je sens bien qu'une page est en train de se tourner.

À la croisée des chemins

Debout devant la caisse de sable, je scrute les soldats prêts à l'attaque pour l'exercice final.

« À toi, Lorho : tu disposes de trois groupes. Tu dois les faire progresser vers le village afin de sécuriser la route et les abords des maisons. »

L'homme qui parle est notre instructeur. Depuis deux mois, je suis de nouveau à l'école. Comme tout bon militaire, je dois passer des examens. Les miens s'appellent certificat militaire 2e degré et se déroulent à l'école interarmes de Saint—Maixent, non loin de La Rochelle.

Les évaluations sont un passage obligé pour tous les sous-officiers : elles leur permettent de continuer le cursus de cadre au sein de l'armée.

Je ne suis pas seul. Nous sommes trente sous-officiers de toute arme venant des quatre coins de France à travailler depuis deux mois à notre avancement. Ici, on reçoit une instruction pour devenir chef de section, mais aussi des cours de géopolitique, de combat et de commandement.

Il me reste quelques semaines avant de boucler mon cycle d'apprentissage, et, aujourd'hui, c'est le passage par la caisse de sable. Dans un espace de deux mètres sur deux, un paysage entier est reconstitué en miniature avec des carrés en plastique de couleur symbolisant les véhicules et les hommes.

Chaque jour, nous apprenons à déplacer nos groupes de combat : à prendre une position, à donner les ordres, à expliquer nos décisions à nos subalternes et à rendre compte à nos supérieurs.

J'avance mes hommes comme je le faisais quand j'étais petit, lorsque je recréais dans ma chambre les grandes batailles napoléoniennes avec mes soldats de plastique.

L'examen touche à sa fin. Mes camarades et moi sommes prêts à quitter la salle quand notre instructeur nous dit : « Vous allez passer dans la pièce d'à côté. Il y a deux personnes qui veulent vous parler. »

Là, deux gars, plutôt trapus, nous attendent. L'un porte de fines lunettes qui lui donnent un faux air de Professeur d'économie ; l'autre est affecté d'une calvitie naissante.

« Bonjour, messieurs, nous sommes envoyés par la DGSE. Pour ceux qui ne nous connaissent pas, ce sont les services de renseignement français. Nous sommes là pour vous exposer un peu la « maison ». Nous recherchons de nouveaux profils. »

Tout le monde s'est assis, l'air interrogateur. Moi, le premier.

Comme des démonstrateurs dans les allées d'un supermarché, ils nous expliquent tout ce que nous aurions à gagner à rejoindre « la Grande Maison, la Boîte, la Centrale, la Piscine », bref, la caserne mortier. Mais ils nous préviennent aussi : « Il y aura une enquête sur vingt ans de votre vie. On vous demandera aussi une grande disponibilité, car le monde du secret est totalement différent de ce que vous avez connu jusqu'à présent… L'uniforme, vous oubliez, les cheveux rasés aussi. Le cloisonnement sera votre nouveau mot d'ordre, dans tous les domaines. Nous avons toutes sortes de postes à pourvoir et les volontaires sont les bienvenus ! » concluent-ils en regardant, satisfaits, l'auditoire.

Le speech dure encore une demi-heure et se termine par : « Les volontaires, vous levez la main, on va vous faire remplir des fiches de renseignements et on vous enverra une convocation. »

Autour de moi, je sens de l'intérêt pour le discours qui vient d'être tenu. Qui va se lancer ?

Je les ai moi aussi écoutés attentivement. La DGSE, je connais sans connaître. J'ai bien lu quelques livres, mais difficile de se faire une idée entre le mythe et la réalité. Je me dis que c'est une belle opportunité de carrière ; pas celle que j'avais envisagée au départ, non, mais la donne a changé, le bloc de l'Est a explosé, les ennemis contre lesquels on m'a appris à me battre se sont évaporés. Je décide donc de tenter ma chance et lève la main. Je regarde mes camarades. Peu m'ont imité. Nous ne sommes finalement que cinq à franchir le pas pour postuler.

Les autres sortent. Nous restons pour finir de remplir les docs qui partiront à la DGSE.

Mes examens finis, je prends le premier train pour rentrer à Dieuze et rejoindre mon régiment.

La promesse d'une nouvelle vie en poche.

Test d’entrée

Cela fait un mois que je suis rentré. Au régiment, j’ai retrouvé la routine. Mais, depuis que j’ai signé ma candidature à la DGSE, je m’entraîne encore plus dans l’attente de la réponse

Un matin, de retour de footing, je suis convoqué par le colonel. « Tout de suite ».

Je stoppe net. Puis, tout en sueur, je trottine jusqu’à son bureau.

« Entre, me dit-il. On a reçu une convocation pour toi du ministère de la Défense : tu es attendu boulevard Mortier. » Je lui fais alors part de ma démarche : « J’ai fait une demande pour rejoindre le 44e régiment d’infanterie. » Les yeux du colonel s’allument. « Rien que ça ? »

Le 44e régiment d’infanterie est un régiment fantôme, une appellation derrière laquelle se cachent les affectations pour la DGSE.

Le colonel me tend la convocation. « Tu as rendez-vous le 29 mars. »

Je saisis le papier, le cœur battant, et m’éclipse après avoir salué le colonel. Cette fois, c’est réel : je vais intégrer les Renseignements français. Une grande fierté m’envahit ; une grande excitation aussi à l’idée d’entrer dans un monde où l’imprévu est la règle.

*
* *

Le jour J arrive. Les tests et les entretiens de sélection vont durer deux jours, boulevard Mortier, dans le XXe arrondissement de Paris, où se trouve la caserne du même nom, qui longe la piscine des Tourelles — d’où le surnom attribué au siège de la DGSE, la « Piscine ».

Me voilà donc devant le numéro 141 du boulevard. Je donne ma convocation au poste de garde. Une fois passé le sas de sécurité, un planton armé m'emmène jusqu'à un bâtiment moderne. Je patiente quelques minutes, avant qu'on me dirige vers une salle d'attente. Une jeune femme vient me chercher. « Bonjour monsieur Lorho, suivez-moi, s'il vous plaît, nous allons au bâtiment de formation. » Ce sera pratiquement la seule fois, dans la centrale, qu'on m'appellera par mon nom de famille.

Je me retrouve, avec quatre autres « volontaires », dans une salle d'examen, à attendre les instructions. Un homme en civil entre. Après les salutations d'usage, il précise : « Les épreuves se dérouleront ici. Sur les pupitres, vous trouverez les feuilles de tests psychotechniques à compléter. Une fois que vous aurez terminé, vous sortirez un par un pour rencontrer un psychologue. »

Devant mon pupitre, je lis et relis les tests. Les questions posées, qui portent sur la logique et la psychologie, ont pour but d'identifier parmi les candidats les plus aptes à s'adapter au monde irrationnel dans lequel ils vont être plongés, et à rester le plus rationnel, le plus équilibré, le plus « normal » possible dans des situations qui ne le sont pas.

*

* *

Je suis le premier à sortir.

L'homme en civil m'attend pour me diriger vers un autre où se trouve un homme grand et fin, à lunettes, les cheveux en bataille.

« Bonjour, je suis le docteur Reynart. Je vais vous poser des questions pour effectuer votre évaluation. Je vous demanderez d'y répondre rapidement. »

Les questions fusent : pourquoi je veux entrer dans les services ? Quelles sont mes raisons profondes ? Comment se déroule ma vie personnelle ? Est-ce que j'aime les femmes ? Comment je les aime ?

À cette question, je marque un temps. Je cherche le piège. Je réponds comme un imbécile : « Bah, normal, quoi… » Mais je comprends vite où le médecin veut en venir. Les questions continuent : « Est-ce que vous avez peur de tuer ? Est-ce que vous pourriez tuer ? Est-ce que vous avez peur de la violence ? »

Je suis un peu troublé. J'hésite. Je réponds oui à la première question, ainsi qu'à la deuxième, en précisant : « Sauf en cas de nécessité absolue. » Je me vois mal en train de lui répondre : « Bien sûr, j'adore la violence et particulièrement tuer les gens. » Peut-être certains avaient-ils répondu ainsi par le passé ? J'imagine que des gens sont attirés par le goût du sang et sont persuadés qu'ils vont pouvoir devenir des meurtriers en toute impunité. Depuis, j'ai appris que, sur leur lettre de candidature, des malades écrivaient : « Je peux tuer. »

Derrière les lunettes du docteur, rien ne transparaît. Sans manifester la moindre réaction, il note scrupuleusement mes réponses. Après plus d'une heure d'interrogatoire, il pose son stylo, joint les mains sur ses notes et me dit avec un demi-sourire : « Merci, Thierry, on va vous raccompagner à la sortie. »

Tiens, il m'appelle par mon prénom…

*

* *

Durant les deux jours d'entretiens, je dors chez une amie, Emmanuelle, qui habite à côté de la porte de Versailles. En me dirigeant chez elle, je repense aux questions du psychologue. Je me suis souvent demandé comment je réagirais si je devais tuer. Je ne le sais pas. Personne ne le sait. Comment pourrions-nous ?

Le peu d'hommes que j'ai rencontrés ayant été contraints de tuer au combat n'en parlent jamais. Leurs lèvres restent closes sur cet instant de leur vie, ils ne parlent qu'avec ceux qui ont vécu la même chose. Seul le terrain commande. Rien d'autre. On ne peut jamais savoir comment le mental réagira. Ma génération n'a pas été confrontée à des guerres classiques, entre des pays qui s'opposent physiquement le long d'un front. Mais les théâtres d'opérations que connaîtront désormais les militaires seront des conflits asymétriques. Où il sera difficile d'identifier l'ennemi. Il n'existe plus véritablement de zone de combat, plus seulement une armée mais une multitude de réseaux disséminés, plus d'opposants en ordre de bataille, mais des terroristes, comme en Afghanistan ou en Mali.

La seule chose que je sais sur la mort, c'est que les disparus qui ont traversé ma vie l'ont changée.

Le lendemain matin, je me rends de nouveau boulevard Mortier pour le deuxième jour d'entretiens.

Une fois passé le porche, et le sas de sécurité, un homme grand, cintré dans son costume, m'accueille en se présentant comme le numéro 2 du « service Y », ce qui ne m'avance pas beaucoup… Pas de nom, juste un prénom, « Francis », un ton monocorde, pas un mot plus haut que l'autre. On dirait un moine, parlant avec onction et affabilité.

Je le suis jusqu'à son bureau. L'endroit sent le propre. La moquette par terre étouffe nos pas. Pas un bruit ne sort des bureaux, qui sont tous fermés. Des tableaux impersonnels représentant des paysages marins ornent les murs. Même les sonneries de téléphone sont discrètes.

« Ça va vous changer du 13e », me dit-il en traçant son chemin. Je hoche la tête, en plaisantant. « À Dieuze, on a inventé le téléphone direct. On laisse les portes ouvertes et on crie d'un bureau à l'autre. »

Nous croisons quelques silhouettes qui déambulent dans les couloirs. Les femmes sont en tailleur et les hommes en costume. Je fais tache avec mon jean et ma veste.

Le bureau de « Francis » est à l'image des couloirs que nous venons de traverser, impersonnel et silencieux. « Je voulais vous rencontrer, car votre profil a retenu notre attention », commence-t-il. Puis il poursuit : « Vous voyez James Bond ? Eh bien nous faisons exactement le contraire ! » Ça a le mérite

d'être clair. « Est-ce que vous seriez capable de mettre votre main dans une poche et de rapporter ce qui s'y trouve ? » Un peu désarçonné par la question, je réponds : « Oui, pour la France et pour le service. »

Une lueur de satisfaction brille dans ses yeux. Ma réponse lui plaît. Puis, toujours en souriant, il me dresse les grandes lignes du service tout en restant vague sur les missions : « La boîte utilise différents types de profils : notamment les analystes et les opérationnels. Les analystes traitent des milliers d'informations en sélectionnant ce qui intéresse le service. À eux les fiches d'analyse et les choix stratégiques que mettrons en action les opérationnels. Vous avez été choisi pour être opérationnel dans mon service. Nous sommes à peu près une centaine dans le service. Vous allez effectuer un stage de quelques semaines à partir de septembre, j'espère que vous réussirez. Nous nous reverrons à l'issue de la formation. »

Tout en se levant pour me raccompagner jusqu'à la porte où le planton m'attend, il me glisse, en me serrant vigoureusement la main : « Vous êtes fait pour la Centrale. »

*

* *

En sortant du siège de la DGSE, je monte sur ma moto et me mets en route pour Nantes afin d'annoncer la bonne nouvelle à mes parents. Je suis heureux. J'aime parcourir la France par les petites routes nationales. C'est mon grand plaisir. Découvrir les paysages, traverser des natures inconnues, m'arrêter dans de petits restaurants me procure une sensation de plénitude et de liberté incomparable.

Je repense à mon frère. Sa mort continue de me hanter. J'aurais tellement voulu lui annoncer la nouvelle a lui aussi, lui raconter mon parcours. Pour lui, j'étais le minot, le petit frère. J'ai grandi, mais il n'est plus là pour me voir.

Après plusieurs heures de route, j'arrive à Nantes, où je retrouve mes parents. Dans la salle à manger de la maison familiale, j'attends le bon moment. Par la fenêtre ouverte, un soleil de début d'avril inonde la pièce. Dans la cuisine, ma mère s'affaire. Je me lance : « Papa, maman, j'ai quelque chose à vous dire : j'ai changé d'affectation. »

Mon père replace ses lunettes sur son nez, attentif.

« J'ai rejoint les services secrets. Cela veut dire que je ne pourrai pas vous racontez grand-chose… et que je risque de voyager beaucoup. »

Je préfère les prévenir tout de suite. Et j'ai bien fait : je ne leur donnerai que très peu de nouvelles durant ma carrière dans les services. Pour une raison simple et terrible à la fois : alors qu'il était mort depuis une journée, mes parents ont reçu une des lettres que mon frère envoyait régulièrement de la base de Châteaudun où il était cantonné. La lettre commençait par : « Chers parents, je vais bien… » Ma mère n'avait pas supporté et avait éclaté en sanglots. Pour éviter ça, ma famille ne saura donc pas grand-chose de mes aventures.

Ma mère, toujours dans la cuisine, n’a pas entendu. Mon père, d’habitude si peu démonstratif, me pose une main sur l’avant-bras, le regard satisfait.

« C’est bien, je suis fier de toi. » Il est heureux de savoir que je suis sorti de mon mutisme.

Depuis la mort de mon frère, sa vie a changé, ses yeux sont toujours voilés de tristesse, comme ceux de ma maman. Aujourd’hui il est content de mon choix. Quel plaisir de leur rendre enfin un peu du bonheur perdu !

Bienvenue dans les services secrets

Les résultats des tests tombent enfin. Je n'en pouvais plus d'attendre… C'est confirmé, je suis pris ! C'est du moins ce qui est marqué sur la feuille que me tend le colonel qui me convoque ce jour-là. Je regarde une nouvelle fois le papier : « Veuillez vous présenter le 1e septembre 1990, caserne Mortier, au siège de la DGSE pour votre nouvelle affectation. »

Je sais que je vais regretter le 13, et surtout les amis que je me suis faits au fil des années, mais une nouvelle vie s'offre à moi, que j'ai hâte de découvrir. Je suis ravi.

Fin août, je rejoindrai donc Paris pour deux mois de formation à la DGSE. Durant cet été 1990, Saddam Hussein, dictateur irakien maintenu au pouvoir par « nos » soins, décide d'avaler son voisin, le Koweït, prétextant que ce morceau de territoire gorgé de pétrole appartient géographiquement à l'Irak. Les États-Unis laissent faire pour mieux dénoncer « cet acte odieux » par le biais de leur ambassadeur. Un mois plus tard, les troupes américaines au grand complet débarquent en Arabie Saoudite. Derrière les Américains, le monde occidental se range en ordre de bataille. La France ainsi que trente-quatre pays s'engagent dans une grande coalition sous égide de l'ONU.

Je regarde les premières manœuvres à la télé. Mes copains Germain, Cyril et Éric m'appellent pour me donner des nouvelles du régiment, que j'ai quitté pour le boulevard Mortier. « Huit équipes de recherche vont bientôt partir en Arabie saoudite », me disent-ils. Puis ils concluent : « Eh, tu ne regrettes pas ? » Je me suis entendu leur répondre : « Non, je prends la vie comme elle vient. » Comment le regretterais-je ? Pour moi, la vie est comme une aventure : je connais mon passé, et je m'ouvre un futur que je pressens excitant.

*

*   *

Cinq mois ont passé depuis mon entretien. J'ai de nouveau demandé à Emmanuelle de me loger chez elle le temps de mes stages. Puisque je n'ai évidemment pas le droit de lui expliquer pourquoi je suis là, je lui fais croire que je suis en formation. Je lui explique que je participe, dans le cadre de mon avancement, à des exercices de crise. « Des jeux de guerre, si tu préfères. On fait ça dans de grandes salles à l'École militaire ; aussi je vais souvent rentrer tard, car il y a beaucoup d'exercices en nocturne… »

Avec Emmanuelle, nous sommes « en couple », comme on dit. Elle est attachée à moi ; moi, je ne sais pas. Je lui précise que ce n'est pas la peine qu'elle m'attende pour dîner. Elle me regarde, soupçonneuse. La jalousie est une maladie et Emmanuelle en est atteinte. Elle finit par acquiescer.

Dès ce soir-là, le mensonge est devenu la base de ma vie, le socle sur lequel tout repose. Un bon mensonge doit être simple. Ne jamais trop s'étendre, toujours partir d'une base vraie et passer tout de suite à autre chose dans la discussion. Plus c'est simple, mieux ça passe. J'ai trouvé la parade ultime pour éviter de trop mentir : faire parler l'autre. J'ai découvert combien les gens adorent parler d'eux, de leurs problèmes, petits ou grands. Si on me pose une question embarrassante, je la retourne tel un boomerang à l'envoyeur, et le tour est joué.

Le lendemain matin, je suis devant le 141 boulevard Mortier.

Je donne ma pièce d'identité à la sécurité. L'endroit est sous surveillance permanente et j'ai moi-même l'impression d'être constamment épié. Je sais que je suis attendu, mais il me reste malgré tout ce sentiment étrange d'être au centre de toutes les attentions.

Une jeune femme vient me chercher. « Monsieur, vous êtes Thierry Lorho ? »

J'acquiesce en essayant de paraître décontracté. J'ai suivi les conseils avisés du numéro 2 du service avec qui j'ai eu un entretien lors de ma première visite à la Piscine. Après m'avoir détaillé de la tête aux pieds, il m'a suggéré de me mettre au costume-cravate. « Comme ça, vous serez comme nous. Mais ne vous inquiétez pas, vous aurez une formation… » a-t-il ajouté. Je suis sorti un peu vexé. C'est vrai que le 13° n'était pas un modèle d'élégance. Le costume, on ne sait pas trop à quoi cela sert. J'ai donc mis pour cette nouvelle visite mes habits de lumière. À Nantes, j'ai investi dans deux costumes. J'ai la panoplie pour me fondre dans le décor.

Le porche franchit, la jeune femme m'emmène au service de sécurité qui délivre les différents badges, sans lesquels toute circulation dans les locaux est impossible. Je regarde la carte de ma nouvelle vie. Une carte plastifiée, toute simple, avec des codes couleurs.

« Vous avez rendez-vous avec Rodolphe, au 8°. Ce sera votre chef de stage », me dit la jeune femme en me conduisant à l'ascenseur. Dès l'ouverture des portes, je l'aperçois. Petit, sec, le crâne légèrement dégarni, il me tend une main franche. « Bonjour, je suis Rodolphe. Vous me suivez ? On va au centre de formation. Vous venez du 13° ? Beau régiment. » J'acquiesce. « Moi, je viens du 1° régiment de hussards parachutistes », lâche-t-il en avançant d'un pas rapide vers le fond du couloir.

Tandis que nous continuons à parler « kaki », une porte s'ouvre sur une salle de cours aux murs blancs sous un éclairage trop fort. Au fond trône une sorte de vidéoprojecteur. Huit stagiaires attendent, assis à leur table. Rodolphe grimpe sur l'estrade et se présente à nous. « Vous allez rester avec nous deux mois. On va travailler tous les jours. Il y aura beaucoup de théorie, qui sera immédiatement mise en pratique. »

Il nous explique ensuite les différentes règles de sécurité propres à la maison. « Si vous êtes attrapé par la police, si vous avez un accident, voici la procédure. À partir de maintenant, le nom DGSE n'existe pas. Pour vous, c'est la « Boîte », la « Piscine » ou la « Centrale », mais ne rien dire, c'est mieux. »

Puis on passe aux présentations. Nous sommes six hommes et deux femmes. La plupart d'entre nous viennent de province. Les deux filles se nomment Brigitte et Catherine. L'une travaillait dans les transmissions ; l'autre fait déjà partie de la « Boîte », mais en tant qu'analyste. Comme nous, elle veut devenir une « opérationnelle ».

L'homme assis le plus près de moi est une sorte de sosie de Mel Gibson, la même coupe de cheveux, les mêmes yeux rigolards. Il s'appelle Gilles et vient de Strasbourg. Sylvain, un grand type tout sec, lui, arrive de Vendée. Il y a également un Basque un peu trapu, de Bayonne, et deux Bretons, amoureux de la charcutaille.

Les présentations terminées, Rodolphe ajoute, avec un petit sourire : « Votre emploi du temps vous sera donné au fur et à mesure. Considérez-vous en stage jour et nuit, week-end compris. »

Autour de moi, cela ressemble à un musée. Des petites vitrines mettent en valeur de vieux appareils photos, de vieux micros, toute sorte de matériel des années 1940.

Puis celui qui deviendra mon mentor entre dans la salle. « Je vous présente Mathieu, nous dit Rodolphe. C'est lui qui va vous suivre tout au long de votre séjour. »

Mathieu, dit Mat, est l'adjoint du stage. Calme et posé, il nous explique qu'il est « depuis longtemps dans ces murs ». J'apprendrai plus tard que Mathieu est la mémoire vive de la cellule. C'est l'adjoint du patron. Musculeux, toujours élégant, les cheveux courts, le regard franc, il était suivi par son éternel labrador, du nom de Cannelle.

Par ces quelques mots, tout est dit : pas de détails, aucune précision. Je me rends compte que c'est la marque de la Boîte et que c'est ainsi que je vais devoir me comporter à partir de maintenant.

Assis derrière son bureau, les cheveux courts, le regard franc, Mat nous explique que notre stage consistera à nous donner les bases pour devenir un agent opérationnel. « Nous allons d'abord vous fournir votre paquetage urbain », dit-il en se tournant vers une table à l'écart.

Nous nous approchons. Des liasses de billets — mille francs pour chacun, en coupures de cent —, des carnets de tickets de métro et des cartes téléphoniques sont dispersés sur le bureau. « Vous êtes désormais de vrais citadins. Et n'oubliez pas la carte plastifiée. »

Je saisis le morceau de plastique. Y est inscrite une liste de téléphones d'urgence utilisable 24 heures sur 24.

Puis Rodolphe prend son inspiration. « Ici, nous sommes au service Y, qui fait partie de la direction des opérations. Il y a cinq directions en tout. D'abord la direction générale, c'est-à-dire le patron et tous les services qui lui sont rattachés. Vous avez ensuite la direction de l'administration. Ce sont eux qui gèrent le personnel et qui vous payent à la fin du mois. Après, vous avez la direction technique, qui s'occupe de la gestion des systèmes informatiques de la Boîte — ce sont eux qui vous aideront à mettre en place les moyens techniques opérationnels et qui dirigent les systèmes d'écoutes. Vous avez également la direction du renseignement, dont le domaine de compétence est l'analyse et l'orientation sur le terrain par secteur géographique. Enfin, vous avez la direction des opérations, où vous êtes, et qui est composée de deux services : le service Action, qui se trouve dans différents centres, et nous, la direction des opérations au service Y, basée à Paris et ailleurs. Des questions ?

- Est-ce que vous savez où nous serons affectés ? demande l'une des filles.
- Vous serez intégrés chez nous, à Y, mais l'orientation finale se fera en fonction de vos résultats. Si nous jugeons que vous n'avez pas les capacités pour être opérationnel, vous serez orienté vers un autre service.

Avant de quitter la salle, Mat nous demande d'inscrire sur une feuille les prénoms que nous aimerions pour notre futur pseudo, c'est le prénom sous lequel nous aborderons notre nouvelle vie au sein de la Boîte. Les pseudos sont une tradition héritée de la Seconde guerre mondiale et des réseaux de la Résistance et qui a perduré jusqu'à aujourd'hui. « Dorénavant, vous ne serez connu de nous que sous ce pseudo », conclut-il.

Sur la feuille, j'écris au hasard Vincent, Sam et Richard en troisième.

Tout en ramassant les feuilles, Mat nous donne un ultime conseil avant que nous ne quittions la salle : « Ne traînez pas devant Mortier. Évitez les cafés aux alentours. » Je demande innocemment pourquoi. « DGS ne souhaite pas voir ses membres traîner dans les brasseries du coin. »

DGS, ce sont les « bœuf-carottes » de la Boîte, la Direction générale de la sécurité, la police de la Piscine. Ce sont eux qui sont chargés des enquêtes internes et de la sécurité du site, de vérifier s'il n'y a pas de gars louches avec des appareils photo en train de filmer ou simplement des agents qui raconteraient leur vie au comptoir. « Vous ne savez jamais qui est à côté de vous lorsque vous prenez un café, alors abstenez-vous », termine Mat.

Une fois dehors, nous sommes cinq à nous engouffrer dans le métro, pour descendre quelques stations plus loin, au père-Lachaise, et nous installer dans un café.

Provinciaux pour la plupart, peu connaissent Paris. Beaucoup doivent encore trouver un appartement. Moi-même, je ne suis venu ici que pour des permissions et je dois trouver mes marques.

Le profil des candidats est assez lisse. Loin de ce que j'ai connu en régiment. En fait, je suis le seul qui arrive d'un régiment para.

« Avec ton profil, t'aurais dû demander le service Action », me dit Brigitte. Elle m'explique qu'il s'agit du bras armée de la DGSE, spécialisé dans les opérations clandestines, rattaché à la direction des opérations.

Je hoche la tête. À ce moment-là de ma vie professionnelle, j'ai envie de connaître un autre monde, moins militaire ; peut-être que, dans ma tête, je me prépare déjà à partir dans le civil…

*

* *

Le soir, à mon retour à l'appartement, Emmanuelle est là, et elle n'est pas contente. « Pas un coup de fil pour me prévenir quand tu allais rentrer ! Rien ! C'est pas un hôtel, ici ! » je comprends alors qu'il va vite me falloir trouver un autre logement. Je saisis deux couvertures et m'installe sur le canapé pour la nuit, mais, avant de dormir, je me plonge dans les livres que j'ai pu récupérer sur la Boîte. Je suis insatiable, je veux tout savoir, tout connaître de ma nouvelle maison.

J'y apprends que la DGSE est un organisme qui vient directement de la Seconde Guerre mondiale. Elle est un lointain ancêtre du Deuxième Bureau, qui a été décimé par l'occupation allemande. Sous la houlette des Anglais, les gaullistes de Londres ont remis sur pied un service moderne et efficace. D'abord appelés Bureau central de renseignements et d'action, les nouveaux services secrets se transforment après-guerre en SDECE, avant de devenir DGSE en 1981.

Le service qui nous « instruit » ne s'est pas toujours appelé Y. Avant les années 80, il portait le nom de service 7. Ledit service 7 était, jusqu'à sa dissolution, le service par excellence. Presque la mémoire vive de la DGSE. Il a eu un passé tumultueux et a connu son heure de gloire dans les années 1960 et 1970, durant toute la décennie gaullienne. C'est l'affaire « Ben Barka », du nom de l'homme politique marocain dont l'enlèvement et la disparition, jamais élucidée, devant la brasserie Lipp à Paris, qui a précipité la chute de ce service.

C'est le colonel marcel Leroy-Finville qui en a fait une machine de guerre dans les années 1960. Lui et quelques autres sont devenus les véritables démiurges de SDECE. Créant de toutes pièces les services spéciaux français après-guerre, Leroy-Finville a mis en place toutes les procédures, encore utilisées de nos jours. Son dispositif a permis des exploits incroyables : voler un moteur de Tupolev à la barbe des Russes ou cambrioler l'ambassade d'Égypte…

Je m'apprête donc à intégrer une institution qui a marqué l'histoire de mon pays, et j'en suis heureux.

À l’instruction

Mon problème de logement s’est réglé rapidement. « Pour votre hébergement, tout est arrangé, m’explique un des encadrants du nom de Sébastien. Vous logerez dans l’un des studios que le ministère de la Défense met à la disposition des stagiaires, non loin de la Centrale. Les stages se dérouleront pour partie à Mortier, dans Paris, mais aussi dans des villes de province. »

Mon logement est situé dans une petite rue adjacente au boulevard Mortier, à 500 mètres de l’entrée. Il est à l’image de la Boîte : austère. Une cellule de moine, mais avec de la moquette et une vue sur un square. En comparaison, le lendemain matin, la salle de cours me paraît moins terne.

Assis à une table, Mat nous attend, tout sourire. « On va vous distribuer vos pseudos. » Sylvain s’est retrouvé affublé d’un Antoine du plus bel effet, les deux filles sont devenues Nina et Solange, et moi, Vincent. Gilles est devenu Étienne, tandis que Loïc et Gwen se sont transformés en Martin et Lucas. Quant à Simon, un Raoul du meilleur effet le rebaptisera.

Après la distribution de nos nouveaux prénoms, une jeune femme d’origine antillaise entre dans la salle. Mat nous la présente comme Annie. De taille moyenne, je sens la fille sportive sous ses vêtements ajustés. « Nous allons aborder ensemble tout ce qui touche au vestimentaire, car, en tant qu’agent, vous allez être amenés à fréquenter aussi bien les palaces que les égouts. Pour cette raison il y a des codes vestimentaires à connaître. »

Elle nous regarde avec un petit sourire.

« Je vois que certains ont fait des efforts en mettant un costume. C’est bien. Les costumes doivent être classiques. Sombre. Du noir, du gris, du bleu. Les chemises devront être assorties. Pas de couleurs pétantes. Ce n’est pas un défilé de mode. Pour les chaussettes, jamais de blanc… (Tout le monde s’est baissé pour voir les chaussettes du voisin.) C’est ringard. Il n’y a que les ploucs qui portent des chaussettes blanches avec leurs costards. »

On s’est alors tous tournés vers Lucas, qui arborait une magnifique paire de chaussettes de tennis bleu, blanc, rouge.

« Pareil pour les chaussures : pas de bicolores ou de bouts trop pointus. D’abord, ça n’est pas du tout pratique, et vous ne tiendrez pas deux kilomètres ! Qui est déjà allé dans un palace ? » demande-t-elle avec un franc sourire.

Aucune main ne se lève.

« En fin de matinée, on partira visiter deux palaces pour que vous connaissiez les lieux de vos futurs terrains de jeu. » Puis elle enchaîne : « Quelqu’un a –t-il déjà été dans une cité de banlieue ? » Tout le monde se regarde en secouant la tête. Non, personne n’a jamais mis les pieds dans une cité.

« Vous n’avez en effet aucune raison d’y aller si vous n’y habitez pas ou si vous n’y avez pas de la famille. » Annie reprend : « Les cités, c’est comme les chaussettes blanches avec un costume. Les codes vestimentaires y sont précis. Vous trouverez plus souvent des gens habillés avec un jogging, tirant des caddies de supermarché et chaussés avec des baskets. Le sac à dos y est proscrit. Ce sont les flics qui se baladent avec un sac à dos. On vous reconnaîtra à cent mètres avec vos cheveux courts et votre sac à dos. Donc, cet après-midi, après les palaces, on filera en banlieue pour que vous découvriez votre autre terrain de jeu… »

La séance du jour se termine par la distribution des binômes. Je me retrouve avec Mel Gibson, alias Étienne, Breton comme moi. Il deviendra vite un ami.

Nous sortons de Mortier par petits groupes, tandis que nous héritons d’Annie comme accompagnatrice. Direction le Crillon, grand palace parisien jouxtant l’ambassade américaine. Sur le chemin, Annie nous briefe sur notre « visite » ; « observez tout ce qui se passe à l’extérieur : les taxis, le personnel qui porte les bagages et accompagne les clients, ceux de la sécurité, les touristes, les habitués, les chauffeurs de limousine… Bref, tous ceux et toutes celles qui entrent et sortent de l’hôtel. »

Nous arrivons place de la Concorde et entrons dans ce bâtiment monumental qu’est le Crillon avec sa haie de colonnades somptueuses datant du XVIIIe siècle. Nous nous asseyons dans le lobby, face à notre formatrice, dos à la réception. Le sol est pavé de carreaux de marbre noir et blanc ressemblant à un grand échiquier. Autour de nous, c’est l’effervescence. Je commence à regarder alentour. Je vois le ballet incessant des grooms. Ils portent tous un uniforme noir aux boutons dorés — une casquette et une cape noires qui me font penser à ceux de l’armée. Tout ce luxe m’impressionne : lustres gigantesques, miroirs immenses… Je repère une jolie femme dans une robe de marque fendue qui laisse deviner l’attache de ses bras au moment où Annie s’adresse de nouveau à nous :

« À gauche, ce sont les concierges, les clés d’or. Ils les portent au-dessus de la plaque dorée avec leur nom dessus. Ils sont capables de réserver une table n’importe où pour n’importe quand, de vous fournir tout ce que vous voulez dès que vous le demandez. Ils sont là pour réaliser le moindre désir des clients. Ils forment une caste, un réseau pour avoir toutes les infos nécessaires afin de satisfaire la moindre demande. Ils gagnent beaucoup d’argent en liquide grâce aux généreux pourboires qu’on leur donne. Le concierge, c’est le maître du jeu ; il connaît tout le monde. Et tout le monde le connaît. »

Nous jetons un œil discret vers la gauche, vers le pupitre puis Annie enchaîne :

« Sur la droite, c'est la caisse, le check-out. Vous voyez la jeune femme, là (elle nous désigne une femme très élégante au bar, coupe de champagne posée devant elle) : cliente ou pas cliente ? » Elle nous laisse à peine le temps de répondre.

« Pas une cliente, mais une gagneuse.

- C'est cher ? demande Étienne, goguenard.
- Trop cher, n'y pense même pas. Et c'est pas avec ta solde que tu l'emballeras ! »

Puis on se lève et on entreprend de visiter la palace. Sous prétexte d'organiser prochainement un événement, nous demandons à faire le tour du restaurant situé au premier étage. Depuis l'un des balcons, la vue est magnifique : l'Obélisque de Louxor se dresse au centre de la place de la Concorde. Je distingue les Tuileries, le début de l'avenue des Champs-Élysées, l'Assemblée nationale. C'est juste incroyable. Ensuite, nous continuons notre exploration en traversant des petits salons intimistes couverts étroits qui desservent les suites.

« C'est un de nos terrains de jeu favoris, dit Annie en sortant une carte qui ouvre la porte d'une chambre. Cette carte est l'assurance qui vous permettra de rentrer partout. Quant au costume, il sera votre nouvelle peau. Une peau de caméléon. »

Après la matinée passée au Crillon, nous partons en voiture pour Sarcelles, sans avoir fait un détour par la Boîte pour nous changer et nous mettre une tenue plus décontractée.

Annie se gare loin du centre de la cité des Indes, notre lieu de visite suivant. Nous sommes à côté d'un centre commercial. On est très loin de la place de la Concorde et du centre chic de Paris. Ici, des barres d'immeubles sans vie aux carreaux cassés, des pelouses sans herbe, des voitures sans roues, des jeunes qui tiennent les murs et scrutent le moindre nouvel arrivant.

Annie nous tend un caddie, qu'elle a sorti du coffre de la voiture : « C'est votre sac, maintenant. Vous ne vous en séparez pas. » Je regarde l'objet sur roulettes. Je crois à une plaisanterie, mais non : il va falloir que je traîne ce truc tout l'après-midi.

Durant plusieurs heures, on déambule tous les trois comme des habitués, prenant garde à ne jamais fixer les regards, afin de scruter l'attitude des habitants, leurs vêtements, leurs déplacements, leurs comportement. Un exercice identique à celui du Crillon, et dont le but est le même : nous imprégner des particularités sociétales du lieu, prendre nos marques et nous fondre dans cet environnement qui n'est pas le nôtre.

✲

✲ ✲

En rentrant, le soir, dans mon studio, j'enlève avec soulagement les chaussures. Nous avons passé une grande partie de la journée à marcher. Deux ampoules ont poussé à mes talons.

Le but de cette journée est clair dans mon esprit : prendre deux lieux diamétralement opposés, aujourd'hui un palace et une cité de banlieue parisienne, non pas pour stigmatiser un endroit plus qu'un autre, mais pour nous montrer dès le départ que nous aurons, en tant qu'agents du renseignement, lors de nos mission, à nous fondre dans toutes sortes de décors, en France comme à l'étranger, souvent très éloignés de ceux dont nous avons l'habitude. Tout est affaire de mimétisme pour adopter les coutumes locales : penser à choisir les livres à mettre dans sa valise pour ne heurter personne, se couvrir quand on est une femme dans certains pays, savoir qu'en Russie il faut remettre son ticket à la gardienne d'étage pour récupérer la clef de sa chambre, etc. La réussite e notre mission dépendra de notre capacité à nous adapter.

Mauvais réflexes

Certains soirs, de retour au centre de détention, j'inspecte du regard la cellule. J'observe toutes les failles potentielles : portes, fenêtres, serrures. Je ne peux m'empêcher d'imaginer le moyen de m'évader. J'ai été formé pour cela. Des heures et des heures à crocheter des serrures, à les étudier avant de les attaquer. Les cours de « papé les doigts d'or », notre instructeur à la DGSE, restent gravés dans ma mémoire.

La serrure de ma porte de cellule est une paracentrique simple non sécurisée. Avec juste un tournevis, de l'intérieur, je peux accéder au système de fermeture.

La fenêtre, elle, est encore plus simple. Deux longs barreaux en bloquent mon horizon dans la longueur : 3 cm de diamètre tout au plus. Fixés avec des écrous ou coulés dans le béton ? Je n'ai pas encore regardé.

Inconsciemment, je démontre chaque parcelle de ma cellule, et, naturellement, les gestes se déroulent devant mes yeux…

« Papé les doigts d'or »

Pendant deux semaines, les cours s'enchaînent à un rythme soutenu. Nous dormons quand nous pouvons. Le but est de nous fatiguer pour travailler notre endurance. Mais aussi de nous apprendre toutes les techniques opérationnelles pour mener à bien nos missions.

Ce matin-là, quand nous arrivons, comme chaque jour, Mat est déjà là. Il discute avec un homme d'une cinquantaine d'années aux cheveux poivre et sel.

« Je vous présente Papé. Entre nous, on l'appelle Doigts d'or… C'est lui qui s'occupe de la serrurerie. Et c'est lui qui va vous expliquer deux ou trois choses sur la serrurerie version voleur. »

Papé prend la parole tandis que nous finissons de nous installer : « Nous allons voir aujourd'hui ce que l'on appelle les ouvertures non conformes. Pour être plus simple, une ouverture non conforme, c'est une effraction. »

Papé sort de sous le bureau une mallette de cuir, ainsi que plusieurs valises de différentes tailles. « Ce sont des modèles classiques que vous trouverez le plus souvent face à vous. »

Il demande ensuite à Étienne de prendre la mallette, d'en changer le code sans le lui montrer et de la lui rendre. Étienne s'exécute. Une fois la mallette en mains, Papé entreprend de s'attaquer au fermoir.

Nous ne quittons pas des yeux ses doigts en train de courir le long des chiffres gravés sur les molettes. Soudain, après l'avoir manipulé un peu, il ouvre le bagage sous nos regards admiratifs. Le tout n'a pas pris deux minutes. « C'est facile, mais une serrure vous demandera beaucoup de patience. Ce n'est pas une science exacte. »

Il reprend, visiblement satisfait de son petit effet : « Dans un autre domaine, il y a les lettres et les plis. L'ouverture d'un courrier simple, que l'on appelle thermocollé, peut se faire avec un bête fer à repasser. Après avoir saisi le courrier, vous passez un coup de fer chaud dessus et hop… » L'enveloppe qu'il tenait dans la main vient de s'ouvrir comme une huître. « Pour refermer, idem : on repasse un coup de fer, et on fait glisser un doigt le long de l'ouverture, et c'est recollé. » Puis il conclut : « Vous aurez une formation pour les courriers plus compliqués par la cellule spécialisée. »

Je suis émerveillé comme un enfant et j'ai hâte de mettre en œuvre tout ce qu'on nous apprend.

La filature

Ce matin, un homme petit et trapu entre dans la salle, « Bonjour, moi, c'est Alexandre, se présente-t-il. Je vais vous enseigner dans les grandes lignes les moyens de liaison pour tenir des rendez-vous en toute sécurité. Sachez qu'ici on forme des gens sans odeur et sans saveur. C'est notre marque de fabrique. Un agent doit savoir se déplacer et rencontrer des contacts sans se faire repérer. »

Pendant une heure, Alexandre nous développe ce qu'il attend de nous et le contenu de ce qui nous sera enseigné. « Aujourd'hui, nous allons voir les itinéraire de sécurité, les boîtes aux lettres mortes ainsi que les points de rendez-vous. Un itinéraire de sécurité IS est un moyen de contrôler si vous êtes suivi ou non. En fin d'itinéraire, on vous montrera les techniques pour casser une filature. »

La filature est une des techniques-clés de notre métier. Tous les jours, en arpentant le pavé parisien, nous apprenons à observer une zone avant un rendez-vous, à préparer des rencontres avec des contacts, à repérer si l'on est suivi.

Arrive enfin le jour de la mise en situation, de l'exercice grandeur nature. « Demain matin, vous effectuerez une filature de groupe », a annoncé Mathieu, en fin d'après-midi.

Installés sur nos sièges, cela fait quarante-huit heures que nous travaillons un par un sur la filature simple.

Il existe différents type de filature : seul, à pied, à moto, en voiture et, bien sûr, en groupe. « Parfois, quinze agents partent sur une cible pendant des semaines à travers le monde entier », nous explique Mat dans un moment de confidence. Le service Y a même créé une cellule spécialisée uniquement dans les filatures.

« Demain, vous travaillerez en groupe et avec les radios », poursuit-il. Jusqu'à maintenant, nous avons travaillé sans radio. Uniquement par signes et en échangeant des regards.

L'objectif est de suivre une personne dans Paris et de ne pas la lâcher.

« Il vous faut noter tout ce qu'elle fait. Les personnes qu'elle rencontre, les coups de téléphone dans les cabines. Pensez à la touche *bis* pour avoir le dernier numéro composé. Tout ce qu'elle fait doit être retranscrit. Si elle entre dans un

immeuble, essayez de récupérer le code de la porte. Mais si vous vous sentez repéré, abandonnez. Gardez toujours vos distances pour ne pas éveiller les soupçons de la cible. Vous pouvez avoir recours au désilhouettage. L'idée, c'est de casser les couleurs et la démarche pour modifier votre apparence, nous explique Mat, car c'est la démarche qui trahit une personne. Pour cela, il vous faudra trouver des vestes réversibles, des lunettes, des casquettes de différentes couleurs… »

J'apprends ainsi qu'une filature, c'est surtout de l'observation, mais aussi de l'anticipation perpétuelle. Il faut penser à avoir toujours de l'argent liquide dans les poches, des tickets de métro et des cartes téléphoniques. Nous sommes dans les années 90, et les cabines sont un très bon endroit pour surveiller discrètement une « cible ».

« Pour les chaussures, prenez des semelles en crêpe. Légères, souples et silencieuses. Pour vous aussi, mesdames ! Une filature peut conduire à parcourir des kilomètres à pied dans une seule journée. Donc pas de chaussures qui couinent. »

Mat nous conseille également d'utiliser les appareils photo avec les supports que nous avons constitués à l'avance. Un « support », c'est ce qui permet de dissimuler l'appareil photo ou la caméra vidéo. En général, cela peut être une « banane » ou une sacoche que l'on se coince sous le bras. « Pour éviter les reflets de l'optique, collez une grille afin de rendre invisible les reflets et le trou du sac. »

Mathieu est intarissable sur l'art de la filature : « Dans un groupe de huit qui s'apprête à filocher quelqu'un, nous pouvons désigner une personne qui portera une veste de couleur vive. » Je demande pourquoi. « Ce sera l'appât. C'est lui qui attirera l'œil de la cible afin de focaliser son attention. Comme ça, elle remarquera moins le dispositif qui a été mis en place autour d'elle. » Puis, une fois sa mission remplie, l'appât disparaît de la filature.

Devant nous, Mathieu sort une photo.

« Voici votre cible. »

Il s'agit d'un homme d'une quarantaine d'années, aux cheveux longs et bruns, d'apparence dynamique et sportive. « Il habite dans le 15e, au 75 rue de Staël, reprend Mat. On sait où il loge, mais on ignore où il a rendez-vous. On sait juste qu'il quittera son domicile vers 10 heures du matin pour s'y rendre. Donc, à 8 heures, le dispositif doit être en place. OK ? »

La cible en question est en fait un agent de la Boîte qui va vous faire courir toute la journée du lendemain, utilisant tout son savoir-faire pour tenter de nous semer.

Mat insiste : « N'oubliez pas : toujours partir du principe que vos cibles sont « formées », c'est-à-dire qu'elles en savent autant que vous. »

*

* *

Le réveil vient de sonner : 6 heures du matin. C'est le grand jour. Je suis prêt avant l'heure pour le dernier briefing à la Centrale.

Dans la grande salle, nous sommes huit à recueillir nos dernières instructions avant de nous éparpiller, tels des conspirateurs. À ma montre, il est maintenant 7 heures. Le jour vient de se lever. Nous avons une heure pour nous mettre en place devant l'appartement de la cible. Mathieu nous a expliqué que chacun devait rejoindre l'objectif par ses moyens et jamais en groupe, en « bus, métro, taxi ». Dans le métro, en regardant les têtes mal réveillées des premiers travailleurs du matin, je me sens très loin de 007.

J'en profite pour réfléchir au plan. Dans une filature, les phases d'attente sont les plus risquées. Un filocheur doit trouver un emplacement pour se poser sans attirer l'attention. Les conseils de Mat surgissent par intermittence.

« Lors de la phase d'attente, pas de cent pas devant le domicile. Vous respectez le dispositif ! »

Le dispositif, ce sont trois agents disposés en triangle autour de la porte du domicile, qui donneront le top départ, et les autres, qui observeront les trois agents directement au contact de l'objectif.

« On décrit d'abord la tenue. Pantalon-veste-chaussures. Pourquoi les chaussures ? Parce que si vous êtes en face d'un pro, il risque de se désilhouetter à un moment s'il sent qu'il est pris en chasse. Mais désilhouetter des chaussures, c'est plus rare. Je vous le répète : considérez que la personne que vous suivrez sera formée. Elle est comme vous. »

Le 75 de la rue de Staël correspond à un immeuble en pierre de taille. Autour, la rue est vide, avec pour seul vis-à-vis l'entrée arrière d'un lycée. Difficile de placer huit agents sans les faire repérer à 200 mètres. Par chance, j'avise une agence bancaire qui fait l'angle avec la rue de Vaugirard.

Je repense à ce qu'a dit Mathieu : *« Évitez de vous poster trop près d'un banque, qu'on ne vous prenne pas pour des braqueurs »* Il nous a raconté ce qui est arrivé à des agents en poste près d'une Caisse d'épargne braquée une semaine auparavant : le personnel a appelé la police, qui est venue embarquer tout le monde…

Lors d'une filature, chaque agent qui arrive sur place doit se signaler en donnant ses trois lettres (trigramme). Dans le micro sans fil planqué dans ma manche, je viens de donner les miennes : « VNT, sur place. »

Du coin de l'œil, j'ai fait l' »environnement » de la rue, c'est-à-dire que je regarde attentivement autour de moi me familiariser avec le décor et vérifier qu'il n'y a rien qui me paraisse anormal.

Étienne, le front plissé par la concentration, vient de se figer devant la vitrine éteinte d'un magasin de produits canins. Pas facile de trouver une contenance devant certaines boutiques… Arnaud, installé à 50 mètres, son « support » en bandoulière, fume une cigarette sur un banc. Avec sa casquette, il ressemble à un ouvrier attendant le premier bus du matin.

Nina et Solange, elles, se sont postées près d'une boulangerie, dont elles font mine de dévorer la vitrine du regard, tout en gardant en œil dans le reflet de la devanture sur le dispositif derrière elles.

« Les incidents les plus courants dans une filature se résument à être observé par la cible ou qu'une gardienne, un passant ou un commerçant vous dénonce à la police. À cause d'une attitude non adaptée. »

Tout en observant la rue, je repense à l'ennemi numéro 1 de l'agent. Ceux qu'on appelle dans le jargon les « rats bleus ». Mathieu nous a expliqué ce que signifie cette expression :

« Voir des rats bleus, a expliqué Mat, c'est faire une crise de paranoïa aiguë qui vous pousse à prendre n'importe quoi pour un ennemi. Le regard trop prononcé d'un passant ? Une voiture stationnant trop longtemps ? Mais, je vous rassure, ça touche tous les agents sur le terrain au moins une fois. »

L'oreillette coincée au fond de l'oreille m'envoie le signal des arrivées de chacun. Nous n'avons pas d'armes. Le Motorola pèse déjà lourd dans le holster gauche sous mon bras et je me suis dit qu'avec une arme de l'autre côté je me serais déplacé avec la légèreté d'un porte-avions.

La lourde porte noire du 75 vient de s'ouvrir. Il est 9h30, j'entends grésiller à mon oreille : « Contact cible ». C'est la voix d'Étienne, qui a le visuel en premier. Telle une araignée derrière sa proie, le dispositif se met en marche. L'homme est sorti avec 30 minutes d'avance ; comme quoi, il faut toujours mettre en place le dispositif bien avant l'heure prévue, au cas où…

Notre homme, la quarantaine, attaque le pavé parisien d'un bon pas. À son rythme, je devine qu'il va nous en faire baver. « Blazer beige, jean bleu, casquette marron, chaussures noires semelles de crêpe épaisses à lacets », lâche Étienne tout en marchant, respectant la consigne que doit suivre le premier à voir la cible.

On sent dans son phrasé que la tension est montée d'un cran. Mon cœur s'est mis à battre plus rapidement. Je me mets en route et prends la rue Lecourbe, trottoir impair, en direction de la sortie du métro.

Les agents en contact sont suivis comme leur ombre par le deuxième groupe du dispositif. Dans l'oreillette, Étienne continue d'énumérer : « … montre cadran blanc… »

Si la cible arrive dans une zone de population dense, le dispositif se resserre autour d'elle de manière invisible. Si la rue est déserte, le dispositif doit devenir plus lâche, avec seulement deux personnes en contact avec la cible.

« Il rentre dans la bouche de métro… Sèvres-Lecourbe, ligne 6 », diffuse mon oreillette. J'accélère le pas pour m'y engouffrer. Un agent doit toujours rester de la cible, dans la même rame, tandis que les autres se répartissent de part et d'autre tel un ballet invisible.

Mathieu n'a cessé de nous répéter que nous serions observés tout au long des exercices. La cible que nous suivons est elle aussi équipée d'une caméra sur support qui nous filme en train de nous essouffler derrière elle.

Métro, bus, métro, bus, nous nous tenons toujours auprès d'elle. Elle a cassé deux fois la filature, sans succès. Cela fait maintenant plus d'une heure que nous la suivons. Soudain, notre homme entre dans une impasse en ouvrant une grille dont il a le code, et qu'il referme soigneusement derrière lui.

Dans mon oreille, j'entends Étienne jurer en s'énervant tout seul tandis que notre cible s'éloigne. « Rupture, rupture, je répète : la cible est entrée dans une rue privée. »

C'est Nina qui la récupère. Elle avait couru jusqu'à la rue derrière. « J'ai le contact ! » jubile-t-elle.

On la rattrape à notre tour et on s'engouffre à sa suite. Une demi-heure de métro plus tard, la cible vient de descendre à la station située au pied de Montmartre.

Là, au milieu des touristes, je la vois attaquer les escaliers qui montent vers le Sacré-Cœur quatre à quatre. Ce type veut nous faire crever, je me dis, essoufflé. Sur la place du Tertre, au milieu des peintres, il s'arrête pour regarder les tableaux. Derrière lui, nous nous figeons aux différents accès de la butte. L'endroit grouille de monde. Nous risquons de la perdre. Soudain, il pénètre dans un des cafés de la place. Étienne et Solange le suivent : « Plus de contact, plus de contact avec la cible », répètent-ils.

Un dispositif est comme un organisme vivant dont nous ressentons toutes les vibrations. Soudain, à 20 mètres de moi, au début de la rue bordant le café, je vois une silhouette accélérer le pas. Un détail me saute aux yeux : le sac… « Visuel sur cible, il s'est désilhouetté, je répète, il n'a plus de casquette ni de veste bleu ! »

Le dispositif à peine éclaté se reforme d'un seul coup, cavalant derrière notre homme : « Cheveux au vent, veste de daim beige… » Je reprends la description de la cible.

Soudain, celle-ci saute dans un taxi en se retournant vers nous, tout sourire, et disparaît dans la circulation.

Nous avons tenu presque trois heures.

*

* *

En fin d'après-midi, nous rentrons à Mortier. Dans la grande salle, Mathieu et notre cible nous attendent, sourire goguenard aux lèvres. On s'est tous assis lourdement sur nos chaises.

« Alors, bien cavalé ? »

Je ne sens plus mes pieds dans mes chaussures de cuir. Contrairement à nous, notre cible a eu le temps de prendre une douche et de se changer.

Le débriefing commence. Un par un, nous restituons nos impressions en faisant le compte rendu de la journée. Je dis ce que je ressens, à savoir que l'on n'est pas trop de huit pour courir après une cible. Mat note tout ce que nous disons, puis nous décortique le parcours dans le détail.

« Au niveau du métro Lecourbe, le dispositif était trop éclaté. Vous vous êtes resserrés dans le métro. Là, c'était bien. Chacun était à sa place. Nina, dit-il en la pointant du doigt, ton attitude n'était pas la bonne, tu tendais trop ton journal ; on aurait dit l'inspecteur Gadget. En sortant, Solange, tu t'es traînée un peu… » Pendant que Mat nous parle, Alexandre et Rodolphe branchent la caméra sous support sur le système de projection, tandis qu'un écran sort du plafond.

Une rue apparaît, l'image bouge, des gens passent, puis un bout de nous apparaît, puis un deuxième bout. Je me vois en train de slalomer entre les gens en essayant d'être le plus discret possible. Yeux écarquillés, nous oscillons entre l'abattement, devant le spectacle pitoyable que nous donnons, et la franche

hilarité. La caméra est implacable. Cela ressemble à un film comique, avec des acteurs en train de suer, de se camoufler et d'essayer de surprendre leur adversaire. Pour ma part, j'hésite entre Benny Hill et Louis de Funès.

« Ne soyez pas dépités par ce que vous voyez. On est tous passés par là, tempère Mat pour nous rassurer. N'oubliez pas que nous vous écoutions, donc on a pu forcer l'allure quand il le fallait et prendre de l'avance. »

« Pendant une filature, il vaut mieux perdre une personne que se faire repérer, enchaîne Rodolphe, notre chef de stage. Pensez toujours à avoir une moto en appui, car vous ne trouverez pas toujours de taxi… comme vous avez pu le constater. »

Puis il en profite pour nous expliquer plus largement les différents « trucs » pour une filature réussie : « Les filatures en voiture peuvent s'avérer encore plus compliquées, voire catastrophiques : il faut trouver les angles morts du véhicule, voir si on est suivis nous aussi, faire attention aux piétons… Pour ce qui est des filatures à moto, elles sont surtout utilisées pour raccrocher une filoche et servir de lien entre la voiture et la cible, grâce aux accélérations vives. On s'en sert pour récupérer une filature qui se perd afin de ramener la meute au contact. Le passager de la moto peut descendre rapidement et rattraper une filature. »

Cette journée riche en enseignements s'achève sur les derniers conseils de Mat : « C'est comme tout : il faut en enchaîner un grand nombre pour acquérir les automatismes. Vous ne vous connaissez pas assez pour établir une complicité par le seul regard. »

Nous ne sommes finalement pas si mécontents du résultat, même s'il nous reste encore du boulot pour être parfaitement opérationnels.

Pas de bon agent sans une bonne mémoire

Chaque jour, je sens que mes capacités d'observation et de mémorisation progressent. Mathieu nous a prévenus : « Vous ne regarderez plus une ville comme avant. »

C'est vrai, Paris est devenu notre nouveau terrain de jeu. Le plan de métro ainsi que les lignes de bus n'ont plus de secret pour nous. Je ne me déplace plus de la même manière. Je fais attention à tout, mes cinq sens systématiquement en éveil. Les choses qui avant me paraissaient anodines ne le sont plus. Chaque détail urbain prend son importance. Chaque jour passé m'apprend « le double fond » d'une ville. Ce qui est caché, ce que nous ne voyons pas. Et Paris est une ville qui ressemble à beaucoup d'autres grandes villes dans le monde, donc nous pourrons à tout moment appliquer ce que nous avons appris dans n'importe quelle grande métropole internationale.

Comme sur un négatif de photo, je commence à voir *autre chose*. Les gens dans la rue, les cafés, les voitures, les portes cochères. Tout m'apparaît maintenant différemment : une personne qui m'aborde soudainement dans la rue attire tous les soupçons. N'est-elle pas en train de me « tamponner », de m'approcher en douceur ? J'apprends chaque jour à définir ce qui peut être une menace, notamment les gens autour, en fonction de leur attitude. Travaillent-ils sur moi ? Est-ce que je cours un risque ? Que fait cette personne ? J'apprends à observer, à voir sans être vu.

Une voiture à l'arrêt se transforme en une voiture en observation, une camionnette aux vitres fumées garée depuis plus de trois jours au même endroit ne peut être qu'un sous-marin qui guette sa cible. Le moindre café devient un poste d'observation. Un motard qui accélère au feu orange ne peut être qu'un « fileur » cherchant à accrocher sa proie. Je découvre l'envers du décor. Un monde invisible, peuplé de fantômes et de gens qui ne sont pas ce qu'ils disent être.

J'apprends aussi que le renseignement, c'est avant tout de l'humain. J'y deviens attentif. J'observe mon prochain avec humilité et gourmandise. J'essaye

de le comprendre. C'est la base. Il est ma source première. Celui qui me permettra d'entrer là où je veux, qui me donnera l'information que je cherche.

*

* *

Aujourd'hui, je suis en exercice pratique, en mise en situation dans Paris. Le rendez-vous est donné place de la Bastille. Je dois rencontrer un agent censé me remettre un document. C'est un exercice, mais qui devient réel chaque un peu plus, comme s'il y avait un compte à rebours dans nos têtes. Les tests finaux approchent. Nous, les stagiaires, avons de moins en moins droit à l'erreur ou à l'approximation.

Pour contacter un agent, il est possible d'utiliser les BLM, ou « boîtes aux lettres mortes ». C'est notre système postal à nous. Un numéro d'immeuble, une gouttière, un trou dans un mur, et cela donne une boîte aux lettres : « Une carte numérique dans une boule de pâte à modeler sera déposés derrière la gouttière du 15, rue de Biragues. »

Pour prévenir de notre arrivée, le système des pastilles de couleur collées à certains endroits permet de savoir que la BLM est activée. Une pastille rouge révèle que la zone est dangereuse et que les agents ne sont pas restés. Tout est codifié, prévu, anticipé, rien n'est laissé au hasard dans notre métier.

Les conseils de Mat tournent en boucle dans ma tête. *« La rencontre d'agents ou de sources nécessite les mêmes préparatifs que pour une filature. Des reconnaissances sont préalablement faites pour vérifier le lieu des rendez-vous dans les moindres détails. Il est impératif d'arriver à une heure précise. »*

La place de la Bastille est noire de monde. Je me pose devant un glacier. J'attends mon contact. Je sais aussi qu'il y aura un agent pour me pister. Je ne l'ai toujours pas découvert.

Ma tension monte.

Je me mets en marche en utilisant l'itinéraire de sécurité que j'ai reconnu, afin de voir si l'on ne me suit pas. Je m'arrête devant une vitrine pour observer la ruelle d'où je viens ; aucune « ombre » ne colle à mes basques.

Le contact est dans une demi-heure et je ne sais toujours pas si je suis suivi. Dans le réel, il est vital que les deux agents arrivent sans personne aux fesses.

« Si vous êtes suivi, que vous ne vous en êtes pas rendu compte, lorsque votre contact apparaîtra, vous le condamnez d'avance. Il sera identifié ! Il faut que vous soyez sur vos gardes, la suite de votre mission en dépend ! » Les recommandations de Mat sonnent comme un avertissement. Je me rends compte que je ne suis pas encore au point, je ne suis pas assez fluide.

Je fais le tour de la place. À chaque angle de rue, je casse l'éventuelle filature, en me plaçant en retrait… Enfin, je repère mon pisteur. Un homme en blouson vert, un journal à la main. Deux fois que je le vois. Il me faut le confirmer au prochain point de contrôle.

J’arrive dans une ruelle de deux mètres de large, une vieille dame marche devant moi. Au fond de cette ruelle se trouve un portillon qui donne dans une cour avec quatre sorties possibles. Lorsque j’arrive au portillon, en tournant la tête pour le fermer, j’aperçois le blouson vert et son journal. Il le tient au niveau de ses lèvres. Il parle ! Je suis désormais sûr que c’est mon suiveur. Il est à soixante mètres de moi et perd le contact visuel ; j’en profite pour accélérer et prendre d’un pas rapide une des quatre sorties. Je l’ai lâché ! Je dépose une pastille rouge en bas à droite d’un plan de bus et je m’éloigne.

Mon contact verra la pastille rouge, saura qu’il y a un danger et se rendra non plus à l’adresse de rendez-vous initiale, mais à celle de secours, que nous avons définie au préalable.

La personne au blouson vert n’était pas seule puisqu’elle échangeait à la radio avec quelqu’un. Il ne faut prendre aucun risque, et quitter la zone.

La mission est réussie. Je suis soulagé.

Diversion

« Attirer l’attention d’une grande partie des gens vers un endroit précis pendant trente secondes. Détourner les regards pour permettre à un agent de sortir ou de faire sortir ou d’effectuer une action. »

Sur le tableau blanc, Mathieu nous trace les grandes lignes de la diversion, la leçon du jour. Si l’on sent un danger ou que l’on veut venir en aide à un agent, il est possible de faire diversion. Vieille comme le monde, cette méthode fonctionne toujours aussi bien.

Dans une heure, je dois mettre en scène une diversion pour faire sortir Solange d’un lieu public.

« Solange ne sera pas seule. Je serais présent pour juger ta performance », m’explique Mat en me tendant l’adresse du bar où je vais « performer ».

Chaque année, la cellule répertorie les meilleures diversions, un peu comme le *Guinness Book* des records : « Une diversion, c’est l’art de détourner l’attention le temps nécessaire pour qu’un autre agent puisse quitter un lieu. »

« Vous devez faire quelque chose de légal, rien qui ne pousse le patron du bar ou du restaurant dans lequel vous êtes à se jeter sur son téléphone pour appeler la police ou les pompiers. Pas de menaces avec une arme, pas de violence, rien d’illicite. »

Et de nous raconter les diversions les plus récentes : déclamer des poèmes, parler fort, chanter plus fort encore, ou imiter un aveugle en cassant tout sur son passage… La liste est longue.

« J’attends de vous que vous soyez à la hauteur », conclut-il.

J’avise le troquet dans un des renforcements de la place de la Madeleine, où doit se dérouler l’exercice. Le Colibri : c’est là qu’il va me falloir œuvrer. Je réfléchis depuis une heure à ma « diversion ». En chaussant une paire de lunettes noires et en dépliant ma canne blanche, je me dis que je n’aurais pas dû sécher les cours de théâtre à l’école.

« Une diversion, c’est comme quand tu arrives sur scène. Tu deviens acteur et il ne faut pas te planter… », ne cesse de répéter Mat dans ma tête.

Je respire un grand coup et j’entre. En un coup d’œil, j’aperçois Solange à une table avec Mat en face d’elle. Je m’approche du bar. Je tâtonne le rebord avec ma canne blanche. Derrière mes lunettes, je vois Mat qui grimace un sourire.

« Bonjour, je voudrais un Ricard, s’il vous plaît. »

Je ne supporte pas le Ricard. Mon rôle aujourd'hui : l'aveugle alcoolique qui vomit partout… C'est risqué, mais ça peut marcher. Le premier Ricard avalé, j'en commande illico un deuxième. J'attends les remontées… rien. Mon estomac accepte parfaitement l'alcool anisé. J'en demande un troisième que je bois cul sec. De l'autre côté du bar, je sens le patron qui tique, mais n'en montre rien.

Mon cœur bat la chamade. Je ne peux pas continuer à boire cul sec sans rien faire. Du coin de l'œil, je vois Solange qui s'impatiente face à Mat, curieux de la suite. « Patron, un autre, s'il vous plaît ! »

Le patron me regarde curieusement maintenant. Je respire un bon coup et je commence à fredonner le seul air d'opéra que je connaisse : « L'amour… Prends garde à toi ! » L'alcool m'emporte la langue. Ma bouche commence à massacrer consciencieusement le grand air de Carmen.

Maintenant je suis lancé ; avec ma canne blanche, je martèle le comptoir en rythme. Dans la salle, tout le monde se tait. J'avise une chaise et, titubant, je m'y accroche pour me hisser dessus. Je suis devenu toréador.

« Ho ho ! Faut se calmer, monsieur ! S'il vous plaît, descendez, vous allez vous faire mal… » Le patron tente de me déloger de mon piédestal. Il a été poli. On est encore dans le respect, car je suis aveugle. Ça ne va pas durer !

L'alcool me trouble la tête. Derrière mes lunettes noires, je vois certains clients sourire. D'un coup, je change de répertoire : « C'était un wagon de pines qui revenait d'Indochine !/Y en avait des grosses, des fines/Qui pendaient par la portière./Tiens, voilà la coloniale, tiens, voilà les coloniaux… »

Un couple d'Américains applaudit, visiblement enthousiasmés par mes rimes riches ! Le patron, quant à lui, ne sait plus trop quoi faire. Il me tire doucement par la manche. On ne malmène pas un aveugle devant tout le monde…

Mat et Solange sont hilares, mais ne bougent pas. Ils devraient déjà s'être éclipsés. Mais non. Ils veulent voir jusqu'où je peux aller dans l'humiliation. Je sais que je suis filmé par une caméra dans un sac que Mat a mis bien en vue sur la table. Je ne vais quand même pas danser le french cancan ou montrer mes fesses ! Enfin, ils se lèvent et s'exfiltrent, tandis que je continue mon numéro d'ivrogne.

À peine ont-ils disparu que je redescends prestement de mon promontoire, rassemblant un semblant de dignité avant de jeter un billet sur le comptoir. Je pars en mettant de grands coups de canne blanche devant moi sans me retourner.

J'ai juste le temps d'apercevoir le patron, sur le pas de la porte, qui accompagne ma sortie du regard en secouant la tête.

*

* *

Le soir, de retour à Mortier, c'est une libération : tout le monde est hilare. Les instructeurs aussi. Nous, les stagiaires, savons que les exercices de diversion sont les moments du stage qu'ils préfèrent.

Antoine me confie qu'il a joué au bègue, mais sans grand succès.

Gwen, lui, a fait très fort. Après avoir acheté une voiture télécommandée dans un magasin de jouets, il l'a guidée jusqu'à l'entrée du Colibri. La voiture, équipée d'une sirène, s'est faufilée entre les pieds des clients, accompagnée du « pin-pon » de la sirène, et a permis à Gwen d'exfiltrer Rodolphe.

Loïc, lui, a fait dans le pervers. Après avoir acheté de la lingerie fine, il s'est installé au comptoir du Colibri et a commencé à sortir du sac des culottes de dentelle, des porte-jarretelles et autres sous-vêtements, lentement, en prenant les clients à témoin : « C'est ma femme qui va être contente ! Elle adore la lingerie. » En un clin d'œil, il s'est mis dans la poche tout le bar, qui souriait, complice, à ses fantasmes délirants en dentelle.

Je me dis alors que le patron du Colibri a dû trouver cette journée complètement folle…

En mission

La fin du stage approche. Demain, et durant quatre jours, il va nous falloir mettre en pratique tout ce que nous avons appris depuis quarante-cinq jours. Mat nous donne les dernières consignes : « L'exercice se fera en temps réel. Vous passez ici demain avec un sac pour quatre jours à l'extérieur. »

Le dit exercice va se dérouler dans toute la France et certains pourront se retrouver à l'autre bout du pays, à Marseille ou à Toulouse. Un peu comme lors d'une vraie mission, mais toujours encadrés et surveillés par des instructeurs invisibles, il nous faudra vivre en temps réel comme un agent sur le terrain, avec filature, relevé de boîtes aux lettres mortes, vol de documents, reconnaissance d'objectif, photographies de cibles.

Le lendemain, à 6h30 dans la salle de réunion, le chef de stage nous donne une feuille indiquant où nous devons nous rendre. En face de mon nom est inscrite la ville de Tours. Étienne a hérité de Toulouse. Solange et Nina, elles, restent à Paris. Les autres sont répartis entre Marseille, Bordeaux et Quimper.

Je salue Étienne, ramasse mon sac et quitte Mortier pour rejoindre la gare Montparnasse en métro afin d'attraper le premier train pour Tours.

Dans le TGV, je me sens libéré. C'est l'une des dernières lignes droites avant la vraie vie d'agent. Parmi nous, personne n'a encore craqué, malgré la fatigue et les horaires infernaux.

Une fois sur place, une heure trente plus tard, je me dirige vers l'hôtel indiqué sur le plan. Situé dans le vieux quartier de Tours, c'est un deux-étoiles ordinaire sans cachet.

La chambre est à l'image de l'hôtel. De la moquette orange tapisse les murs, donnant à l'ensemble un aspect rétro très seventies.

Tout en en faisant le tour, je déballe mes affaires : une petite cale en bois pour bloquer la porte de la chambre lorsque je dors, une boîte avec un petit diable à ressort et des confettis volent partout. Cela permet de vérifier si quelqu'un a fouillé ta valise. Si c'est le cas, il restera toujours un confetti quelque part.

Je cherche quel pourrait être le prétexte de ma présence *« Pourquoi es-tu là ? »* Mettre au point son personnage, pour jouer au mieux son rôle. Et donc toujours commencer par trouver un prétexte. Une mission ne débute vraiment que lorsque l'on a trouvé le sien.

Dans le hall, en entrant, je me souviens avoir vu l'affiche d'un salon photo animalier qui se déroule pendant une semaine. Mon prétexte est tout trouvé : je serais un photographe animalier en visite au Salon. D'autant que j'ai dans mon sac deux appareils photo, le matériel idéal pour corroborer mon histoire.

Je regarde ma montre. J'ai rendez-vous avec « un agent clandestin », en fait un instructeur de Mortier dans moins de trois heures. Juste le temps de préparer l'itinéraire de sécurité et de faire la reconnaissance du lieu de rendez-vous. C'est la partie la plus fastidieuse. Vérifier un IS peut prendre du temps. Il faut trouver, dans les itinéraires, des points d'observation, pour voir sans être vu, des ruelles aux grands boulevards, et, en fin d'itinéraires, des endroits à double porte pour pouvoir semer quelqu'un. La rencontre avec un agent ou une source reste un moment sensible dans une mission. Il nous faut là encore tout vérifier, les alentours, les fenêtres, sans jamais être sûr que quelqu'un ne nous tend pas un piège. Mon agent clandestin doit me donner des instructions pour le déroulé du test.

Le rendez-vous est fixé sur la place Plumereau avec un seul indice : un « paquet de gâteaux Pépito » sera posé dans une cabine téléphonique.
À l'heure dite, soit 17h45, je vois un bonhomme d'une trentaine d'années laisser une boîte de Pépito au lieu dit ; moi, je suis déjà près de la cabine ; le timing doit être très précis. Alors qu'il s'éloigne, j'entre dans la cabine et attrape le paquet. À l'intérieur se trouve une feuille de papier pliée sur laquelle est inscrite l'adresse de la BLM (boîte aux lettres mortes) où m'attendent de nouvelles instructions et du matériel. Dans la réalité, nous ne procéderons pas ainsi, c'est un exercice grandeur nature pour nous faire jouer les différents moyens de liaison.

Mais même si je sais que tout ça reste de l'entraînement, que l'on m'observe et que tout ce que je vais faire pendant les prochains jours sera décortiqué, mon cœur bat plus vite, car je sais que ce sont des techniques que je dois maîtriser.

La BLM est située non loin de la cathédrale de Tours. « Un numéro de rue, une gouttière. Tes instructions s'y trouvent », a conclu sur le papier mon agent clandestin.

Arrivé sur zone, je repère les gommettes de sécurité placées directement sur des endroits bien précis juste avant d'arriver sur le BLM. Les signaux sont au vert, la BLM est approvisionnée. Pas de danger à l'horizon, mais un problème : juste devant le bas de la gouttière, un jeune SDF avec son chien est vautré de tout son long, profitant d'un rayon de soleil, l'animal sagement assis à ses côtés. Un instant, je me dis : « Ah ! Les salauds, ça, c'est vicieux ! Me mettre un faux « punk à chien » exprès. » Sauf que plus je le regarde, plus mon intuition me dit qu'il ne peut pas être de la Boîte, avec son avant-bras orné de vieux tatouages baveux à l'encre bleue et son oreille percée.

Je me rapproche en sortant un billet de ma poche, que je lui tends l'air de dire : « Va te chercher à manger. » Ce qu'il fait en marmonnant un « merci, mec ». Tandis qu'il s'éloigne avec son chien, je glisse ma main dans l'orifice de la gouttière et en sors une boule de papier froissé que je mets dans ma poche. Du bout des doigts, toujours dans ma poche, je déplie le papier. Je sens un truc dur à l'intérieur.

C'est une minicassette et une boîte d'empreintes pour reproduire des clefs. Je m'éloigne et me dirige dans un parc. Je m'installe sur un banc discret. Lentement, je mets la cassette dans le dictaphone que j'ai emporté avec moi —

toujours avoir son matériel —, tandis que je cale l'oreillette dans laquelle une voix un peu sourde résonne.

« Tu as rendez-vous au parking Gambetta sur la place de la Comédie. Il y a une Ford Mondéo verte au premier étage qui t'attend. À l'intérieur du coffre, il y a une mallette. Tu dois photographier chaque document et objet qui se trouve à l'intérieur et tout remettre en place. Tu feras aussi une empreinte de la clef qui se trouve à l'intérieur. Une fois la mission effectuée, tu donneras la pellicule photo et la boîte d'empreintes à un agent que tu rencontreras ultérieurement. »

Je commence à me mettre dans la peau de l'agent et oublie que c'est un exercice tandis que je m'enfonce dans le parking. Avant d'y entrer, j'effectue une rapide vérification de l'environnement. Y a-t-il des caméras ? Un gardien ? Où sont les sorties de secours ?

La Ford Mondéo est là, devant moi. J'en fais le tour brièvement pour voir par où je vais l'attaquer. Pour forcer une voiture, plusieurs techniques existent, mais elles dépendent de la marque du véhicule et de l'année. Les cours du « Papé » me reviennent en tête.

J'enfile des gants en latex transparent. *« Prendre, mais ne pas se faire prendre. »* En clair : utiliser la méthode la plus discrète et plus adaptée à la situation. La technique simple reste celle de la tige de fer que l'on glisse au niveau de la portière entre les caoutchoucs pour déclencher l'ouverture. Les caoutchoucs de la voiture sont un peu fatigués et la tige d'acier entre sans problème pour aller chercher les déclencheurs de la porte.

Je récupère la mallette une fois le coffre ouvert et me cale à l'arrière de la voiture. Après l'avoir fracturée, je prends une photographie d'ensemble avec un Polaroïd afin de pouvoir tout remettre en place à la fin. Puis, consciencieusement, je mitraille avec mon Minox tout ce qu'elle contient : des documents, un appareil photo, des stylos, une calculatrice et une clef.

Le parking est silencieux, traversé de temps à autre par une voiture qui passe lentement à la recherche d'une place. Le travail achevé, je replace la mallette là où je l'ai trouvée avant de m'éloigner de la voiture.

Je me dirige ensuite vers ma chambre d'hôtel par l'itinéraire de sécurité que j'ai imaginé. Il me faut maintenant remettre les clichés et la boîte d'empreintes à l'agent. Pour cela, je dois constituer « deux supports » dans lesquels je vais glisser ma « production ». Je saisis la pellicule, que j'introduis dans un tube de médicaments avant de replacer les pastilles dessus ; puis, dans un paquet de cigarettes vide, que je froisse et que je salis avec du chocolat (pour décourager quiconque de s'en emparer), je mets ma boîte d'empreinte ; je placerai tout cela dans une BLM plus tard dans la nuit.

*

* *

Cela fait maintenant trois jours que je suis à Tours et je n'ai pas encore fini. Avant de rentrer à l'hôtel et de prendre mon train pour Paris, je dois effectuer la reconnaissance d'un immeuble dans le vieux quartier de la ville, non loin de l'hôtel. Je dois savoir qui y habite, comment s'ouvrent les portes, s'il y a un digicode, un gardien, des caves, un parking. Il me faut aussi trouver les accès au toit et les numéros de téléphone des occupants.

À la gare, ma mission achevée, je laisse sans regret la capitale de la Touraine, épuisé, tandis que le TGV s'éloigne, me ramenant à Paris.

« Excusez-moi, la place est libre ? » Installé contre la vitre, je ne l'ai pas vue arriver tout de suite. Je relève la tête. Une paire d'yeux noirs au milieu d'un visage fin et ovale, encadré de cheveux longs couleur de jais, me regarde fixement. J'acquiesce en débarrassant mon sac, que je place dans le porte-bagages au-dessus de ma tête. Je suis à peine assis que la fille en face monte le sien à côté du mien. Je suis interrompu dans mes pensées par mon sac qui s'écrase brusquement sur ma table.

« Je suis désolée ! Excusez-moi, c'est ma faute… J'ai voulu tirer mon manteau qui est coincé sous votre bagage », bondit la jeune femme, sincèrement navrée, multipliant les excuses.

Je remonte le tout : « Tout va bien, il y avait juste de la porcelaine pour ma vieille maman… » La demoiselle rit d'un sourire éclatant. Moi aussi. En fait, je pense aux appareils photo. Je la regarde. Je me dis que j'ai peut-être une chance… J'engage la conversation. La jeune femme s'enthousiasme. Elle est pharmacienne à Paris dans le XVII° et fait des allers-retours à Tours pour voir ses parents. J'acquiesce en pensant aux miens.

Puis ses questions deviennent plus précises :

« Vous faites souvent les allers-retours entre Paris et tours ? »

Je lui réponds que non, que je suis juste venu pour le salon de la photo. Je joue mon prétexte. Elle éclate de rire. « Vous avez une tête de militaire… » Je suis vert. J'essaie de ne rien laisser paraître. « J'ai fait mon service militaire il y a quelques années maintenant… » La fille me parle alors de son frère qui appartenait au 13e RDP.

Je saute sur mon siège.

« Le 13° RDP ?

- Oui, c'est ça ! Le 13e. Vous connaissez ? On allait le voir, parfois, avec mes parents, mais bon, il faisait trop froid… »

Je sens que la situation tourne à mon avantage. J'enchaîne :

« J'ai moi aussi fait mon service militaire au 13. » Je me retrouve comme un con. Je ne sais plus quoi dire, je trouve cela étrange, mais elle est vraiment canon.. Je me lâche.

« Je voyage à travers le monde. Je suis photographe.

- Photographe ? mais c'est génial ! »

La fille a l'air sincèrement épatée. Alors j'invente tout ce qui me passe par la tête. « Je vais beaucoup à New York actuellement… Los Angeles aussi. » la honte me traverse l'esprit, vite dissipée par son sourire.

Je continue ainsi pendant une heure. Elle veut tout savoir de moi. Je n'en reviens toujours pas, quand le train entre en gare de Paris-Montparnasse. Après une heure et demie de discussion enflammée, la jeune femme, qui s'appelle Laetitia, me laisse son numéro.

On se dit au revoir. « Appelle-moi ! » dit-elle en s’engouffrant dans le métro.

Plutôt deux fois qu’une ! me dis-je alors. Et c’est fou de joie que je saute dans un bus pour rejoindre Mortier.

Débriefing

J'arrive dans la salle de débriefing. Je suis épuisé. Je vois aux mines défaites de mes camarades que personne n'a vraiment dormi depuis un moment. Nos instructeurs nous attendent, confortablement assis sur leurs chaises, en pleine forme pour le débriefing.

« Installez-vous, on va commencer. »

J'ai le temps d'apercevoir un clin d'œil d'Antoine, visiblement content de lui.

« Ça s'est bien passé ? lui demandé-je ;

- Impossible, mon vieux. Dans le train, j'ai rencontré une fille… T'imagines pas !
- Eh bien, figure-toi que moi aussi… »

Je m'arrête net dans ma phrase. Moi aussi, *j'ai rencontré une bombe*… Un vague doute m'envahit, que j'évacue aussi sec.

Le débriefing, l'analyse de tous nos faits et gestes pendant trois jours aux quatre coins de la France, commence. Dans la salle, les instructeurs qui nous ont suivis commentent nos prestations, images à l'appui. Un par un, nos différents « chaperons » défilent.

« Solange, tu n'as pas vérifié lors de la remise des documents à l'agent si tu étais suivie… Or tu l'étais. » L'image apparaît sur l'écran : on voit Solange glisser une enveloppe de kraft dans une BLM sans vérifier si quelqu'un la surveille.

« Étienne, c'était bien. Sauf lors de la récupération de la mallette. Tu l'as mal remise… »

Les minutes passent et je ne vois toujours rien sur moi ; je suis un peu inquiet.

« Antoine, ça a été. (Le ton de Mat est neutre. Trop neutre.) Sauf que tu racontes ta vie dans les trains, et ça, c'est pas bon ! »

Tout le monde regarde Antoine, qui est devenu livide. Personne ne comprend. « À quoi ça sert d'être agent secret si c'est pour le raconter à la première paire de seins qui passe ! » Antoine n'est plus blanc, il est rouge pivoine.

Je m'écrase au fond de mon siège. « En revanche, Vincent, tu t'es arrêté à temps. » Mat affiche un grand sourire. « Je ne savais pas que tu étais un photographe qui parcourt le monde… »

Je rougis violemment à mon tour, l'image de ma belle brune tombée du ciel dans la rétine. Quel con ! J'avais un doute… Dommage !

Mat reprend : « Les gars, si vous commencez à raconter votre vie dans les trains, ça va pas être possible ! » Je voudrais me cacher sous la table tellement j'ai honte. « Heureusement, Vincent s'est calmé au bon moment et a trouvé un prétexte, certes un peu exotique, mais bon… » Tout le monde me regarde. Je ne sais pas trop quelle attitude adopter, alors je souris bêtement.

Fox nous rejoint. « Vincent, c'est bien : devant la BLM, tu as eu le bon réflexe, près de la cathédrale et devant la mallette aussi. En effet, il vaut mieux tout faire sur place en se préparant une bonne légende et un excellent prétexte plutôt que de partir avec la mallette pour revenir. Globalement tout le monde a réussi. Sur le vol de la mallette, il y a deux écoles. Ceux qui l'ont prise et ont été faire les photos plus loin dans les toilettes et les autres qui sont restés là-bas. »

Fox, c'est le patron. Ancien du 11°choc, c'est lui qui chapeaute la cellule. De taille moyenne, il semble toujours en mouvement, même quand il ne fait rien. Une agitation permanente l'entoure. Moniteur parachutiste actif, c'est aussi un très bon tireur. Une fois, j'ai demandé pourquoi on l'appelait Fox. Je m'attendais à une explication précise… Mais rien. Personne ne se souvenait plus très bien pourquoi il avait reçu ce surnom. Fox ? Le renard ? Rusé comme un renard ?

Le débriefing se termine enfin. Tout le monde s'en est bien sorti. Nous sommes soulagés et assez fiers d'avoir passé le test avec succès. Et nous filons tous chez nous sans demander notre reste, éreintés de fatigue.

Cellule Jason

Dans la grande salle de cours, la tension est à son comble. Nous y sommes tous réunis pour recevoir nos affectations. Les résultats vont tomber d'une minute à l'autre. Devant moi, Étienne se tortille sur son siège, tandis que Nina se tord les doigts discrètement.

Un des instructeurs passe une tête par la porte. « Simon, tu viens ? »

Je regarde ma montre. Dix minutes se sont écoulées depuis que Simon nous a quittés… C'est long ! La porte s'ouvre. Simon revient, un sourire sur le visage.

« Luca ! Tu viens ? »

Le rituel se répète six fois de suite. Je n'en peux plus. Il ne reste qu'Étienne et moi. On se regarde, un peu inquiets. Je me dis qu'on a dû rater un truc, qu'on ne sera pas affecté dans le service, mais à l'administratif…

« Vincent, c'est à toi ! »

Je me lève comme un ressort. Dans le couloir, je pousse la porte. Assis derrière un bureau informel, Fox m'attend, tout sourire. « Assieds-toi. »

Les murs sont nus. À l'image de la pièce. Deux chaises se battent en duel sous la lumière pâle d'une lampe de bureau.

« Je suis ravi… » Les mots de Fox résonnent dans mes oreilles. « Étienne et toi, vous avez été choisis pour venir chez nous, à la cellule Jason. On attendait de voir si nos espoirs en vous seraient récompensés. Le numéro de code pour désigner « Jason », ce sera Y14. Bienvenue ! »

Je me lève tel un robot et me dirige vers la sortie.

De retour dans la salle, tout le monde me regarde, avec dans les yeux la même question : « Alors ? » Je laisse traîner le suspense… Et je finis par accrocher un sourire à mon visage. Non pas que je ne sois pas content, au contraire. Mais je suis comme sonné…Les autres, rassurés, se remettent à parler entre eux. Je m'approche d'Étienne et lui dis : « Je suis Y14, comme toi. On va être ensemble. On ne cassera pas notre binôme. »

J'apprends les affectations de mes camarades : Lucas rejoint la cellule technique pour ses compétences en électronique. Solange et Nina, quant à elles, seront affectées à la cellule filature.

Une fois les postes de chacun annoncés, Fox nous rejoint : « je ne vous ai pas parlé du travail de chaque cellule, vous le découvrirez au fur et à mesure. Partez

du principe que le cloisonnement est l'une des règles de la maison. Vous suivrez la formation complémentaire au sein de vos cellules. Un pot de fin de stage est offert à côté ! »

Dans la salle adjacente, nos instructeurs au grand complet nous attendent, y compris ceux que nous n'avion pas repérés lors des exercices. Sourire de bienvenue, un brin ironique, car eux nous connaissent par cœur. Ils nous ont vus suer, courir, marcher, nous ont baladés, observés sous toutes les coutures.

Posés sur les bureaux, il y a du champagne et des petits fours. Étienne s'empiffre. Un petit trapu à l'air jovial me tend la main.

« Je suis Richard. J'étais un de tes observateurs lors des filatures. Tu es pris où ?

- Y14.
- Super ! Alors on va bosser ensemble. (Il reprend, la bouche pleine.) Les autres cellules sont bien, mais nous, on est la plus complète dans les modes d'action. »

Je me rends compte que je ne sais pas grand-chose sur les autres cellules. Je demande, intrigué, comment fonctionne Y. Amusé, Richard me regarde : « Et le cloisonnement ? » Puis il se retourne vers le petit monde qui s'agite autour du buffet et glisse, sur le ton de la confidence :

« Y regroupe plusieurs cellules avec des spécialisations diverses. Le grand avec son col roulé noir, il travaille pour Y9. On les appelle les « rats d'hôtel », des hommes et des femmes chargés de cambrioler les chambres cibles. Tu vas croiser aussi ceux de Y7 ; eux font partie d'une cellule qui a été créée pour les filatures. (Il rigole.) Il y a pas mal de filles, toutes avec des profils passe-partout, pour se couler dans un mur. La cellule est spécialisée dans les filatures lourdes. Des filoches qui peuvent durer des jours, des semaines, voire des mois. C'est la cellule qui utilise le plus de personnel et de véhicules. Ils peuvent envoyer quinze agents sur une cible pour ne pas la lâcher. Tu auras affaire également à ceux de Y5, le courrier et les couvertures de valises diplomatiques. (Il se regorge.) C'est une cellule très sensible ; d'ailleurs, on a eu plein de problèmes lorsque Leroy-Finville, un ancien patron du service, a raconté comment ils ouvraient les valises diplomatiques et les courriers. On a dû changer le nom de toutes les cellules et tous leurs modes opératoires. (Il termine son petit four et me dit :) Allez, on se voit demain, c'est moi qui te réceptionnerai pour te présenter aux autres. »

C'est alors que j'aperçois dans un coin de la salle la « bombe » du train. Je traverse la pièce et me présente à elle : « Bonjour, je suis Vincent, tu te souviens de moi ? J'ai appelé au numéro que tu m'as donné, mais personne ne répond… » Elle sourit : « Bonjour, moi c'est Sonia. Le numéro est bidon, mais peut-être que tu auras le bon un jour… » Je joue le jeu : « C'est encore un test ? » Elle me sourit de nouveau et, sans ajouter un mot, tourne les talons pour quitter la salle…

*

* *

Le lendemain, je suis dans la cour à attendre Richard. J'ai remis mon costume et je me dis qu''il va falloir que je m'y habitue. Huit ans de treillis-rangers ne s'effacent pas comme ça. Richard arrive d'un bon pas, toujours souriant, et me demande de le suivre. Nous longeons l'arrière de la cour principale, où tout au fond un premier préfabriqué apparaît.

Je m'attendais à des locaux plus cossus. Richard lit de l'étonnement dans mes yeux. « ce n'est pas le grand luxe, mais ne t'inquiète pas, tu n'y seras pas souvent, dans les bureaux. C'est ici que se déroulent les réunions. C'est notre camp de base. »

La porte qu'on doit passer est pleine de systèmes de sécurité et d'alarmes. Je ne peux pas m'empêcher de demander : « mais on se protège de qui, vu qu'on est déjà dans une enceinte sécurisée ? » Richard s'est retourné. « C'est comme un système de poupées russes. Chaque bloc s'auto-protège, un peu comme si on était à l'extérieur. Comme ça, on ne se repose pas sur la sécurité de la Boîte. Nous sommes autonomes. »

Le premier préfabriqué est vaste. À l'intérieur, occupant tous les murs, une dizaine d'armoires fortes qui contiennent le matériel utilisé par la cellule. L'ensemble, spartiate, est occupé par trois bureaux. Un pour le chef adjoint, un autre pour les opérationnels ; le troisième est une grande table servant pour les réunions. Toutes les fenêtres sont occultées par des filtres.

Assise à un bureau, je reconnais Annie « Eh, bienvenue ! » me lance-t-elle.

Je remarque que toutes les portes des placards sont ouvertes. « Le matin, le premier qui arrive ouvre les armoires fortes. S'il n'y a personne dans le bureau, le dernier qui part doit toutes les fermer. » Puis Richard me les désigne une par une. « Ça, c'est l'armoire pour les armes. »

À l'intérieur, suspendus à des râteliers, plusieurs Glock, des Smith & Wesson, ainsi qu'un colt 45 mm et un Walther PPK, attendent leurs utilisateurs. « Ce sont les armes avec lesquelles on s'entraîne. Les agents ne partent que rarement avec les leurs. »

Richard passe à l'armoire voisine, qui contient du matériel électronique.

« Qu'est-ce que c'est ? Demandé-je en désignant un morceau de bois en longueur.

- Ça ? C'est un barreau. On a creusé le bois pour y mettre un émetteur-récepteur avec ses batteries. Dans l'armoire, tu trouveras tout le nécessaire du parfait petit espion ! On a des micros à pastille qu'on met dans les téléphones, des scanners (un boîtier qui permet de réceptionner toutes les fréquences et d'effectuer des balayages de fréquences), des systèmes d'enregistrement à bande de type Nagra, des micros filaires… Tu choisis selon les besoins, en fonction de tes missions ! » conclut-il.

Il se décale ensuite vers une autre armoire. « L'armoire qui regroupe les appareils photo est la plus utilisée. » Une dizaine de boîtiers équipés d'une multitude d'objectifs sont bien rangés, ainsi que différents objectifs à focale

courte ou longue, des téléobjectifs avec des doubleurs de focales. « Les pellicules sont stockées dans le frigo. Ici, tu as les sacs « supports ». »

Moi qui faits de la photo, je suis impressionné par le téléobjectif de 1200 à ouverture de 5,6. J'ai 40 000 francs sous les yeux. Vingt kilos de poids… « Ne rêve pas ! dit Annie en voyant mon œil briller. On ne se balade pas avec. On ne l'utilise que pour les planques en appartement ou en voiture aménagée. »

Aux murs, des cartes de Paris s'étalent à côté d'une carte de France et de nombreuses cartes du monde. Sur la dernière, des épingles de couleur sont regard s'attarde sur une série de photos de jambes de jeunes femmes et de visages de filles en très gros plan en train de se maquiller ou de se regarder les dents.

« C'est quoi ? lui demandé-je.

- Ça ? On a un pervers parmi nous, qui adore chasser les jolies jambes avec son objectif pendant les planques », dit Annie en coulant un regard appuyé vers un des gars assis autour de la table.

Elle se retourne vers moi : « Ce sont des photos prises lors de planques dans le soum', le véhicule aux vitres teintées, équipées d'un système de surveillance vidéo commandé à distance. Ces photos, ce sont des passantes qui s'arrêtent devant la vitre teintée pour se refaire une beauté ou enlever le brin de persil qu'elles ont entre les dents… »

Celui à qui elle s »est adressé se lève et me tend la main. « Salut, moi c'est Greg. » Grégory, dit Greg, est notre chasseur. C'est un ancien du 9°. Quarante-cinq ans, crâne dégarni, lunettes. Dès qu'il le peut, il part chasser la perdrix et le lièvre dans sa maison en Bretagne.

À sa suite arrive Étienne, accompagné de Mat, qui nous fait la présentation de l'équipe. Dans un coin, une fille blonde avec de grands yeux bleus ne dit rien. « Elle, c'est Clotilde. C'est l'intellectuelle de la cellule. Elle vient de la Sorbonne et elle nous a rejoints il y a cinq ans, avant de se retrouver chez Jason. »

Complètent l'effectif deux personnes que je connais déjà, Fox, le patron, et Mat, son adjoint. La cellule se nomme Jason en référence à Jason et les Argonautes, ces hommes partis sous l'Antiquité chercher la Toison d'or.

Chaque cellule du service utilise un mode opératoire spécifique. Les informations sont recueillies puis transférées au bureau des « analystes », où elles font l'objet d'un traitement en vue d'une diffusion. « Jason », c'est un peu la cellule « mission impossible », dans le sens où tout le monde a une spécialité, mais chacun doit savoir faire tout ce que font les autres. Nous avons dans Jason toute la panoplie des actions clandestines.

Composée de dix membres, d'une moyenne d'âge de trente-cinq ans, la cellule comprend un tiers de femmes. Nous sommes des passe-murailles, des voleurs de la République. Nous passons dans la vie des gens, sans bruit, traversant leur quotidien tels des courants d'air. Et, pour être efficaces, nous devons nous fondre dans le décor. Chez nous, pas de cheveu sur la langue, pas d'yeux vairons, pas de géant, de petits ou d'obèses, pas de tatouages visibles. Des physiques communs, ordinaires… « Sans odeur, sans saveur », a coutume de répéter Fox. Rien qui puisse attirer l'œil ni l'attention.

Une cellule de caméléons.

*

* *

Une fois les présentations faites, j'accompagne mes nouveaux collègues au réfectoire, pour déjeuner. La salle, située au rez-de-chaussée, grouille de monde. Nous nous installons tous à la même table, sans nous mêler aux autres. Je m'en étonne auprès de Mat.

« À cause du cloisonnement, on ne se mélange jamais, même pour déjeuner. Les opérationnels sont d'un côté, la technique de l'autre. (Il m'invite à m'asseoir.) D'ailleurs, nous déjeunons très rarement ici, on préfère ne pas trop traîner dans la Centrale. En parlant de technique, après manger, il faudra que je vous présente les différents services avec lesquels vous collaborerez. »

Effectivement, les quarante-cinq jours passés en stage m'ont donné les bases de l'agent clandestin. Il me faut maintenant apprendre toutes les spécificités techniques que nous aurons à utiliser. Car un agent est toujours en formation, en apprentissage permanent. Me voilà dans le grand bain, officiellement membre de la cellule Jason. J'ai hâte de commencer et de découvrir ce qui m'attend.

Jouer avec les limites ?

Nous sommes en décembre 1990. Cela ne fait que quelques mois que je suis là. Comme le reste de l'année, Mortier fonctionne jour et nuit. Avec Étienne, nous circulons depuis une semaine entre les différents services, afin de nous familiariser avec les procédures.

Les missions sont très variées, le but étant de prendre l'information là où elle se trouve. Tous les coups sont permis : manipulation, infiltration, pénétration… L'avantage que nous avons par rapport à d'autres structures de la Boîte est que nous maîtrisons notre mission de A jusqu'à Z, pratiquement sans aucune aide extérieure. Nous sommes formés à toutes les actions clandestines. C'est la structure la plus complète en termes de savoir-faire.

Pour la mission que nous sommes en train de préparer, il nous faut l'aide des « serruriers ». Logé près de l'administration, derrière une porte en acier rouge, l'atelier de serrurerie abrite ses trésors.

J'y retrouve « Papé les Doigts d'or », vieux briscard que j'ai croisé à l'occasion de l'instruction sur les ouvertures de voitures et de mallettes, et dont j'ai pu admirer les talents.

« C'est Mat qui nous envoie ? » nous demande-t-il alors que nous approchons. Autour de lui s'étalent des tours, des fraiseuses, des tableaux où des centaines et des centaines de clés sont accrochées. Juste en face, un autre tableau où autant de cadenas attendent, ainsi que des lecteurs avec des cartes magnétiques.

Une odeur d'huile et d'acier chauffés stagne ici, sous de gigantesques néons. Je comprends vite que tout ce qui existe comme serrures et cadenas est là, sous nos yeux. Sur des tables, des blocs de serrures sont démontés, prêts à être analysés jusque dans les moindres recoins.

Papé nous fais asseoir pendant qu'il cherche la demande écrite de Fox nous concernant. Papé est la mémoire vive du service. Trente ans de maison. Tout en fouillant dans les dossiers, il nous explique comment il a appris son « métier » :

« À l'époque, on n'avait pas le matériel qu'on a maintenant. On faisait ça à l'ancienne. Que de l'humain ! » Et de me raconter les valises diplomatiques détournées par de faux bagagistes à Orly. « On y passait des nuit entières, à tel point que notre chef, le colonel Finville, avait fait installer des lits pour se reposer des nuits blanches à scruter les serrures. »

Il digresse alors sur le sort du colonel : Leroy-Finville a été désavoué par le général de Gaulle, suite à la disparition sur le sol français de l'opposant marocain Medhi Ben Barka, jamais retrouvé à ce jour.

Il enchaîne sur les graves crises traversées la DGSE. « Toujours à cause des hommes politiques ! Ils sont notre malheur, confie Papé en soupirant. Les services ne devraient pas faire de politique, ça ne leur a jamais porté chance. » Il sait de quoi il parle, car les services sortent à peine d'une tempête : l' « affaire du *Rainbow Warrior* ».

En 1985, la DGSE a, sur ordre du gouvernement socialiste en place à l'époque, lancé l'opération Satanic — à savoir couler le bateau de Greenpeace en Nouvelle-Zélande. L'arrestation des deux agents français a été un coup dur pour le service. Plusieurs autres ont été un coup dur pour le service. Plusieurs autres ont été jetés en pâture, se sont sentis abandonnés, trahis par les hommes politiques en place. De telles opérations sont illégales, et, depuis le *Rainbow Warrior*, se faire prendre revient à se faire lâcher par le système.

Je comprends alors que nous serons, à partir d'aujourd'hui, constamment sur le fil du rasoir, toujours à la limite — au-delà de la limite ? — de la légalité, et que, lorsque les problèmes surviendront, nous ne pourrons compter que sur nous-mêmes. C'est le métier qui veut ça, et je suis prêt à l'assumer, excité et flippé à la fois.

Mister Q et ses farces et attrapes

Les tombes sont alignées, bien en ordre. Il y en a des petites, des grandes… « Tu as trouvé, » Annie scrute les différents caveaux, qui forment des monuments un peu désuets, symbole de la vanité humaine sur terre, dans le froid de ce début d'année.

Cela fait quatre mois que je suis agent au sein de Jason. Chaque jour, j'apprends. Comment me fondre dans la ville, comment me déplacer, comment obtenir des informations et autres techniques d'espionnage. Je me perfectionne tout le temps. Et puis la cellule est presque devenue ma deuxième « famille ». Nous nous connaissons parfaitement. Je passe beaucoup de temps avec les autres membres. Nous connaissons les forces et faiblesses de chacun d'entre nous, ainsi que nos vies personnelles. Une ambiance assez familiale où la cohésion est indispensable.

Depuis deux jours, Étienne, Annie, Greg, Clotilde et moi errons au milieu de Bruxelles, avec un objectif : trouver un caveau en très mauvais état.

« Notre cible dans cette affaire est un homme d'affaires du Golfe, a commencé Fox devant la cellule au grand complet. On a sonorisé son appartement. Mais la réception doit se faire à l'extérieur. L'appartement donne sur le cimetière ; il vous faut donc trouver un endroit pour poser le matériel de réception radio afin d'écouter les conversations de ladite cible. Débrouillez-vous pour que ce soit en place à la fin du mois. »

Un endroit calme dans un cimetière, ce n'est pas ce qu'il manque ! Autour de la table, chacun y va de son argument. Je suggère de mettre le matériel dans une tombe. « Toujours le réflexe pelle et pioche du 13e RDP ! » raille Annie, avant de reprendre : « Non, il faut trouver un caveau. »

Depuis, chaque matin, nous parcourons les allées, devenues familières, proches de notre cible, à la recherche de la perle rare. Les pierres tombales défilent. Les « À notre regretté papa », « À notre cher disparu, toujours dans nos pensées » se succèdent.

« Je crois que j'ai trouvé, lancé-je soudain en direction d'Annie, qui rapplique aussitôt. Il est pas beau ? » Le monument sous nos yeux fait trois mètres de haut sur trois de large. De style néogothique, on dirait une chapelle médiévale.

Annie acquiesce : « Il n'est pas en mauvais état, il est en très mauvais état ! » C'est vrai que c'est le caveau le plus délabré de l'allée. Nous vérifions que le signal est bon. Et il est excellent. « Vincent, tu places un repère sur la grille pour voir s'il reçoit de la visite. Tu fais aussi des photos extérieures et intérieures. »

Je sors de ma poche une pastille ronde transparente et autocollante que je glisse sur la grille. Si quelqu'un entre, la porte de la grille se rabattra sur ma pastille, qui sera écrasée. Mat nous accompagne : « Ok, on prend celui-là. Vincent, Étienne, vous vérifiez si le nom sur la plaque est connu ou non, s'il y a des ascendants ou descendants qui vivent ici. » je pense en moi-même, en voyant l'état du caveau, qu'il ne doit pas recevoir beaucoup de visites. La rouille a mangé par pans entiers des morceaux de la grille, et les murs sont fissurés par endroits.

Le lendemain, je reviens au cimetière avec Étienne. Devant le gardien, je mets en place notre couverture. J'explique que nous sommes deux frères venus entreprendre des travaux sur le caveau familial : « Cela fait trop longtemps que plus personne de notre famille n'a fait d'aménagements. » Le gardien acquiesce. « C'est rare, ce que vous faites. Les familles s'en fichent, de leurs morts. Elles laissent le temps faire des dégâts. » Et tous les matins, pendant une semaine, nous passons nettoyer le caveau, morceau par morceau. Nous grattons la pierre, repeignons, fixons les carreaux cassés.

Quinze jours passent. Le caveau est méconnaissable. Personne n'est venu se signaler. Mat vient inspecter l'intérieur.

J'ai déjà posé le récepteur du signal sur le minuscule banc de pierre près de la dalle. À genoux, je tente de capter le signal de l'appartement.

Mat se tourne vers moi : « Vincent, tu restes là pour stabiliser le signal de réception, il faut qu'il soit parfait. En relevant les bandes, tu changeras les batteries. » Dans la journée, nous avons également changé la serrure de la grille du caveau, et nous disposons chaque fois dessus une petite pastille transparente qui nous permettra de savoir si quelqu'un a essayé d'entrer.

Je me rends compte que le signal est très faible, qu'il faut intensifier le système de réception. Après plusieurs tentatives ratées, il faut nous rendre à l'évidence : le récepteur déconne. Nous devons aller le faire réparer chez notre mister Q. Nous quittons Bruxelles en voiture dans la nuit, direction Paris.

*

*   *

Une odeur mêlée de pain grillé et de soudure flotte dans l'atelier de mister Q, un capharnaüm improbable dans lequel fils, câbles, fibres optiques s'entrecroisent, accrochés à des cornières d'acier. Au milieu trône une voiture et, plus loin, un vélo ou un aspirateur désossés. Inutile de demander à quoi sert ceci ou cela, personne ne nous répondra. Cloisonnement oblige !

Mister Q est l'un des Géo Trouvetou de la Centrale, nos meilleurs amis avant une mission. Ce sont les membres de la cellule technique : ils s'occupent de nos « gadgets » — ou « farces et attrapes ». On les appelle ainsi en référence au personnage de « Q », l'inventeur préféré des gadgets de James Bond.

J'entre donc avec le récepteur défectueux. Penché sur sa table d'atelier, mister Q place un point de soudure sur une petite caméra logée dans un rétroviseur. « C'est une caméra qui va vous faciliter la vie, les gars », dit-il pour m'accueillir.

Derrière son fer à souder, j'observe le montage des microéléments. « La caméra filmera tandis que le système d'enregistrement restera dans le coffre avec une autonomie de plus de 24 heures. »

Joseph est l'un des piliers de ce service. Grand, chaussé de lunettes, cet homme de quarante-cinq ans, marié et père de deux enfants, a été dans une autre vie ingénieur en électronique. D'une nature calme, d'un tempérament posé, c'est une force tranquille. Aucune de nos demandes ne l'effraie.

« Une fois ta mission enclenchée, tu apportes aux gars de la technique le plus de photos possible de l'endroit à surveiller. Eux vont te proposer toutes les solutions envisageables, m'a expliqué Mat. Ils sont capables de placer des micros ou des caméras dans à peu près tout et n'importe quoi ! » Les relations avec les techniciens sont indispensables afin de trouver les meilleurs compromis techniques et opérationnels. C'est l'opérationnel qui utilise le matériel qui doit faire les démarches auprès des techniciens. Nous sommes deux à suivre l'avancée et la réalisation, afin de ne pas être pris au dépourvu.

Chacun de leurs gadgets est unique. Sans eux, nous ne sommes rien. Certains sont bien connus du grand public. Prenons l'exemple de l'encre sympathique : sous un message anodin écrit à l'encre normale peut se trouver un message de la plus haute importance écrit à l'encre invisible, dite sympathique. Le message ne pourra être lu qu'une fois passé par un révélateur, un produit en spray qu'on vaporise sur le support et qui fait apparaître l'encre cachée. Et c'est ce service qui a mis au point ma « boîte diabolique » pleine de confettis que j'utilise lorsque je dors à l'hôtel.

Nos « mister Q » ont leur supermarché pour s'approvisionner. Tous les ans se tient en effet, soit à Paris, soit au Qatar, le plus grand salon d'exposition de gadgets en tout genre à usage guerrier et sécuritaire. Il s'appelle Milipol. Cette manifestation voit se presser le gratin de tous les services de sécurité de France et du monde entier, qui observent les dernières avancées technologiques en matière d'espionnage. Dans un immense hall, des dizaines d'entreprises de tous les pays proposent leurs dernières trouvailles en sécurité, maintien de l'ordre et autre. J'adore y déambuler entre les stands et m'amuser à repérer les agents de divers services, même si, la plupart du temps, leur badge et dénué de nom ou retourné. J'y croise beaucoup de Dupont et de Durand, mais aussi des « Patrick Hernandez » et des « Achille Talon ».

Nos « mister Q », eux, viennent faire leurs emplettes de technologies nouvelles. Montres-caméras, micros tête d'épingle, tout est représenté : de la chambre d'interrogatoire ultramoderne à la dernière valise satellite. J'y croise

donc mon Joseph, suivi d'assistants qui fouinent d'un air gourmand dans tous les catalogues exposés. Entre collègues du service, nous nous toisons sans nous approcher. Chacun dans son monde. Une règle à ne pas transgresser. Il faut éviter les collusions de professionnels en public — le collègue étant peut-être en mission ou en repérage.

Une nuit sans fin

Pour la cent-vingtième nuit, je retourne en cellule. Assis sur mon matelas de sept centimètres d'épaisseur, je sors mon agenda pour cocher d'un coup de crayon rageur la prochaine nuit. Encore quatre mois à tirer. Seize semaines. Cent vingt jours. Ma demande de liberté n'a pas encore été examinée. « Il faut attendre, M. Lorho, vous n'êtes pas le seul, vous savez ? Ils sont débordés », m'a répondu la SPIE. Je le sais. Mon regard fait une nouvelle fois le tour de ma cellule. Elle me devient de plus en plus familière, à mon grand désespoir…

Je n'ai jamais rencontré la juge d'application des peines qui est en charge de mon dossier. Pour elle, je suis un délinquant comme un autre, un numéro d'écrou.

Je suis content d'avoir commis un délit aux yeux de la loi, mais je n'arrive pas à me sortir de la tête que la sentence a tout de même été très sévère. Pour ceux qui, comme moi, n'ont pas fait usage de violence, il devrait exister d'autres types de peines que l'enfermement. Je ne me considère pas comme un délinquant, je n'ai pas agi pour m'enrichir. Mon job était d'aider les entreprises, c'est comme ça que je gagnais ma vie.

Je repense à la Boîte. Pendant près de dix ans, j'ai enchaîné les missions, avec pour seule contrainte la réussite et ne pas se faire prendre, souvent très loin du sol français. J'ai aimé cette vie.

Et je n'ai jamais été pris. Mais, aujourd'hui, je suis en prison dans mon propre pays pour avoir défendu le fleuron de l'énergie nucléaire française contre les attaques d'une organisation internationale… Je finis par ne plus savoir si je bosse du bon côté !

Et la question que je me pose tous les soirs dans cette cellule, c'est : mais où est le bon côté ?

Un monde en pleine mutation

Avec la chute du Mur et l'effondrement de l'Empire soviétique, les priorités changent. La mondialisation fait ressortir l'aspect économique des choses. Tous les services secrets du monde se jettent avec un même élan dans cette nouvelle bataille qu'est devenue la guerre économique. Le service comprend rapidement que cet aspect va primer dans les années futures et que les nouveaux fantassins seront les entreprises partant à la conquête des marchés. C'est chacun pour soi et Dieu pour tous. Il n'y a plus d'amis. Tous les coups sont permis.

Le travail de « Jason » s'en ressent. Nous travaillons à 80% sur des problématiques d'économie, avec trois priorités : le nucléaire, l'aéronautique et les circuits de finance internationaux.

L'énergie nucléaire reste un enjeu majeur pour la France : environ 75% de son électricité est fournie par ses centrales. La France exporte son savoir-faire aux quatre coins du monde. Les contrats sont colossaux. Mais, pour cela, il faut prouver que nos centrales sont sûres et performantes.

L'importance de la finance internationale est récemment apparue avec l'effondrement de la BCCI, la Banque de commerce et de crédit internationale. L'épluchage de ses comptes, lors de sa chute en 1991, permet de découvrir comment les plus grosses organisations criminelles y ont ouvert des comptes afin de blanchir leurs gains. On y croisait le général Noriega, mais aussi les différents cartels colombiens de la drogue, ainsi que divers groupes terroristes islamiques.

Pendant près de dix ans, la banque a fourni tous les moyens pour faire de la finance un exercice criminel de haut vol. Difficile dans ce cas de différencier l'argent propre de l'argent sale. Et enquêter sur un milieu si complexe est le défi de taille que doivent relever les agences de renseignements.

L'autre mission à laquelle « Jason » se frotte est donc de débusquer les espions économiques. Parfaitement insérés dans notre société, travaillant sous

couverture, ils sont là pour percer à jour nos secrets en retournant les ingénieurs des grands groupes français.

Enfin, le nucléaire, les circuits financiers criminels nous amènent souvent au terrorisme islamique demeure en pole position sur nos écrans.

La confiscation des élections de 1991 en Algérie a créé un appel d'air dans le pays et plusieurs bandes se sont imposées, dont la plus dure reste le GIA, les groupes islamiques armés.

Mais un autre type de menace vient d'apparaître, celle des écologistes de tout poil, menaçant nos installations à travers diverses organisations internationales, comme Greenpeace.

Quitter la Centrale

C'étaient mes derniers mois avant de faire le grand saut. Dix ans dans cette maison où j'ai croisé des personnes atypiques. Il est temps d'en sortir, et je ne regrette rien. Affaire classée. À trente-sept ans, je peux commencer une vie normale — avoir une famille, penser à moi : je dois songer à rentrer dans la norme.

Le monde militaire et surtout le « Centrale » m'ont tout enseigné. J'y ai appris le code de l'honneur, le respect, l'amour de mon pays, celui de la parole donnée. C'est un métier d'aventures où la routine n'existe pas, mais on se demande parfois si on sert sa nation ou un quelconque intérêt politique… J'y ai rencontré des hommes extraordinaires, dont personne ne parle jamais. Les militaires, les policiers, les hommes de renseignement sont pour moi les garants de notre liberté ; or ils n'existent pas aux yeux de public, sauf lorsque l'actualité les met quelques heures dans la lumière. Eux seuls sont capables de rendre compte de la situation réelle de la France, car ils sont en contact direct avec la liberté.

Dans l'un des couloirs, je croise Gary, qui revient d'Afrique. « Alors j'ai appris que tu nous quittais », me lance-t-il. Oui, je m'en vais. C'est ma rencontre avec Valérie qui a tout précipité. Nous nous sommes rencontrés lors d'un mariage, il y a un an. Nous nous sommes plu et avons emménagé ensemble. Styliste, elle travaille dans la mode. Je lui ai avoué assez tôt quel était mon métier. Et très vite, de mon côté, j'ai commencé à réfléchir à l'après-DGSE et ma reconversion.

Je sais qu'un nouveau métier est en train de naître. Cela s'appelle l'intelligence économique. Et je crois que cette nouveauté est faite pour moi.

*

* *

Planté devant la carte du monde de mon bureau, je reste songeur en regardant tous les pays que j'ai traversés. Parmi eux, l'Afrique et les Balkans restent les trous noirs de la planète. Les missions s'y sont enchaînées. Les Balkans correspondaient à l'un des points d'attraction de la Boîte, notamment avec la traque des criminels de guerre issus de l'ex-Yougoslavie. La guerre du Kosovo, qui s'est terminée l'année précédente, a duré soixante-dix jours et s'est soldée par la défaite du président serbe Slobodan Milosevic, mettant un terme à dix ans de conflit.

Je repense à mon dernier retour de mission dans les Balkans, avec l'atterrissage à Évreux d'un avion du GAM 56, les « Papys Boyington » de la DGSE, les meilleurs pilotes que j'aie connus, volant par tous les temps, décollant et atterrissant n'importe où, et formés à toutes les techniques opérationnelles. C'étaient tous des personnalités atypiques et des professionnels hors pair. J'ai le souvenir d'un mécanicien de bord, santiags aux pieds, chapeau de cow-boy vissé sur la tête, et qui fumait le cigare : lors d'une récupération d'urgence de deux pick-up dans le désert de Mauritanie, il était resté debout sur la rampe arrière du Transal, cigare aux lèvres, tandis que ça tirait de partout !

Souvent les plans de vol n'étaient pas respectés, afin que nous réussissions nos missions. Un jour que nous décollions de Villacoublay, le général qui commandait le transport aérien demanda sa destination à notre pilote. Ce dernier lui répondit, avec un sourire entendu : « Si vous l'ignorez, c'est que vous n'avez pas à le savoir… » ! Il y avait un côté amusant à ne pas dire où nous allions à nos gradés…

Sur les tenues des équipages du GAM, il n'y avait ni badge, ni nom, ni même parfois de grade. Mais nous nous connaissons tous. Et notre complicité était d'autant plus forte que nos missions étaient très sensibles. J'ai une pensée pour Cookie, un pilote qui nous a quittés aux commandes de son avion.

*

* *

La somalie, l'Afghanistan et l'Irak sont plus que jamais des zones de conflits. En regardant la carte, je repense à tous les pays dans lesquels j'ai dormi — quatre-vingt-huit en tout —, et à mes camarades de jeu, avec qui j'ai tant partagé.

Mais nous vivons la fin d'un monde, et plusieurs dossiers sont sur le feu, notamment la montée en puissance de l'islamisme radical en France. Le

salafisme et la présence de femmes voilées sont des choses nouvelles. Un terreau fait de chômage et de perte d'identité a permis l'enracinement des cellules terroristes qui ont frappé la France en 1995, lors des attentats de Paris. Les dernières arrestations par la DST ont révélé que les terroristes sont souvent de jeunes délinquants, dealers pour la plupart, se servant des gains du trafic pour financer leur cause, acheter des armes, payer les intermédiaires. Des proies faciles pour les recruteurs. Les politiques n'ont pas voulu voir le danger qui prenait forme. La pauvreté mêlée à la religion a créé une véritable cocotte-minute qui a fini par exploser.

Le religieux a remplacé les idéologies. La nature a horreur du vide. Nous avons du travail encore pour mille ans ! Mais, aujourd'hui, j'ai envie de mener ma vie autrement.

✲

✲ ✲

Pour chaque agent qui revient à la vie civile, tout est compliqué. Il doit se réapproprier le monde et ses codes, plus simples qu'à la Centrale. Il faut s'adapter. Et ça, normalement, je sais faire.

D'ailleurs, je ne ressens presque rien lorsque la lourde porte en acier se referme dans mon dos. Pas immédiatement. Les anciens appellent cela « revenir dans le monde ». Sur le trottoir du boulevard Mortier, je laisse la Boîte derrière moi.

Je ne vois pas tout de suite le vide qui s'installe lentement, insidieusement, jour après jour : d'abord, le manque d'action qui commence à se faire sentir : plus d'imprévus, plus de réveils en pleine nuit pour partir en mission…

Je dors d'un sommeil sans rêve. Le matin, une angoisse vient se fixer au creux de mon ventre. Je ne suis plus un agent de la DGSE, rien qu'un ancien agent revenu dans la vie civile après plus de quinze ans de vie militaire.

Il me faut réapprendre à vivre, reprendre un rythme régulier, avoir des relations « normales » avec les autres, sans arrière-pensées professionnelles. Ne plus mentir en permanence, se faire des amis. Reprendre son vrai prénom ! Je ne m'appelle plus Vincent, désormais, mais Thierry. Fini les IF. J'ai rendu mes différentes « identités fausses », carte tricolore et autres badges. Cependant, des dizaines de personnes continuent à m'appeler Vincent, persuadées que c'est mon prénom de naissance. Dans le service, moi aussi, je ne connaissais la plupart des gens que sous leur pseudo ; nous ne savions les vraies identités que des collègues proches de nous.

Tout cela, je le sais, m'attend au quotidien. Et le dédoublement est beaucoup plus violent que je croyais.

Hors du monde parallèle

Trois mois déjà que j'ai quitté la « Boîte ». Et, professionnellement, plus de maison-mère pour me protéger des faux pas. Juste la réalité de la vie. Tout simplement.

À ma sortie, j'ai rejoint Valérie. Elle vit avec ses deux enfants dans une jolie longère au sein d'une belle propriété située au milieu des vignes. Je m'y sens bien. Cela me change. Le matin, j'emmène les enfants à l'école. Un jour, sa fille me demande : « Et c'est quoi, ton métier, à toi ? » Je la regarde, ne sachant plus quoi répondre. J'hésite à dire « agent secret ». Les yeux de la petite me sondent : « Tu travailles pas ? » Soudain, je vois que je perds tout intérêt à ses yeux. Je souris.

« Je suis détective, m'entends-je lui dire.

- Comme dans les films ? me rétorque-t-elle, désormais intéressée.
- Exactement, comme dans les films…
- Super ! Je vais pouvoir le raconter à l'école. »

On ne se sépare pas facilement de ses mauvaises habitudes. Mais la question se pose de plus en plus frontalement : que répondre aux gens ? Et surtout : que vais-je faire maintenant ?

Un soir en rentrant, Valérie me parle d'officialiser notre relation. « Tu pourrais inviter des gens de ton ancien bureaux… » J'imagine un instant le mélange des genres. J'explique donc à ma future femme que « cela risque d'être compliqué ». Le cloisonnement m'a toujours protégé. Un cloisonnement étanche. J'adorerais inviter mes amis à mon mariage, mais ce dernier deviendrait alors une mission, où chacun devrait s'inventer un personnage, mais en accord avec les autres, pour ne mettre personne en porte-à-faux… « Non, je ne crois pas que cela soit possible », finis-je par lâcher.

Cela ne nous empêche pas, le jour venu, de nous dire oui devant monsieur le maire de Vertou, petit village près de Nantes. L'église n'avait pas été une option. Parce que Valérie a déjà été mariée et que, pour ma part, j'ai toujours eu du mal avec la religion. Je suis un catholique culturel, mais, depuis la mort de mon frère, me tourner vers Dieu m'est difficile. Je répète toujours que j'ai Dieu à ma droite et le diable à ma gauche. Un duo qui a plutôt bien fonctionné jusqu'à présent.

Je n'ai finalement invité qu'une personne de la Boîte, Étienne, mon ancien binôme, qui est mon témoin de mariage. Lui aussi a quitté le service, mais depuis quelques années, avant même que je démissionne. Il a affronté la vie civile avec succès en devenant gérant d'une société de formation, spécialisée dans la gestion des conflits.

Lors de la cérémonie, les amis et la famille sont en surreprésentation. Cela en est presque gênant. Un des proches de Valérie lui fait remarquer : « Il n'a pas d'amis ? » Valérie me confiera plus tard qu'elle a failli répondre : « Si, si, mais ils ont tous des faux noms. Ils vivent dans un autre monde… »

Atlantic Intelligence

Un soir, à Paris, où je viens régulièrement, je tombe par hasard sur un ami de la Boîte. On échange comme deux vieux camarades de régiment. Maxime a fait dix ans, comme moi, au sein de la Centrale, puis il l'a quittée, un beau jour, pour aller vivre à l'étranger. « Je me suis installé à Dubaï. Il y a énormément de business à faire dans tout ce qui touche à la sécurité là-bas. » Sa reconversion est un succès et ça se voit : belle montre au poignet, visage bronzé et reposé. Ses yeux gris me sondent. « Et toi ? »

Je ne sais pas trop quoi lui dire. Je lui raconte que j'ai quitté moi aussi la Boîte et que je cherche du côté de l'intelligence économique. Il m'adresse un clin d'œil. « Il n'y a que deux métier pour nous : soit on devient mercenaire, soit on continue ce qu'on sait faire. » Puis, après un silence, il me dit : « Tu devrais aller voir Philippe Legorjus. »

Philippe Legorgus est un nom connu dans le monde de la sécurité. Ancien patron du GIGN de 1985 à 1989, il a créé, une fois retiré de la gendarmerie, l'une des premières entreprises françaises de ce qui ne s'appelle pas encore l'intelligence économique. Et les hasards de la vie font qu'il vit à Nantes, où il a installé le siège social de sa nouvelle société, Atlantic Intelligence. L'homme du GIGN qui a donné l'assaut à la grotte d'Ouvéa vit de sa réputation. Et il en vit plutôt bien.

Après m'être renseigné sur le bonhomme, je découvre que Legorjus a beaucoup de détracteurs ; comme nombre d'acteurs de ce milieu qui réussissent, il attire beaucoup de jalousie. Je décide de prendre rendez-vous avec lui sans me préoccuper plus que ça de sa réputation.

Modernes et fonctionnels, les bureaux d'Atlantic Intelligence se situent dans le quartier de Beaulieu, dans la banlieue de Nantes. En plus d'Atlantic Intelligence, Legorjus a monté à Paris, au 113, boulevard Haussmann, une société du nom de PHL Consultant, qui aide les entreprises françaises à l'étranger en matière de sécurité.

Dans la salle d'attente, je me répète le speech que je vais tenir. Puis la secrétaire vient me chercher et me fait pénétrer dans le bureau de Legorjus. L'homme déclare d'emblée : « J'ai lu votre CV. Votre profil m'intéresse. » Puis, aussi sec, il me brosse un portrait de la profession : « Nous sommes entrés dans une guerre économique. Tout le monde est devenu capitaliste libéral. C'est dans ces nouveaux territoires que se livrent désormais les batailles. »

Legorjus se lève de son bureau pour se diriger vers une grande mappemonde qu'il martèle du bout des doigts.

« La carte du monde a changé. L'idéologie marxiste s'est effondrée et, avec elle, tous les pays communistes. Du nord au sud, de l'est à l'ouest, le capitalisme est roi. Les anciens pays de l'Est sont désormais passés au mode dollar. Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Pologne, Allemagne réunifiée, l'ancien bloc de l'Est se transforme chaque jour sous nos yeux. Mais aussi le Vietnam, le Cambodge, la Chine : l'Asie tout entière sort ébranlée de ce tremblement de terre idéologique. Les entreprises françaises, comme les autres, partent à l'assaut de ces nouveaux Far West. En France, le monde de l'IE reste totalement vierge. Très peu d'acteurs se partagent le marché. Les entreprises françaises en sont restées à la sécurité à l'ancienne. Maîtres-chiens et rondes de gardiens. C'est pour ça qu'il y a tout à faire… »

Le soir, une fois rentré à la maison, je cherche des informations sur ce dont on a parlé ensemble.

Je découvre que le monde de l'IE est avant tout un univers anglo-saxon. Des géants existent déjà, regroupant de véritables nids d'espions en phase de reconversion. Trois groupes se partagent ce nouveau marché : Kroll, Control Risk Group et Pinkerton. Kroll s'est fait une réputation dès les années 1990, en retrouvant tous les comptes secrets de Saddam Hussein. Les deux autres sociétés existent depuis près de vingt ans.

En France, un nouveau mot vient de faire son apparition : mondialisation. À propos de ce phénomène, un homme a rédigé un rapport très détaillé en 1994, Henri Martre : ce document met l'accent sur le retard dangereux qu'a pris notre pays du point de vue de l'intelligence économiques ; et de conclure que « la faiblesse des entreprises françaises face aux attaques dont elles sont l'objet alarme depuis de nombreuses années les acteurs du secteur ».

La fin des années 1990 se caractérise aussi par le développement d'un mouvement fort, à savoir la privatisation de la chose militaire. Plusieurs sociétés militaires privées (SMP) ont vu le jour, principalement dans le monde anglo-saxon, une fois encore : Sandline, Executive Outcome, mais aussi Dyncorp ou MPRI, qui permettent aux États de recourir à une force militaire à moindre coût. Le renseignement est en train de suivre le même chemin. Mais pas en France, où les choses avancent lentement.

Nouveau départ

Depuis ce matin d'août 2000, je suis consultant pour les deux sociétés de Legorjus et me partage entre Nantes et Paris.

À Paris, les locaux parisiens d'Atlantic Intelligence et de PHL Consultant jouxtent ceux d'une société de sécurité : Alain Richard Consulting, qui partage nos bureaux. AR Consultant travaille avec Legorjus. Son patron, Alain Richard, est un spécialiste des audits de sécurité et de sûreté.

Le monde de l'IE est un monde nouveau pour moi. Pas de grand discours stratégique international comme à la Boîte, avec des enjeux politiques : juste le monde de l'entreprise. Un monde que je connais encore mal, avec ses codes, ses travers, ses bassesses et ses grandeurs. Le monde normal, quoi !

Le gérant d'AI s'appelle Philippe. J'identifie immédiatement le bon pro. Ensemble, nous discutons de ce monde « nouveau », en train de naître sous nos yeux.

« Les entreprises françaises ne sont pas du tout préparées à la mondialisation, qui les a prises de court, analyse Philippe. Les grands groupes se protègent en faisant de la sécurité. Rarement de la sûreté. La différence est notable. La sûreté n'est pas la sécurité. La sûreté, c'est l'état de ce qui est sûr. De façon générale, il s'agit de prévenir le danger ou les menaces venus de l'extérieur, à la différence de la sécurité, qui, elle, est la condition de protection contre les défauts, des dommages, des erreurs, des dangers, à caractère physique, financier ou politique. Seuls les grands groupes comme Total, Dassault ou Alcatel, qui travaillent à l'international, savent gérer ces problèmes. Pour les entreprises moyennes, dans ce climat d'ultra concurrence, c'est le carnage. »

En excellent professionnel, il entreprend de ma dresser un tableau exhaustif de ce qu'est l'IE.

« En intelligence économique, nous distinguons trois sortes d'information, classés selon un code couleur. L'information blanche est celle qui est publiée,

diffusée, librement accessible. Encore faut-il savoir où la chercher. L'information grise est celle qui est partagée par un petit nombre d'initiés. Toute la question est de savoir qui et comment les approcher. Ensuite, il faut exploiter les faiblesses naturelles de l'homme : la négligence et l'indiscrétion. L'information noire est celle qui est classifiée et protégée. Son accès relève de l'espionnage. Les méthodes de collecte sont illégales. Ce n'est pas le rôle de l'intelligence économique. Nous nous concentrons sur l'information blanche et l'information grise. C'est dans ce domaine que votre candidature est intéressante. Pour rechercher de l'information blanche, nous avons de jeunes collaborateurs spécialistes d'Internet et des bases de données. Pour l'information grise, il n'existe pas de formation professionnelle dans le privé. Nous avons donc recours à d'anciens spécialistes du renseignement d'État. Mais il y a plusieurs problèmes : les anciens policiers et gendarmes n'ont souvent pratiqué que des interrogatoires judiciaires. Ils ne savent pas approcher un expert du monde de l'entreprise. Ou alors ils comptent sur leur réseau de contacts au sein de leur service d'origine pour accéder à des informations classifiées. Or c'est illégal, et ça ne dure jamais longtemps sans provoquer un retour de bâton. Pour nous, c'est donc exclu. »

Et Philippe de conclure : « Il ne reste les spécialistes qui ont travaillé au contact du secteur privé, qui savent poser des questions et collecter des indices par l'observation discrète, sans attirer l'attention. C'est pourquoi ton profil nous intéresse. »

*

*   *

Comme tous les lundis, la semaine commence par une réunion d'équipe. Chacun fait le point des missions en cours : en veille, en conseil et en investigation.

Atlantic Intelligence est structurée autour de ces trois pôles. La veille, c'est le domaine des jeunes consultants férus de nouvelles technologies, celui de Benoît Legorjus, le fils de Philippe, et de ses homologues. Le conseil est le secteur d'Hervé, ancien chef de projet à la technopole de Nantes. Il accompagne les entreprises dans la mise en œuvre d'une méthodologie de veille en interne et forme de futurs spécialistes d'intelligence économique au sein des équipes de direction.

L'investigation, enfin, c'est le cœur de métiers d'Atlantic Intelligence. J'y opère en compagnie d'Alain, un ancien inspecteur de la DPSD, le service de contre-ingérence de l'armée qui intervient au sein des industries de défense pour détecter et prévenir les menaces d'espionnage ou de déstabilisation. Nous sommes souvent épaulés par Jean, ancien cadre de la DPSD, qui opère comme prestataire de service.

Alors que la réunion se termine, Philippe me fait un signe discret : « Alain et toi, restez donc un moment, j'ai à vous parler d'une nouvelle mission. »

L'affaire n'est pas banale. Philippe Legorjus a été sollicité par le chef de cabinet du président d'une entreprise publique victime d'une opération de déstabilisation.

« Il y a un mois, alors que le président se rendait en voiture à son bureau, il s'est arrêté, comme chaque jour, au kiosque où il achète ses journaux, laissant sa voiture en double file. Lorsqu'il a repris le volant, la sacoche qu'il avait déposée sur le siège passager avait disparu… »

Cela aurait pu être un banal vol, sauf qu'une semaine plus tard, lors d'un conseil d'administration, il a été pris à partie par plusieurs administrateurs qui lui ont demandé avec gêne en quoi ils étaient concernés par ses fantasmes sexuels. Les membres du conseil d'administration avaient reçu de manière anonyme la copie d'une liste de cassettes pornographiques rédigée de la main du P-DG. Dans la déclaration de vol de sa sacoche, ce dernier avait omis de prévenir les enquêteurs qu'il conservait, allez savoir pourquoi, la liste de ses films fétiches dans la doublure de son agenda.

Le vol n'était pas crapuleux : c'était une entreprise de déstabilisation. Le président du groupe allait en avoir la preuve rapidement. Quelques jours plus tard, à l'occasion d'un colloque professionnel où il intervenait, il avait été absorbé par le jeune président d'une petite entreprise concurrente, qu'un vieux litige opposait à son groupe. Usant de sa situation de quasi-monopole sur le marché français, le groupe avait enfreint les règles élémentaires de la concurrence. Il avait été condamné, avait perdu de nouveau en appel, mais persistait à refuser de céder. Et voilà que le président de l'entreprise victime se manifestait à lui par une étrange apostrophe : « Ah, monsieur le président, j'espère que votre conseil d'administration de mardi dernier s'est bien passé pour vous, et que vos administrateurs n'étaient pas trop distraits… Ils ne vous ont pas demandé si vous comptiez embaucher Brigitte Lahaie ou Tabata Cash ? Trêve de plaisanterie, j'espère que notre litige prendra fin rapidement, lorsque vous aurez exécuté la décision de justice, bien entendu. » Sur ces mots, il avait tourné casaque.

S'il est embarrassé par cette affaire impliquant son patron, le directeur de cabinet n'en laisse rien paraître. Il s'agit d'une opération de déstabilisation du dirigeant d'un groupe national dont la vie privée ne nous concerne pas. L'intérêt à agir d'une entreprise, victime d'un abus de position dominante, semble évident. En revanche, ce qui est inhabituel, et justifie notre intervention, c'est le mode opératoire. Éconduite malgré une décision de justice favorable, est-il vraisemblable que cette entreprise ait cherché à obtenir gain de cause par une opération de déstabilisation ? Et si oui, comment peut-on y faire face ?

Avec Philippe, nous discutons de l'affaire tout le reste de la matinée. Il s'agit de dresser la liste des questions à se poser pour construire des hypothèses valables. Ensuite, nous devons décomposer ces hypothèses en informations à rechercher, afin de les confirmer ou de les invalider. Puis chaque question est elle-même divisée en indices à recueillir, avec l'identification des sources possibles.

Ce lent travail de construction d'un puzzle aboutit à deux axes de recherche : décrypter le mode de gouvernance de la société cible pour comprendre qui, à sa tête, pouvait avoir décidé d'une opération de déstabilisation, et découvrir si les dirigeants de cette entreprise auraient eux-mêmes quelques vulnérabilités exploitables, qui les rendent sensibles à un retournement du rapport de force.

La première partie du dossier est confiée à l'équipe de veille. Elle doit rechercher toutes les données disponibles sur la cible dans les bases de données juridiques et financières et sur les publications accessibles en ligne. Je me trouve rapidement avec une masse de documents à exploiter : statuts, bilans, comptes annuels, articles de presse… La physionomie de l'entreprise se précise peu à peu. Il s'agit d'un groupe familial non côté, créé après-guerre par deux beaux-frères aujourd'hui décédés. Les deux sœurs qu'ils avaient épousées contrôlent toujours avec leurs enfants une SARL qui constitue le holding de tête d'une nébuleuse de sociétés filiales.
J'entreprends avec Alain de dépouiller des pages et des pages de statuts d'entreprise, reconstituant les liens croisés entre elles, pistant les membres des familles fondatrices dans les organes de direction… Le paysage s'éclaire peu à peu. Les deux sœurs héritières gouvernent leur empire avec l'aide de sept de leurs enfants : trois d'une branche et quatre de l'autre, qui se répartissent les mandats de dirigeants des filiales. Le holding de tête a une vocation uniquement patrimoniale, et les fonctions de direction sont partagées entre les héritiers. La société de tête du groupe, celle qui contrôle le plus grand nombre de filiales, a vu son président changer récemment : l'interlocuteur d'un soir de notre donneur d'ordre était jusqu'à présent à la tête des filiales américaines du groupe, qu'il a fortement développées. Rentré en France, il a pris la place d'un de ses cousins, relégué à des mandats subalternes depuis l'insuccès qu'in a enregistré sur le terrain judiciaire contre notre client.

Il me semble que notre cible principale pourrait bien être ce cousin d'Amérique, avec ses méthodes de cow-boy, qui arrive pour bousculer le concert familial et pourrait vouloir se faire une place parmi les héritiers en réglant une fois pour toutes ce vieux litige.

Nous décidons, Alain et moi, d'aller voir de plus près où demeurent les membres de cette famille. Plusieurs sont à Paris, d'autres à Lyon. Ce travail s'appelle « étude d'environnement ». Il consiste à recueillir toutes les observations utiles à la compréhension du train de vie et des habitudes d'une personne et professionnel. Compte tenu de la taille de la famille, nous devons concentrer nos efforts sur les personnes qui jouent un rôle-clé au sein du groupe. Toutefois, nous décidons aussi d'aller voir à quoi ressemble le château qui est le berceau de la famille. L'intuition se révélera payante. Nous parvenons facilement à prendre langue avec le gardien de la propriété, attaché au service de la famille depuis des décennies. Il nous décrit complaisamment le caractère de chacun, détaille les parcours au sein du groupe, fournit des anecdotes. C'est ainsi que nous apprenons l'existence d'un huitième héritier, artiste peintre en rupture avec ses frères, ses sœurs et ses cousins, qui demeure à Paris, dans le IXe arrondissement.

Nous commencerons par lui. Il habite un immeuble ancien sans cachet, au voisinage bigarré. Compte tenu de son profil, il nous faut peu de temps pour découvrir dans quel bar il prend tous les jours son café. Le lendemain, nous sommes en embuscade : j'assure le contact, Alain surveille les abords. Vers 9 heures, celui que j'identifie comme le peintre de son immeuble, traverse la rue et vient s'attabler en terrasse. La suite est une affaire de savoir-faire… En une heure, l'homme est abordé, la conversation engagée — le questionnement, d'apparence anodine, produit ses résultats. Je décroche en souplesse et rejoints Alain pour noter ce que j'ai retenu.

Nous avons confirmation que le cousin d'Amérique a importé d'outre-Atlantique des méthodes de management très directes. La surveillance des concurrents en fait partie. C'est une première réponse aux questions posées par le client. Il existe une forte présomption que l'opération de déstabilisation vienne de là. Il reste à savoir le parer.

La suite de notre étude d'environnement n'apporte que peu de matières intéressantes. C'est le lot du métier : une heure de conversation peut parfois apporter plus que trois semaines de recherche, tout comme un simple article dans une base de données peut nous épargner un long travail de réseautage. C'est ce qui se produit : l'équipe des veilleurs attire notre attention sur les liens de facturation qui apparaissent dans un rapport annuel entre une des structures du groupe et une petite société suisse basée dans un canton alémanique. Les montants annuels sont des plus significatifs et la contrepartie à cette facturation n'apparaît pas très claire. Le problème, c'est que la Suisse est un paradis fiscal parfaitement étanche à l'époque. Philippe décide de consulter un confrère marseillais connu pour avoir ses entrées dans Confédération helvétique. Et c'est la surprise : le confrère décline la sollicitation en prétextant un conflit d'intérêts. En clair, il refuse de travailler sur notre cible, parce qu'il travaille déjà pour elle…

Ce retournement de situation nous indique, sans l'avoir cherché, qui est le prestataire en intelligence économique de notre cible. Mais, compte tenu des procédés de barbouze utilisés, cela jette un froid, d'autant que la cible ne va pas tarder à savoir ce que nous cherchons.

Dans ce métier, agiter l'eau en surface sert parfois à faire sauter le poisson. Un contact avec un détective suisse nous apprend bientôt que la société est une fiduciaire, domiciliée chez un notaire dans le canton de Zug, qui vient de déposer les statuts d'une nouvelle société. Nous avons sans doute agité l'eau et les poissons s'affolent. Le montage, que nous reconstituons, est le suivant : la famille évade depuis des années des sommes importantes grâce aux factures émises par cette sous-filiale suisse, adressées à une société française du groupe. Il y a tout lieu de penser que le bénéficiaire légal qui se cache derrière le notaire suisse n'est autre que le concert familial, qui se ménage ainsi un trésor de guerre de l'autre côté du Léman.

Dans notre métier, la certitude est parfois très longue à obtenir, quand elle n'est pas simplement impossible à avoir. Percer le secret bancaire suisse relève de l'espionnage, ce que je ne fais plus. Philippe décide d'y aller au bluff. Il convainc le chef de cabinet du président de monter une opération d'intoxication. Lors d'une nouvelle réunion de la profession, notre client rencontre donc de nouveau son jeune et fringant concurrent. Il va droit vers lui et lui demande : « Comment vont les affaires avec la Suisse ? On me dit que vous y créez des sociétés. On me dit aussi que le fisc s'y intéresse de près. À propos, je suis toujours à votre disposition pour trouver un accord qui éteigne notre différend. Appelez-moi. » Et il tourne les talons.

Le résultat de ce bluff ne se fait pas attendre. La semaine suivante, c'est l'ancien président, de retour aux affaires, qui appelle pour trouver un *gentleman's agreement*. Son cousin vient tout juste de repartir aux États-Unis et s'excuse de ne pas assurer lui-même le suivi de cette transaction.

Peu de temps après, lors de notre réunion du lundi, Philippe nous apprend que le confrère marseillais l'a appelé « pour prendre des nouvelles » et lui a

confirmé qu'il ne travaillait désormais plus pour notre cible… Le directeur de cabinet du client confirmera de son côté qu'un accord a bien été trouvé.

Mission accomplie.

Une rencontre décisive

Les méthodes pour obtenir de l'information sont quasiment les mêmes qu'à la Boîte, mais appliquées au monde civil et économique. Infiltrer, chercher sur le Net, fouiller. Contrairement aux Anglo-Saxons, la France fait peu d' « offensif ». Les entreprises veulent le plus souvent se protéger. Pas attaquer ni déstabiliser. Elles doivent faire face à plusieurs types d'attaques. Le vol d'informations en est le but ultime, mais ce vol peut prendre plusieurs formes. Il y a aussi la pose de micros au sein d'une salle de réunion ou d'un lieu stratégique de l'entreprise visée. Et comme la miniaturisation des équipements a changé la donne, tout peut désormais servir et être commandé à distance : un portable, un stylo, une prise électrique…

La pose de micros permet de capter de l'information, mais n'est pas encore suffisante. Il y a aussi la prise de contrôle des ordinateurs. Un des moyens utilisés par les Anglo-Saxons pour pénétrer un réseau informatique bien sécurisé est d'entrer physiquement dans une société, avec un prétexte, afin de placer sur les bureaux des différentes « cibles » des clés USB contenant un cheval de Troie, la clé va, ne serait-ce que par curiosité, vérifier ce qu'elle contient. Elle clique alors sur les dossiers, libérant le cheval de Troie, qui infecte ensuite les ordinateurs, facilitant ainsi l'accès au réseau pour le hacker.

Mes années passées au sein de « Jason » m'ont préparé à cela. Je suis donc un des mieux placés pour conseiller les entreprises contre les différentes attaques possibles. Pour savoir protéger contre le vol, il faut avoir été voleur…

*

*   *

L'affichette fluo ne peut qu'attirer l'œil : « Pot à 16 heures cet après-midi ».

Nous sommes vendredi et le contrat avec Total sur le pipe-line en Birmanie vient d'être acté. PHL Consultant est chargé de recruter les hommes qui assureront la sécurité d'un pipe-line qui doit traverser des kilomètres de jungle à l'intérieur de la Birmanie, en passant par d'immenses zones contrôlées par une guérilla en lutte depuis des décennies avec la dictature.

Le pot organisé par Legorjus dans les locaux d'AI réuni notre personnel ainsi que celui d'Alain Richard Consultant, nos voisins. Alors que je suis en train de trinquer avec une belle blonde, l'un des collaborateurs me prend par la manche : « Viens, il faut que je te présente notre spécialiste en sécurité informatique », me dit-il en ma plantant devant un petit bonhomme brun du nom d'Alain Quiros, qui me serre la main et me salue avec effusion. C'est un ancien pompiers qui fait aujourd'hui des merveilles dans un autre genre, à savoir la bidouille informatique. « Il travaille pour nous sur tout ce qui concerne les audits incendie », m'explique mon copain.

Du coin de l'œil, j'observe le bonhomme s'agiter devant moi. D'un naturel timide, il sort de sa réserve sitôt que l'on aborde son « hobby », à savoir le « hacking ». Mon ami me présente auprès de lui comme un ancien de la Boîte. Alain se métamorphose : « Tu sais, je suis en mesure de découvrir si des ordinateurs ont été piratés. » En l'espace de dix minutes, il me fait l'article de toutes ses compétences.

D'un seul coup, je le regarde autrement. La surveillance informatique est une « science » à part entière, que je ne maîtrise pas. Un bon hacker peut faire gagner un temps fou sur une opération. Je lui glisse ma carte en lui disant que nous allons nous revoir.

Quelques jours plus tard, je décide d'appeler Quiros. J'ai toujours eu des doutes sur mon ordinateur, que je crains « virussé ». Au téléphone, je lui demande s'il peut ausculter mon PC : « J'ai besoin de savoir s'il n'y a pas un programme pourri à l'intérieur. »

Deux jours plus tard, il réapparait au bureau et me tend mon PC.

« Ton ordinateur est clean… RAS. » Mais je sens qu'il a envie de me montrer ses talents. Ça le démange. « Si tu veux, je peux te montrer comment prendre possession d'un ordinateur… » suggère-t-il. De prime abord, Alain semble insignifiant, mais, très vite, il peut se révéler stupéfiant. Comme souvent chez les geeks, il se montre aussi discret qu'avide de se faire valoir et de gagner votre reconnaissance.

Derrière la bécane, je le vois pianoter pendant quelques minutes. Apparaît alors à l'écran l'ordinateur de Jean-Yves, mon collègue du bureau d'en face. Il rayonne. « Tu vois, je peux prendre le contrôle de sa souris, voir ce qu'il fait et même faire venir des documents sur mon poste… je fais ce que je veux… »

Je suis bluffé. En tant que spécialiste du renseignement, je trouve ça dingue de pouvoir pénétrer un PC sans limitation de distance, en toute sécurité, sans avoir à entrer dans des bureaux cibles.

Son expertise est précieuse. La sécurisation des ordinateurs reste la règle numéro 1 dans notre monde moderne. Or la plupart des machines en sont dépourvues, comme il vient de me le démontrer. C'est magnifique, et totalement effrayant.

Un monde dans le chaos

Assis à mon bureau chez PHL, je prépare une proposition de dépoussiérage pour une grosse entreprise française. « Thierry, viens voir, vite ! » Dans la salle commune, la télé est allumée. Dans un des bureaux voisins, Philippe a mis les infos.

Sur l'écran, un avion s'encastre dans ce qui ressemble à un gratte-ciel que je reconnais vite.

Les bureaux sont silencieux, hormis les voix des journalistes qui commentent l'événement. « Un avion de ligne vient de s'écraser dans l'une des deux tours composant le World Trade Center… »

Cette image réveille en moi des souvenirs qui me projettent sept ans auparavant, en 1994, au moment du détournement de l'avion d'Air France, sur l'aéroport de Marignane. Je me souviens comment, à la Centrale, tout le monde était en alerte, et comment nous avions suivi minute par minute le déroulement des opérations et appris comment des terroristes algériens du GIA avaient détourné l'Airbus. « Les terros veulent faire péter l'avion au-dessus de Paris, ou le précipiter sur un monument de la capitale » : telle avait été la dernière information. Quelques heures plus tard, la décision de faire atterrir l'avion avait été prise. La suite, ce serait Marignane et l'assaut de l'Airbus par le GIGN avec l'exécution de tous les terroristes. Il aura fallu sept ans pour voir se réaliser un autre plan diabolique mis en œuvre par de nouveaux terroristes islamistes.

Devant l'écran, nous commentons les images. Legorjus nous livre en visionnaire ses premières impressions : « Les attentats des deux tours vont profondément bouleverser la donne en termes de rapports de force et de sécurité. Ce ne sont pas des sites militaires qui ont été touchés, mais des lieux civils, symboles de l'Amérique. »

Des sièges de sociétés cotées en Bourse ont disparu, engloutis par les flammes, dont la plus célèbre, Morgan et Stanley, avec 80% de pertes au sein de son personnel.

Le monde vient de changer. Et, dans nos métiers, plus rien ne va être pareil…

La fiancée irakienne

« Thierry, tu peux m'aider ? J'ai quelqu'un au bureau qui m'a raconté une histoire incroyable ; je lui ai dit que j'allais voir avec toi ce que je pouvais faire. »

Juste rentrée au travail, Valérie s'affaire déjà dans la cuisine. « Tu te souviens du photographe qu'on a vu dimanche dernier ? » J'acquiesce, vaguement concerné. « Eh bien, tu vois, il est revenue d'Irak où il était en reportage. Lors de son dernier séjour, il n'est pas revenu seul, mais avec une jeune femme dans ses bagages. »

J'écoute d'une oreille, comme tout bon mari à qui sa femme raconte sa journée de travail. « Elle s'appelle Nora. Mon ami photographe l'a fait venir ici, à Nantes, ajoute-t-elle. Il dit qu'elle a un profil qui pourrait intéresser les services secrets. Je me suis dit que ça allait éveiller ton attention. »

Je lève un œil au mot « services secrets » et reprends la conversation en route.

« Qui ça ?

- Tu vois, tu n'écoutes jamais quand je parle… c'est toujours pareil ! »

Après de plus amples explications, Valérie me fait rencontrer Pierre, le photographe en question, qui semble un peu désemparé en me narrant le parcours de son amie irakienne. « Elle s'appelle Nora et a travaillé longtemps comme standardiste à l'ambassade de France à Bagdad. Elle a renseigné les services irakiens durant de longues années. Mais la roue a tourné. » Le photographe, sous le charme de Nora, semble sincère. « Elle est prête à tout pour avoir l'autorisation de rester ici. Aussi, si cela peut aider la France… »

Je lui explique que je vais la rencontrer d'abord et que, suite au rendez-vous, je verrai ce que je peux faire. Je ne travaille plus à la DGSE, mais agent un jour, agent toujours. Le profil de la jeune Irakienne peut intéresser mes anciens collègues.

J'appelle Nora pour lui donner rendez-vous au café Molière, en centre-ville. Au téléphone, cette jeune femme prétend avoir peur : elle a appelé en Irak depuis le domicile du photographe et, depuis quelque temps, elle aperçoit deux

personnes qui rôdent autour de la maison… Je me dis qu'elle voit des « rats bleus » ou qu'elle me raconte une jolie fable.

Le jour de notre rendez-vous, une petite pluie fine s'est mise à tomber sur Nantes. Abrité derrière mon parapluie, par réflexe, j'effectue l' »environnement » des alentours du café où nous devons nous retrouver. La jeune femme est assise dans un coin, loin des vitres. C'est une petite brune au physique passe-partout, avec de grands yeux noirs.

Aucune trace de peur dans ses yeux. En m'asseyant en face d'elle, je vois qu'elle a l'habitude de ce type de situation. Dans un français teinté d'accent, elle m'explique qu'elle a besoin de papiers. « Je veux rester en France. Je ne veux pas rentrer en Irak. » J'acquiesce. Puis elle hésite avant de lâcher : « Je peux vous donner des informations sur des irakiens de France. »

Je tends l'oreille plus attentivement tandis qu'elle se raconte. Nora a été mise en place à l'ambassade de France par les moukhabarats, les services secrets irakiens. Elle les a renseignés pendant des années sur tout ce qu'elle voyait et entendait au sein de notre députation à Bagdad. Elle était au standard. « Mais maintenant je suis ici. Et je veux rester ici !

- Pourquoi pas, me suis-je entendu lui répondre. Je vais en référer à qui de droit. »

Une semaine plus tard, j'ai présenté la jeune femme à un ancien colonel de la direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), Jean, qui a fait le nécessaire. Je n'ai plus jamais entendu parler de Nora ; je pense qu'elle a réussi à se créer une nouvelle vie en France. Mais je ne voulais pas en apprendre davantage : dans ce genre de dossier, moins tu en sais, mieux c'est.

Coca-Cola-anthrax

Juste après l'effondrement des Tours jumelles, une autre menace s'est fait jour. La peur de la poudre blanche vient de saisir l'Amérique.

« Plusieurs enveloppes sont arrivées ces deux derniers jours remplies de poudre blanche. En cours d'analyse, il semblerait qu'il s'agisse d'anthrax, produit hautement mortel. » Nous sommes en octobre 2001. Une semaine plus tôt. Legorjus m'a remis un dossier : « Tu vas à Issy-les-Moulineaux faire l'audit du siège de Coca-Cola France, suite aux menaces post-11 Septembre. Ça semble très sérieux », conclut-il en me tendant une chemise rouge.

J'y apprends que les attaques à la lettre piégée ont commencé sept jours après les attentats pour se poursuivre jusqu'à la fin octobre. Des lettres contenant les bactéries de la maladie du charbon ont été envoyées à cinq bureaux de grands médias américains, comme la chaîne ABC News, CBS News ou encore NBC. Deux sénateurs américains ont eux aussi reçu une lettre mortelle.

L'enquête a été immédiate. Cinq personnes étaient décédées après avoir inhalé la poudre blanche et un climat de terreur régnait depuis dans les services postaux américains. L'anthrax de la lettre destinée à l'un des sénateurs a été décrite comme de la poudre fine. Celle-ci contenait dix fois plus de spores d'anthrax que celle retrouvée dans les lettres envoyées précédemment. L'anthrax adressé au sénateur consistait en spores presque pures, avec une concentration d'un trillion de spores par gramme. Vingt-deux individus ont développé des symptômes infectieux, la plupart du temps liés a la forme cutanée de la maladie.

Sur les cinq victimes, deux avaient péri suite à la contamination accidentelle du courrier. Les poudres contenues dans les lettres destinées aux sénateurs étaient en effet sorties des enveloppes et en avaient probablement contaminé du courrier voisin. Les décès suivants furent ceux d'employés du service des postes de Brentwood, à Washington DC. On subodorait qu'ils s'étaient trouvés exposés aux lettres du Sénat tandis qu'elles voyageaient dans le système.

La paranoïa de la contamination a ensuite traversé l'Atlantique pour se propager chez nous, au sein des entreprises américaines installées sur le sol

français. Des courriers remplis de poudre blanche sont découverts chaque jour un peu partout en France. La plupart du temps, on se rend compte qu'il ne s'agit que de craie pilée ou de produit à récurer. Rien de bien dangereux.

*

*   *

À Issy-les-Moulineaux, l'entreprise Coca-Cola est basée dans un immeuble moderne en verre. Dans le hall, le directeur m'attend. Depuis le 11 septembre, les entreprises américaines craignent les attaques terroristes et les actes de sabotage. Tout doit être mis en place pour sécuriser les sites. Ce sympathique petit homme à lunettes me tend la main avant de me faire visiter les locaux. En marchant, je visualise l'endroit et prépare dans ma tête les différents scénarios d'attaques possibles tout en discutant de la situation. « On a reçu des lettres de menaces ainsi que des enveloppes. Vous comprenez, le personnel est inquiet. Avec tout ce que l'on entend, ça met une mauvaise ambiance… »

Après une semaine à parcourir le site, je repère les points sensibles d'intrusion. Les zones d'accès au parking, ainsi que les ventilations des climatiseurs sur le toit, demeurent les points faibles. Des personnes mal intentionnées pourraient s'introduire sur place, placer de l'anthrax, par exemple, ou des explosifs. J'explique au directeur les risques et les incidences, d'autant que je viens de découvrir qu'il était possible de passer d'un immeuble à l'autre par les toits. Je lui suggère de commencer par installer des caméras de surveillance couplées à des moyens de détection. Les deux, pour moi, sont indissociables : si l'alarme se déclenche, l'opérateur peut immédiatement vérifier pourquoi.

Les parkings sont les ventres mous des immeubles, les terroristes islamistes utilisant souvent des véhicules bourrés d'explosifs pour attaquer leurs cibles. Le déroulé classique d'une infiltration consiste pour un véhicule à en suivre un autre à touche-touche pour pénétrer de la sorte au cœur même du site. Plusieurs attaques terroristes se sont produites ainsi, avec explosion des véhicules une fois à l'intérieur, la plus célèbre ayant été la première tentative de destruction du World Trade Center, menée en novembre 1993.

Après la découverte d'anthrax dans des lettres aux États-Unis, c'est au niveau du courrier qu'il y a le plus de crainte. Je recommande son ouverture dans une pièce isolée et hermétique, équipée d'un extracteur de fumée.

Le responsable me présente ensuite les cinq personnes qui travaillent à la réception des lettres et des plis. Elles m'écoutent attentivement, se trouvant exposées en première ligne. « D'abord, tout le monde se met un masque et des gants en arrivant sur le lieu de travail. Au moindre incident, vous alertez les pompiers. Aucun risque inutile. » Souvent, lors de ce genre d'intervention, les gens se sentent moyennement concernés, pensant que ça n'arrive qu'aux autres. Ce n'est pas le cas dans la pièce. Les cinq préposés au courrier savent qu'ils risquent leur vie juste en triant des lettres.

Un bureau vitré va également être installé, doublé d'un extracteur. Je fais même placer une couverture anti-déflagration contre les colis piégés. J'explique ensuite comment ouvrir les colis. L'idéal serait de posséder un système de détecteur de masses explosives, comme dans les aéroports. Mais on ne peut pas totalement « bunkériser » une société ; il faut trouver le juste milieu entre coûts et risques. C'est tout l'art de sécuriser une entreprise.

Le responsable, bien que nerveux, semble satisfait. « Vous savez, c'est très difficile, ce type de situation. Il faut que les salariés se sentent bien et, à la fois, on leur parle de risque d'attentat sur leur lieu de travail ! »

Je hoche le tête.

« Bienvenue dans mon monde », lui dis-je en souriant.

Il m'emmène ensuite au restaurant de l'entreprise. Ce dernier comprend une vaste baie vitrée donnant directement sur le trottoir. Du doigt, je lui pointe le risque immédiat : « Un véhicule peut foncer dans la vitrine », puis j'ajoute : « Demandez à la mairie de mettre des plots sur le trottoir pour éviter le passage des voitures. »

Le responsable se rend alors compte que tous ces aménagements vont lui coûter pas mal d'argent. Effectivement, l'argent est le nerf de la guerre : sans argent, pas de sécurité. Nous fournissons l'information, après quoi la société rend sa décision. Souvent, elle n'a pas les moyens et préfère attendre le coup dur, l'accident ou la catastrophe pour nous rappeler.

Coca-Cola est une multinationale répartie dans toute l'Europe et il n'y a pas que les locaux d'Issy-les-Moulineaux qui doivent être vérifiés. Après le siège, je saute dans le premier Thalys en direction de Bruxelles. C'est là que se trouve se trouve un site de production doublé du laboratoire qui fabrique le concentré issu de la formule tant convoitée.

Ma mission consiste à évaluer tout le périmètre : contrôler les accès de l'entreprise, étudier les zones à risque où des terroristes pourraient introduire une bombe qui mettrait en danger la production ou le personnel.

Une fois sur le site, comme un ordinateur connecté, mon œil repère toutes les failles immédiates. Deux sont évidentes et se doivent d'être signalées. Je prends le responsable par le bras et les lui montre. Dans un local non sécurisé placé à l'extérieur, des bouteilles de propane attendent sagement. « Là, il suffit d'un détonateur avec retardateur sur vos bouteilles de propane, et tout explose… » Devant nous, une baie vitrée qui donne accès au laboratoire sécurisé dans lequel sont gardées les formules de la célèbre boisson. Saisissant une baquette métallique et la tordant en forme de U, je l'introduis dans la fente entre les deux portes en verre qui ferment le bâtiment, jusqu'à atteindre, sur le côté, le bouton d'ouverture qui permet de sortir du laboratoire où est fabriqué le produit.

Le responsable est blême. Il vient de comprendre que son coffre-fort est loin d'être infaillible pour des connaisseurs.

Après Bruxelles, je file à Dunkerque, dans un site de production où se dressent d'énormes citernes de sucre servant à la fabrication de la boisson gazeuse. Là encore, des failles dans le dispositif apparaissent. Avec le va-et-vient incessant des camions, un groupe terroriste un peu malin pourrait peut-être avoir accès au stock afin d'y répandre de l'anthrax. Je fais donc sur place toutes les recommandations nécessaires afin de parer à toute possibilité d'introduire le poison par le biais des camions citernes.

Et ainsi de suite sur tous les sites stratégiques de la firme. Chaque fois, j'essaie de ne rien omettre, d'être le plus précis et le plus efficace possible, tout en limitant les coûts. Mon rôle est d'en avertir les intéressés, et d'être le plus convaincant possible.

*

*   *

Résultat de mon audit, de nouvelles procédures sont mises en place : fermeture systématique de toutes les trappes des citernes contenant — en particulier — le sucre, formation du personnel, en particulier des chauffeurs, qui doivent apprendre à ne jamais laisser leurs camions sans surveillance et faire preuve de la plus grande méfiance vis-à-vis de toute personne cherchant à entrer en contact avec eux lors du transport des véhicules…

Si une entreprise comme Coca-Cola était victime d'une attaque, ce serait l'image des États-Unis toute entière qui serait touchée. La plus grande vigilance est de mise après mon passage.

Casablanca

« Il est temps de se déployer, Thierry. Il y a des opportunités formidables de l'autre côté de la Méditerranée… »

Legorjus rayonne. Cela fait deux mois maintenant que le World Trade Center s'est écroulé, emportant avec lui le sentiment que nous, Occidentaux, étions en sécurité. Et, sans sombrer dans le cynisme, il faut admettre que les attentats des Tours jumelles ont dopé le marché. Les patrons des groupes de sécurité voient les demandes exploser.

Et derrière son bureau, Legorjus ne déroge pas à ce constat. « On va s'implanter au Maroc, déclare-t-il. Ce sera notre première ouverture sur le Maghreb. Les entreprises installées à l'étranger subissent en effet les conséquences des attentats de septembre. Elles sont désormais des centaines à vivre au jour le jour dans une dans une ambiance plus tendue. »

J'acquiesce, enthousiaste. J'ai besoin de prendre l'air, d'aller au soleil. Ma relation avec Valérie se tend un peu plus chaque jour. Je ne suis pas un homme du quotidien, et je me dis que deux ou trois ans sous des cieux plus cléments seraient les bienvenus.

Legorjus reprend : « Tu pourrais être notre représentant là-bas. Avec ton CV, ce sera très crédible. Tu comprends, le pays est plutôt fermé à nos activités, l'intelligence, le renseignement étant réservés aux services officiels du royaume. Tu y réfléchis et on en reparle ? »

C'est tout réfléchi. Une filiale d'Atlantic Intelligence au Maroc ? C'est une excellente idée. Je connais bien ce pays, j'y suis allé pour des missions, puis retourné en vacances. J'ai mis à profit mes voyages pour me constituer un bon réseau sur place.

En tant que français, nous avons la chance d'entretenir de bonnes relations avec le Maroc. Dans notre jargon, nous sommes ici dans une zone d'influence française, ce qui nous rend plus opérationnels. Les entreprises anglo-saxonnes, elles, ont plus de mal à appréhender les us et coutumes du Maghreb.

Le soir en rentrant à la maison, j'explique à Valérie la situation. « Dès que je suis installé, je te fais venir, toi et les enfants. Casablanca est à deux heures

d'avion de Paris, ce qui simplifie tout. On pourra revenir quand on veut à Nantes ou à Paris… Une vraie vie d'expatrié ! » dis-je plein de confiance. Mais la réaction de ma femme est loin d'être aussi enthousiaste que la mienne… Malgré tout, le lendemain, j'accepte la proposition de Legorjus. Et, trois jours plus tard, je m'envole pour le royaume chérifien.

À peine arrivé, je suis logé dans un grand appartement du centre-ville. Le salon, immense, se déploie sur deux niveaux. La décoration est pleine de dorures et de spots colorés, entre boîte de nuit saoudienne et palais des Mille et Une nuits.

L'équipe que je trouve sur place est au moins aussi étonnante : contrairement au décor, clinquant, le manque de moyens techniques est flagrant. Au Maroc, Atlantic Intelligence ne travaille pas seul et a comme contact et partenaire l'ancien directeur de la DST marocaine. Plutôt grand, M. Yacine a un visage émacié encadré de cheveux blancs ; c'est lui notre accompagnateur sur l'opération.

Le deal avec Legorjus est simple. Je monte toute la structure, je développe une clientèle, je reste deux ou trois années pour la faire tourner, puis je repars en France. L'homme que je formerai pour prendre la direction d'AI Maroc s'appelle Gérard. Ancien officier de la marine nationale, c'est un grand gaillard costaud, aux cheveux rasés, assez psychorigide. Il ne connaît pas notre métier et doit être formé aux procédures commerciales et au monde de la sécurité en général. Constatant qu'il est volontiers dur avec les Marocains, je reste dubitatif quant à sa façon de les diriger au quotidien.

Cela fait une semaine que je suis à Casa. Un rendez-vous a été organisé avec le patron des services secrets marocains, la DGED ou Direction générale des études et de la documentation. Nous avons monté ce rendez-vous pour informer l' « agence » de la création de notre société de gestion des risques et lui expliquer que nous ne ferons pas d'intelligence économique, comme la maison-mère, mais uniquement de l'analyse de risques au travers d'audits sécuritaires. En aucun cas, nous ne voulons faire de l'ingérence.

Lors du rendez-vous, le directeur de la DGED me fait comprendre, d'une manière très policée, qu'il connaît mon ancienne appartenance aux « services ». Puis, entre café et thé à la menthe, à mots couverts, il nous laisse entendre que le partenaire choisi par PHL, M. Yacine, n'est peut-être pas le bon… Nous continuons de discuter de la situation du royaume, mais le décryptage est extrêmement simple. Cela veut dire : nous ne voulons pas que vous travailliez avec cette personne.

De retour à l'appartement, je rends compte à Legorjus de la situation. « Il nous faut trouver quelqu'un d'autre. » À l'autre bout du fil, je sens Legorjus moyennement enthousiaste. Je vois aussi d'un seul coup mes projets d'installation s'évanouir tel un mirage dans le désert. PHL ne souhaite pas mettre les moyens financiers adéquats. Or j'ai prévu de m'installer avec Valérie et les enfants fin août…

Rapidement, le couperet tombe. Je fais machine arrière et mets fin l'œuf au projet marocain : trop compliqué, trop peu de moyens et sans soutien.

De retour à Nantes, je rumine. Est-ce la déception de trop ? J'avais envisagé une mission longue de deux ans, et à peine sur place le projet est annulé. Je

repense à tout ce que m’a fait miroiter Legorjus avant mon départ et je l’ai mauvaise.
Le lundi de mon retour, j’ai une longue discussion avec lui. Je vide mon sac. Je ne pouvais pas entraîner toute ma famille dans une aventure aussi hasardeuse. Je suis terriblement déçu. J’avais imaginé une belle vie d’expatrié et un nouveau terrain de jeu possible pour développer mon activité de « conseil » aux entreprises. Ma non-installation au Maroc n’a pas que des conséquences sur ma vie professionnelle. Valérie apprécie moyennement ma reculade et me le fait comprendre. À partir de ce moment-là, notre relation na va cesser de se détériorer.

Jihad Academy

Les soirs de match de foot, quand le PSG joue, je suis comme dans un stade. Les murs se mettent à vibrer, le sol tremble, les prisonniers hurlent et tout le centre s'agite. Mais, moi, je hais le foot. Je n'aime que le rugby.

En dehors des jours de match, les soirées sont plutôt calmes. Seul un lancinant murmure semble sortir, la nuit, d'un des murs de ma cellule. Les premières fois, je reste aux aguets, essayant de percer le mystère. Le bruit devient une récitation. C'est en collant l'oreille contre le mur que je distingue des *Allah akbar* répétés plusieurs fois. Je comprends alors que ce sont mes voisins de cellule qui sont en train de prier !

Étendu sur mon lit, les yeux grands ouverts dans le noir, je me pose la question : « Croyaient-ils en Dieu avant d'entrer en prison ? » Dans cet enfer carcéral, la prière n'est-elle pas un rituel qui leur permet de tenir ?

Le lendemain, avant le petit déjeuner, je croise l'un d'entre eux, le plus jeune et le plus sympa. Il a peut-être vingt-cinq ans. C'est un garçon frêle, d'origine algérienne, avec trois poils au menton qu'il essaye de transformer en barbiche. Il semble un peu perdu.

Je m'approche de lui et engage la conversation. Il vient de la prison de Fresnes, où il a purgé une peine de trois ans. Comme deux voisins sur le pas de leur porte, nous devisons dans le couloir. Je lui demande si ma télé ne le dérange pas. Ça fait partie de mon rituel : je l'allume tous les soirs en rentrant, même si je ne la regarde pas. Comme ça, je me sens moins seul, elle me tient compagnie. Il m'assure que non en souriant.

Puis, je lui demande si les prières qu'il récite l'apaisent. Dans la conversation, il me glisse : « Ça a changé ma vie. Je regarde l'avenir différemment, maintenant. » Il semble sincère. Je reste intrigué. Je veux savoir où il a découvert la religion.

« En prison, dans la cour de promenade, me répond-il. J'ai croisé des « frères » qui m'ont aidé à découvrir l'islam, ils sont comme des psychologues.

- Tu ne regardes plus la télé ? lui demandé-je. »

Il sourit : « Je ne suis pas comme toi. » Et ajoute : « C'est pas bon d'écouter des conneries. »

Instantanément, alors que je ne lui demande rien, il me précise qu'il n'est pas salafiste. Car il en a croisé, en cabane, embrigadés dans un islam radical du type salafiste djihadiste. Mais les extrémistes recrutent ceux qui semblent fragiles, sans repères. Lui a eu la chance de rencontrer un imam en fin de détention. « Sauf que les imams sont détestés par les intégristes. Pour eux, ce sont des traîtres ! m'explique-t-il. J'ai eu des problèmes avec mes frères qui ne voulaient pas que je voie l'imam. »

Tel un diable sorti de sa boîte, son compagnon de cellule arrive, de retour du réfectoire. Ce barbu me regarde d'un air fermé, sans répondre à mon salut. Je ne dois pas correspondre à ses critères pour être de ses amis. Je n'existe pas à ses yeux, comme si j'étais invisible. J'ai bien envie de continuer la conversation, mais du regard il fait comprendre à l'autre d'arrêter de me parler. Les deux retournent dans leur cellule et en ferment la porte.

Avant de partir et de passer par le sas, je croise Arsène et échange avec lui sur le sujet. « C'est un vrai problème, dit-il de sa voix traînante. Il y en a de plus en plus. » Il continue en ajoutant que l'islam dans les prisons est devenu une gangrène et qu'il est difficile de déceler qui peut avoir un potentiel terroriste ou pas… Depuis quelque temps, il existe même des sensibilisations pour les surveillants sur le sujet. Lorsqu'ils identifient un prosélyte, ils doivent le signaler à un service compétent. Mais le manque de moyens et la surpopulation carcérale ne permettent pas d'être efficace. « Les islamistes purs et durs, emprisonnés pour terrorisme, sont de plus en plus nombreux », me confie Arsène. Il était d'avis qu'il serait bon de créer des centres uniquement pour eux.

« Ils recrutent dans les cours de promenade ou dans les chambres. Ils sont persuasifs. Ils ont le temps pour eux. Dans une prison, l'espace est restreint, et ils sont très présents. Et puis les recruteurs islamistes permettent de donner une identité, une motivation, une existence, et de rendre important un individu qui a perdu tout repère dans la société. Depuis quelques années, j'ai vu nombre de détenus se radicaliser. Depuis l'opération Serval au Mali, ils ne parlent que de djihad, ils veulent combattre l'Occident… » conclut-il.

J'avais déjà constaté cette dérive en 1995, après les attentats qui avaient touché Paris. À l'époque, déjà, dans les banlieues, des jeunes en perte de repères soutenaient ouvertement le GIA. Certaines banlieues étaient devenues des supermarchés d'armes de guerre venant d'ex-Yougoslavie. Malheureusement, malgré les alertes, il n'y a jamais eu de volonté politique ferme. Toujours et encore le politiquement correct.

Des marionnettes sous surveillance

L'effondrement des deux tours a provoqué une telle stupeur, une telle hébétude, que tout un chacun voit des terroristes infiltrés autour de lui. Surtout, l'attentat a révélé l'exigence d'une frange extrémiste de l'islam, une frange qui ne fait qu'en dégrader l'image jour après jour.

L'onde de choc post 11-Septembre est si forte que même la télévision n'est pas épargnée. Nouvel actionnaire majoritaire de Canal+ depuis peu, le groupe Vivendi se pose la question de savoir si l'émission « Les guignols de l'info » ne dispense pas des messages incitatifs par l'intermédiaire de sa marionnette Ben Laden.

La demande d'audit qui est faite en ce sens à Atlantic Intelligence me laisse dubitatif. C'est Fredo, un ancien de la DST, qui hérite du dossier. Il me demande de donner mon expertise au fur et à mesure de l'enquête. Mais je trouve la demande étonnante.

Les personnes qui font vivre les « Guignols » écrivent les sketchs au jour le jour. Leur direction veut savoir s'il y a une collusion entre ceux-ci et les milieux islamistes : atteints d'une certaine forme de paranoïa, ils se demandent s'il n'y a pas de messages subliminaux cachés dans les textes…

Je me mets en contact avec un spécialiste du décryptage, un certain Claude, dont le métier est d'écouter et de déceler d'éventuels messages cachés.

Dans les bureaux d'Atlantic, assis derrière un écran, Fredo et Claude, les yeux rivés sur l'écran, épluchent les cinq minutes quotidiennes qui font rire la France entière. Les personnages de Ben Laden et de mollah Omar y sont omniprésents, ce qui relève de la pure logique, au vu de l'actualité brûlante depuis le 11 septembre.

Les saynètes sont ponctuées des « *spice di counasse* » lâchés à tout bout de champ par les marionnettes de Ben Laden et de mollah Omar. En voyant les marionnettes s'agiter sur le petit écran, j'ai du mal à voir un quelconque massage caché.

« Au contraire, ça les présente sous un jour un peu ridicule », soutient Claude. De plus, l'actualité ne les montre pas non plus sous un jour favorable. Kaboul vient de tomber et les talibans sont en pleine débandade.
Je suis d'accord avec eux. Pour moi, il n'y a rien à signaler. Affaire classée.

Jeux Olympiques et services secrets

Les jeux Olympiques de 2008 se préparent et Paris a déposé un dossier de candidature pour les accueillir. C'est même devenu la grande affaire de la mairie de Paris, qui fait tout pour obtenir la victoire.
À cet effet, la municipalité n'a pas lésiné sur les moyens. Toutes les vedettes possibles et imaginables sont sur le pont. Un clip vidéo montrant Paris sous son meilleur jour a été réalisé par Luc Besson, dans lequel on peut voir des stars mondiales déclarer leur amour de la capitale française.

L'organisation du comité de candidature de Paris est chapeautée par Claude Bébéar, patron des patrons respecté par tous et accessoirement P-DG d'Axa Assurances. Voilà pour la partie officielle. Derrière, il y a la partie officieuse. Le côté obscur de la force. Une partie serrée qui se joue dans l'ombre, à la mesure des enjeux financiers. Car la ville qui gagnera les Jeux peut espérer un jackpot de plusieurs milliards de retombées économiques.

L'influence et le lobbying sont des autres aspects du métier. Ils prennent tout leur sens lors de la préparation d'événements internationaux comme les JO ou la coupe du monde de football. Dans le cas de Paris 2008, les moyens mise en œuvre sont énormes, et plusieurs sociétés d'IE ont été contactées pour travailler ensemble autour d'un thème commun : « Renseignement et influence pour le comité de candidature de Paris ». En fait, derrière cette expression se cache un cabinet noir qui est là pour pourrir, dans la limite de la légalité, la candidature de Pékin, grande favorite pour accueillir les athlètes olympiques en 2008.

Dans ce millefeuille, Atlantic Intelligence a en charge une part du gâteau. Et notre mission traverse plusieurs tranches. Comme nous l'a expliqué William, la cinquantaine poivre et sel, en bon lobbyiste professionnel qui n'en est pas à son coup d'essai : « il faut dissocier en profondeur, dans l'esprit des leaders et des relais d'opinion, les valeurs de l'olympisme d'avec la candidature de Pékin, de façon à provoquer un réflexe d'autoprotection dans le processus décisionnel des membres du CIO. »

En gros, il s'agit de démontrer au CIO que l'olympisme et la Chine ne sont pas compatibles. Et, pour cela, tous les coups sont permis.

Nous sommes une petite dizaine de représentants de diverses sociétés chargées de l'attaque réunis autour d'une table. William fait office de chef d'orchestre, cigarette à la main.

Les idées fusent : « On peut révéler aux membres du CIO les risques que prendrait le mouvement olympique en accordant les JO à Pékin compte tenu des menaces qui pèsent sur l'organisation sanitaire, sécuritaire et sociale de la ville candidate », suggère quelqu'un. Chaque proposition est en tout cas notée sur un tableau blanc.

À la fin de la session, William reprend les grandes lignes et en fait la synthèse. Le but de la séance d'aujourd'hui est d'exploiter les contradictions internes au CIO, en mettant en cause le président Juan Antonio Samaranch afin d'exacerber les rivalités à la veille de l'élection de son successeur et casser la dynamique pro-Pékin qu'il incarne.

Les moyens engagés sont lourds. Près d'une trentaine de personnes travaillent sur la mission, le tout réparti entre plusieurs postes de commandement à travers le monde — Paris, Bruxelles, Genève, New York, Londres et Madrid. Plusieurs cellules de veille ont été créées. L'une d'entre elles a la tâche de décortiquer toute la presse mondiale hebdomadaire, une autre de scruter Internet, une autre encore s'attache à collecter toutes les informations concernant les 135 membres du CIO. La veille est particulièrement importante, et tout y passe.

Il y a aussi l'actualité des villes candidates. Savoir ce qui s'y déroule, si les opinions sont favorables ou défavorables sur les candidatures en cours. Et puis, il y a les prises de position des membres du CIO. L'idée est d'étudier les points faibles de chacun, de déterminer grâce à leur profil sur la Toile, et notamment via les commentaires, qui a été soupçonné de corruption, qui a connu des problèmes avec la justice, etc.

Cela nous permet de savoir qui est avec nous et qui est contre nous.

Ensuite, il faut s'attaquer aux points faibles de la Chine dans l'opinion publique. Cela va de l'opposition démocratique en Chine aux violations des droits civils sociaux et des droits de l'homme, en passant par la persécution des minorités religieuses ou l'occupation du Tibet.

Un autre point d'accroche tient aux menaces écologiques. La construction d'un immense barrage et le détournement des fleuves (à des fins économiques) entraînent des destructions de patrimoine gigantesques et des déplacements de populations intolérables. Chaque accroche est destinée à un segment de l'opinion mondiale. Les bobos, les écolos, les droits-de-l'hommistes : il y en a pour tout le monde.

L'insécurité et la criminalité en Chine arrivent en dernier. La chine est un régime dur. La criminalité comme l'insécurité y sévissent — comme partout ailleurs —, mais sont réprimées immédiatement d'une balle dans la tête. Aussi, les informations sur ces sujets demeurent-elles rares. Le travail est colossal.

Depuis hier, deux consultants sont chargés d'identifier et d'approcher des sources d'information à l'intérieur de la commission d'évaluation du CIO. Les membres sont des « sources » faciles, et il nous faut collecter le maximum

d'informations compromettantes sur les principaux d'entre eux, en s'appuyant localement sur les réseaux activistes opposés aux JO. Après, nous lançons de manière orchestrée une divulgation à grande échelle. L'opération « *Bread, no circus* », « Du pain, pas de cirque », en référence à l'adage romain « du pain et des jeux », se solde par l'étalage dans la presse, sous un jour peu reluisant, du nom de plusieurs membres du CIO.

Nous cherchons également des informations précises sur les partenaires marketing du CIO — à savoir quelles sociétés soutiennent les jeux, celles pro-Pékin devenant automatiquement nos cibles. En effet, l'un des aspects les moins connus des Jeux olympiques relève des questions de partenariat financier et commercial. Les Jeux deviennent, le temps des épreuves, une gigantesque vitrine commerciale. Il y a d'une part les sponsors de rang mondial, de type Coca-Cola ou McDonald's, et d'autre part les sociétés intermédiaires. Véritable champ d'investigation pour nous, il faut gratter pour trouver du « croustillant » sur les aspects commerciaux, permettant de faire fuiter dans la presse que telle ou telle société est en redressement judiciaire ou — pire — en liquidation, afin de fragiliser les soutiens.

Nous savons que, en face, les Chinois font exactement la même chose, avec sans doute plus de pugnacité et de moyens, mais surtout avec l'aide de l'État. L'image du pays en dépend.

Des plans plus « décisifs » ont été couchés sur le papier. L'un d'entre eux préconise tout bonnement de provoquer, à la faveur de la visite de la commission d'évaluation à Pékin, une crise technologique affectant le site Internet du CIO et celui de l'OMC, le tout revendiqué par un groupe d'activistes luttant pour la démocratie en Chine. J'aime bien ce plan. Il est radical et digne d'une vraie opération « noire ». Mais en haut lieu, personne ne veut prendre cette responsabilité et nous n'obtenons pas le feu vert. Après tout, ce ne sont que des jeux olympiques…

Nous reprenons donc nos envois massifs de messages électroniques vers les adresses e-mail des membres du CIO afin de les rendre hypersensibles aux manifestations d'opposition à Pékin exploitant le thème des droits de l'homme. C'est simple et assez efficace.

Jamais à court d'idées, pendant le dernier *brain storming*, William, notre lobbyiste officiel, a l'idée de rédiger un livre blanc. « Le principe est simple. Ledit livre blanc doit conditionner les relais et les leaders d'opinion dans un sens très défavorable à la candidature de Pékin. Pour cela, le livre devra révéler toutes les atteintes aux droits de l'homme en Chine. »

Notre équipe de documentalistes se met au travail et récolte tout ce qu'elle trouve, ce qui n'est pas très difficile. Distribué à 250 exemplaires, dont la moitié en langue anglaise, l'ouvrage est repris par Reporters sans frontières.

Notre devise n'est pas si éloignée de celle de l'olympisme : « Toujours plus loin »

C'est une tactique vieille comme le monde, largement utilisée avec succès par tous les gouvernements lors des décolonisations des années 1950, 1960 et 1970 : créer de toutes pièces un comité ou un groupe qui va dans le sens du colonisateur — par exemple la « Main rouge » pendant la guerre d'Algérie. Un comité de liaison des droits de la personne humaine est ainsi créé. Dans notre

jargon, cela s'appelle une association « grise ». C'est une association bidon qui permet de diriger vers une sélection de membres du CIO un courrier périodique appelant à boycotter la candidature de Pékin.

Parallèlement, la cellule crée un site Internet d'information basé aux États-Unis, baptisé « NO BEIJING 2008 ». Ce site a pour vocation de propager une cyber-pétition et de recueillir les signatures de soutiens. Du noir, du rouge couleur sang, des barbelés ; il fait à la fois peur et attire l'œil.

Une véritable toile de maître…

La fin de cette « guerre secrète » arrive. Nous devons nous rendre à Moscou dans les trois prochains jours. C'est là-bas que le vote déterminant le choix de la ville hôte doit avoir lieu. J'ai reçu mes ordres. Deux collègues et moi sommes chargés de sécuriser le transport du film de la candidature de Paris.

Le lendemain, je me retrouve à l'aéroport, où la délégation française au grand complet piaffe d'impatience. Politiques, champions, stars diverses, tous ont répondu présent : Lionel Jospin, Bertrand Delanoë, mais aussi la ministre des Sports, Marie-George Buffet, ainsi que David Douillet et Pascal Gentil.

Je ne suis pas mécontent de voir la fin de ce très gros dossier qui a mobilisé toute notre énergie depuis un an.

À l'arrivée à Moscou, un bus nous attend pour nous conduire à l'hôtel National-Méridien, situé près de la place Rouge. Tandis que les rues défilent, je me remémore brièvement mes années militaires passées à traquer de l'information contre l'Empire soviétique : dix ans après, c'est comme si tout cela n'avait jamais existé.

« Les locaux où doivent avoir lieu le vote se trouvent dans un autre grand hôtel, ressemblant trait pour trait au Palais des congrès. Mais, avant, vous passez à l'hôtel sécuriser une chambre pour y placer la cassette du film dans le coffre. » Notre journée ne fait que commencer. J'ai Legorjus au téléphone : « Zinedine Zidane arrive dans son avion privé. Il faut que tu ailles le chercher à l'aéroport. » Car il arrive que je travaille aussi à l'accompagnement de personnalités. C'est le cas du champion du monde de 1998. Il vient de signer un contrat avec le real Madrid et ne souhaite pas croiser les médias. À peine la cassette vidéo sécurisée, nous repartons pour l'aéroport récupérer Zizou qui passe les contrôles douaniers.

La star française s'avance vers nous, fidèle à l'image que nous en avons : simple, sympa, réservé et taiseux. Derrière lui trottine une petite blonde aux lèvres vermeilles de nom d'Olinka. « Bonjour, je suis interprète », me dit-elle en me tendant une main blanche manucurée de rose.

Dehors, c'est l'été. Un beau soleil brille sur Moscou et illumine les pavés de la place Rouge.

Pendant la visite de la ville, Zidane me parle du premier match qu'il a joué ici. C'était en 1990, avec l'AS Cannes, contre le Dynamo de Moscou. J'acquiesce poliment, tout en lui avouant qu'en fait je suis plus « rugby que football ». Ça n'a pas l'air de le déranger !

Lorsque nous arrivons dans le hall de l'hôtel, une bonne cinquantaine de journalistes sont là à attendre la star, affalés sur les fauteuils du lobby. L'un d'entre eux, une journaliste de France 2, nous fait un scandale en plein milieu

du hall parce que nous refusons de lui dire quand Zidane doit arriver. En fait, il est déjà dans sa chambre d'hôtel, infiltré par nos soins par une porte dérobée.

L'hôtel est plein à craquer. Il y a là des officiels, des gardes du corps, des ministres, des journalistes qui se croisent, se poussent, s'écrasent. C'est une véritable tour de Babel doublée d'une cohue invraisemblable.

Avec Jérôme, mon binôme, nous rejoignons le Palais des congrès, où doit se tenir le vote ; nous transportons la cassette dans un sac, que je remets au responsable de la diffusion dès notre arrivée. Je croise William, notre lobbyiste officiel. « On y croit, on y croit, les enfants ! De toute façon, c'est soit Pékin, soit nous. »

Il est confiant dans son costume noir, sa moustache poivre et sel au vent.

Mais, si nous sommes confiants, les Chinois le sont eux aussi.

Pékin, Toronto, Istanbul, Osaka et Paris. Sur le grand écran de la salle, les noms des villes en compétition s'affichent. Nous sortons pour le vote. Après quelque temps, les résultats du premier tour tombent. Il reste en lice Pékin, Toronto, Paris et Istanbul.

Toujours d'après William, avec son air de conspirateur : « Il fallait qu'Istanbul arrive dans les cinq premiers, au vu des investissements effectués. À savoir les stades construits un peu partout dans le pays, et puis aussi pour la paix sociale. »

Le deuxième tour passe. Les résultats tombent comme un couperet, douchant nos espoirs. Pékin engrange 56 votes contre 18 pour Paris. Perdu. C'est la fin du rêve et de notre mission.

Des années plus tard, en octobre 2009, Yuan Weimin, ancien ministre chinois des Sports, révèle dans un livre les dessous de ce choix. William nous avait prévenus qu' « un bâtiment était en cours de construction à Pékin pour abriter le CIO », alors que rien n'avait été encore décidé.

Les jeux étaient joués d'avance.

Le temps des doutes

Je continue de partager mon temps dans le TGV entre Nantes et Paris. Le souvenir de la tentative marocaine m'a laissé un goût amer. Mais les dossiers s'enchaînent et je ne chôme pas.

J'ai le nez dans mon ordinateur, tranquillement installé dans un wagon presque vide, lorsque j'entends une voix au-dessus de moi. « Salut ! On se serait pas croisés à Dieuze ? » Je relève la tête. Le visage que j'aperçois me dit quelque chose : il me rappelle mon autre vie, lorsque j'étais militaire. Le visage anguleux, les cheveux courts, les yeux bleus, je tente de me souvenir.
« Je suis gendarme. Je travaille au « groupe ». T'étais au 13°, non ? » Je hoche la tête, épaté par la mémoire du bonhomme. Mickaël est en fait un homme du GIGN, qui montait lors de certains entraînements en hélicoptère avec nous. Je me souviens de lui maintenant. Le GIGN s'exerçait à sauter avec nous au-dessus de l'eau, à l'étang du Stock. Mais, avant de jouir de ce privilège, vous deviez vous être jeté au-dessus d'une zone boisée. Imaginez-vous vous élançant d'un hélicoptère à 400 mètres d'altitude, avec comme but d'accrocher un arbre pas trop haut…

Tandis que les paysages défilent et que les souvenirs remontent, il me demande ce que je fais. Je lui raconte que j'ai quitté le 13e, en omettant volontairement de parler de mon passage par la DGSE, et que je bosse désormais dans le privé chez Atlantic Intelligence.

« Atlantic Intelligence ? C'est pas Legorjus ? » J'acquiesce. Il fait la grimace : « Il n'a pas laissé un bon souvenir au groupe. » Et de me raconter la Nouvelle-Calédonie, l'attaque contre la grotte d'Ouvéa et ses conséquences. L'homme en face de moi a en effet fait partie du groupe qui est monté à l'assaut de la grotte d'Ouvéa en 1988. Les mots sont durs. Sans appel.

Kargus Consultant

Pour la deuxième fois de ma vie professionnelle, je présente ma démission à l'été 2003.

L'ambiance de PHL Consultant ne me plaît plus. Dans les couloirs, on ne parle que de l'introduction en Bourse du groupe, et le *turn-over* n'arrête pas. De nouvelles têtes apparaissent chaque semaine. Je ne sais plus qui fait quoi. Et puis, l'ambiance est devenue lourde. Trop de jalousies, de rancœurs, se sont accumulées dans les couloirs.

Parallèlement, ma vie à Nantes commence aussi à me peser. J'ai l'impression d'en avoir fait le tour. Je m'ennuie. Tout me manque : prendre des avions, faire mes sacs, changer d'aéroport, dormir dans les hôtels. Je ne suis décidemment pas fait pour la vie de famille. Valérie attend de moi des choses que je ne peux pas lui donner. J'ai de nouveau envie de bouger, de vivre, de voyager…

En fait, je me sens mort, comme si le compteur s'était arrêté. Ma seule excuse est que je ne pouvais pas le savoir avant. Au moins, j'aurai essayé !

Un soir, nous nous disputons pour la énième fois, Valérie et moi. Nous sommes à vif tous les deux. Je n'ai pas envie de réfléchir. Je rentre dans notre chambre, je prends mes affaires et, en une minute, je sors en laissant tout derrière moi.

Une fois dans la voiture, je respire un grand coup et me dirige vers le centre-ville de Nantes, où je trouve une chambre d'hôtel dans le quartier de la gare.

*

*   *

Le changement est dans l'air et n'atteint pas que mon couple. Après ma démission de chez Legorjus, l'idée de me mettre à mon compte fait son chemin.

J'ai mûrement réfléchi et je décide que le temps est venu de créer ma propre boîte.
Une fois le décision prise, il faut maintenant trouver les hommes. Devant mon carnet d'adresses, j'épluche la liste des anciens sortis de la Centrale. Beaucoup sont déjà recasés dans le civil, dans des métiers proches de la sécurité.

« Pourquoi pas ? » me répond Julien, un ancien de la Piscine que j'appelle parmi les premiers. Après plusieurs coups de fil, une dizaine de mes connaissances répondent présentes. « Tu peux faire un appel à nous au coup par coup, dès que tu as besoin. »

Je décide que la structure que je crée couvrira tous les champs d'activité : dépoussiérages, sécurité des systèmes informatiques, investigations. J'ai trouvé un spécialiste des audits incendie, puis j'ai rappelé Papé, ainsi que Joseph, mon mister Q de la Boîte. Est venue également se greffer une spécialiste de la veille, Zad, qui surveille le Web invisible.
En revanche, trouver un nom à ma société est bien plus compliqué. À force de réfléchir, je me souviens du nom de baptême de l'une de mes missions : Argus, l'agent secret de Zeus. Oui, mais Argus, ça fait vendeur de voiture… J'y ajoute alors un K. Kargus Consultant est né.

Dépoussiérage au RPR

Mon téléphone sonne. Un ami à l'autre bout du fil : « Thierry, je vais avoir besoin de tes services. Comme tu le sais peut-être, on a un nouveau patron, une patronne plutôt. »

Le garçon qui m'appelle se nomme Cédric. Son père a été gaulliste de la première heure et a fait toute la guerre dans la 2[e] DB.

« Michelle Alliot-Marie et tout le parti déménagent dans de nouveaux locaux situés dans le 7° arrondissement. Elle va occuper l'ancien bureau de Pasqua. On aimerait bien un petit dépoussiérage avant, si tu vois ce que je veux dire… On ne sait pas ce qu'il peut y avoir dans les murs », dit-il en rigolant.

J'appelle immédiatement mon mister Q pour qu'il me retrouve devant le nouveau siège du parti gaulliste, boulevard de la Tour-Maubourg. Mister Q arrive à notre rendez-vous avec ses malles de matériel et siffle d'admiration devant le grand hôtel particulier, nouveau siège du parti.

Cédric vient nous accueillir avant de nous faire faire le tour du propriétaire. « Les bureaux et la salle de réunion se trouvent à l'étage, suivez-moi », dit-il après une volé de marches avant de nous ouvrir une porte : « c'est ici. »

Le bureau est immense et tout en style louis XVI, avec des dorures et des moulures un peu partout. J'inspecte des yeux les volumes. « Il faut que ça soit discret. Ce n'est pas la peine que tout le monde soit au courant », me prévient Cédric en ouvrant les portes les unes après les autres. Il y a de quoi cacher toutes sortes de micros. Je regarde ma montre. Il est 21 heures et le siège se vide depuis peu. Une fois les derniers salariés rentrés chez eux, nus posons nos mallettes de matériel sur le bureau Un dépoussiérage, dans notre jargon, c'est une recherche de système d'écoutes clandestin.

Longue, fastidieuse et très technique, l'opération suppose l'utilisation de différents types de matériel. Les manipuler demande un grand savoir-faire que Joseph maîtrise parfaitement. Nous nous répartissons les tâches. Il y a près d'une dizaine de bureaux à vérifier. Je m'attaque au plus simple, à savoir les plinthes, les tableaux, tout ce qui peut cacher un micro, en commençant à démonter tout ce qui peut l'être.

La première partie du dépoussiérage achevée — la traque de micro HF à l’aide de scanners —, nous passons à la détection de capteurs d’ambiance, puis à la vérification des lignes téléphoniques, afin de trouver les dérivations, et, en toute fin, à la recherche de capteurs spécialisés pour repérer toute source infrarouge et laser.

La technologie a tout miniaturisé. Un micro commandé à distance tient désormais dans une boîte d’allumettes. Nous en avons trouvé à la faveur d’un dépoussiérage précédent, scotché directement sous la table de réunion. Celui qui l’avait posé, un cadre du groupe, l’actionnait à chaque conférence sans que personne ne s’en aperçoive.

Pour les détecter, nous disposons d’un analyseur de spectre qui couvre toute une gamme de fréquences. S’il trouve quelque chose, cela s’affiche sur l’écran. L’analyseur de ligne téléphonique nous permet de savoir si un micro est connecté avec une bretelle à la ligne. Les murs, eux, sont inspectés au moyen d’une poêle à frire électronique capable de détecter toute onde suspecte. Joseph s’attaque ensuite aux « araignées » téléphonique. D’une main experte, il trie dans l’amas de fils du système démonté, avant de le remettre en place. « Il n’y a rien. L’analyseur de lignes téléphoniques n’a rien trouvé. »

Je m’agenouille au niveau des accès et commence à décoller la moquette afin de vérifier s’il n’y aurait pas de micros filaires en dessous. Les micros sont de différents types. Il y a par exemple les micros dormants, petits cubes de plastique qui ne se déclenchent à distance que lorsqu’on en a besoin. Munis d’une petite pile, ils peuvent dormir des semaines, jusqu’à épuisement de ladite pile. C’est ceux que l’on trouve le plus fréquemment scotchés sous une table ou derrière un tableau.

Après cinq heures de recherches minutieuses du sol au plafond dans chacune des pièces concernées je suis catégorique : les locaux sont propres. Il n’y a rien à craindre.

Mission terminée.

L’imagination au pouvoir

En écoutant les patrons français que je rencontre et qui souhaite faire appel à mes services, je mesure le retard abyssal des entreprises en matière de sûreté. Anticiper les problèmes n’est pas dans leur culture. Ils peinent à devancer les risques.

J’essaie d’expliquer aux dirigeants d’entreprises que cela n’arrive pas qu’aux autres. Souvent frileux, ces derniers n’imaginaient pas le pire. Et cette attitude les perdra. Les gens appellent une fois que la catastrophe est arrivée, une fois que l’information a été volée. Je nomme cela le facteur humain. Je dois m’y habituer.

J’essaie d’expliquer aux dirigeants d’entreprises que cela n’arrive pas qu’aux autres. Souvent frileux, ces derniers n’imaginent pas le pire. Et cette attitude les perdra. Les gens appellent une fois que la catastrophe est arrivée, une fois que l’information a été volée. Je nomme cela le facteur humain. Je dois m’y habituer.

Je ne suis pas le seul à noter le manque d’anticipation des Français ; c’est même devenu leur marque de fabrique. Les assureurs internationaux le savent, et nous classent deuxième dans le top 10 des nations les plus exposées aux enlèvements, derrière les chinois.

Les raisons de notre « attractivité » pour les kidnappeurs internationaux résultent de trois facteurs. D’abord, nombre de nos entreprises sont installées à l’étranger, avec un pourcentage important d’expatriés ; ensuite, nous avons beaucoup de travailleurs humanitaires dans les zones de conflit ; mais surtout, et sans caricaturer, les Français sont soit trop téméraires, soit très candides, avec une propension à ne pas prendre au sérieux les règles de sécurité les plus élémentaires. C’est notre point faible, notre talon d’Achille.

Tout le contraire de la mentalité des Anglo-saxons. Chez eux, pas de bravacherie. Tous leurs expatriés, familles comprises, vivent dans des *compounds* sécurisés, dont ils ne sortent pas pendant des mois. Ce qui les

positionne bien loin dans le classement, autour de la vingtième place pour les pays comme la Nouvelle-Zélande ou l'Australie par exemple.

En général, le premier coup de téléphone d'un responsable d'une société débouche sur un audit. Les entreprises françaises découvrent alors avec stupéfaction les risques du vol d'informations. Ces vols sont difficilement quantifiables, financièrement, pour une entreprise moyenne. Mais il n'est jamais agréable de savoir que son entreprise est ouverte à tous les vents.

La meilleure façon de prouver aux dirigeants qui m'appellent que leur société est vulnérable consiste à lui faire subir un test de pénétrabilité. En clair : entrer sans ce que le patron imagine impénétrable.

Les tests de pénétrabilité sont ma partie préférée. Là aussi, l'imagination est primordiale : je dois envisager toute les possibilités, même les plus improbables. Tout repose sur le bon sens et le culot. Comme un caméléon, je me règle sue ce que j'observe de la société. Je commence par effectuer une première reconnaissance des lieux. Les murs des immeubles voisins montent-ils jusqu'à une fenêtre de la cible ? Y a-t-il un accès au toit ? De combien de points d'accès dispose le bâtiment ? Les portes sont-elles blindées ? Y a-t-il des gardiens, des caméras ? Quel type de contrôle d'accès ? Comment fonctionne le système d'alarme ? Je garde tout cela dans un coin de ma tête.

Une fois trouvé le meilleur poste d'observation, je scrute les allées et venues des salariés, la vie dans le quartier, je prends des photos, puis je note les horaires de relève des gardiens, du ménage, des poubelles… Qui ? Quoi ? Comment ? Voilà les questions incontournables.

Les scénarios les plus simples sont souvent les meilleurs. Toujours se mettre dans la peau du voleur et se fondre dans le mouvement. Le temps de ma mission, je redeviens passe-partout et rentre dans un endroit sans que personne ne se rappelle de moi. Je dois être impossible à décrire. Juste un type comme il y en a des milliers dans toutes les sociétés du monde – le type du bureau d'à côté dont on ne sait pas vraiment ce qu'il fait. Monsieur « Courant d'air ». Ma tenue préférée.

J'arrive en bras de chemise devant la porte vitrée en expliquant au personnel d'accueil que j'ai oublié mon badge, resté accroché à ma veste au bureau, et que je suis sorti fumer, tout en mimant le froid qui s'infiltre dans mes os. Les personnes à l'accueil ne restent pas indifférentes. Je peux lire dans les yeux : « On ne peut pas laisser las gars en manches de chemises dehors, en plein hiver. » La porte s'ouvre alors, et je rentre.

D'autres jours, je deviens l'expert en matière radioélectrique. J'adore ce rôle. Je me transforme en « gars qui mesure la pollution électromagnétique ». Cela ne veut rien dire, mais ça marche toujours. L'idée de cette couverture m'est venue quand j'ai remarqué qu'au travail, les femmes ont souvent mal à la tête. La raison en est simple : c'est à cause des ondes radioélectriques qui saturent l'air ! Et on a toujours peur de ce qu'on ne voit pas.

Je me présente en général à l'accueil en urgence comme « expert ». Aux jeunes femmes, je demande si elles ont mal à la tête. Recueillant au moins une réponse affirmative, j'explique très doctement que cela tient aux ondes, « très puissantes dans leur secteur ». je sors alors un appareil que m'a bricolé mister Q. Le boîtier est constitué d'un ensemble rectangulaire en plastique, avec un ventilateur interne pour faire du bruit, quelques lumières, ainsi qu'un voltmètre.

Mon air le plus sérieux plaqué au visage, je me balade dans les couloirs avec mon appareil brandi tel un compteur Geiger, notant la nocivité d'ondes invisibles – y compris pour moi-même ! Parfois on m'accompagne, mais en général on me laisse déambuler tranquillement. Personne n'a envie d'avoir encore plus mal à la tête !

Je mets ainsi mon imagination comme mon bon sens au service des entreprises, non sans constater que leur plus grande vulnérabilité, n'est autre que… l'humain.

« J’ai rendez-vous avec Monsieur P… »

« Thierry, nous voulons que tu vérifies, par des tests de pénétrabilité, les contrôles d’accès d’un de nos clients, peux-tu venir me voir ? » La personne au téléphone est membre d’un cabinet d’intelligence économique, qui a été elle-même contactée par le responsable sécurité d’un gros équipementier urbain de France, l’exemple typique de la société familiale qui, par son savoir-faire, s’est implantée dans le monde entier. L’entreprise est particulièrement sous le feu des projecteurs cette année, car le groupe met en place un projet d’envergure, avec la mairie de Paris.

Nous convenons d’un rendez-vous. Le mandaté m’explique : « Sur ordre de la direction, nous aimerions effectuer des contrôles sur nos trois sites. » Toujours se poser la même question : quelle est la faille que pourrait exploiter un terroriste ou un concurrent pour mettre l’entreprise à mal ?

Les sites sont situés dans les Yvelines, notamment à Plaisir. Je commence par là.

Posés en plein milieu de plusieurs hectares de terrain, d’immenses bureaux semblent entourés par la verdure. L’endroit dégage calme et sérénité. Avec mon dictaphone, je commence à faire le tour du site en relevant tout ce que je vois, tout ce qui peut m’être utile : « La sécurisation du site a quelques faiblesses… la périmètrie du site ne possède pas de barrières et est très perméable… » J’observe les visiteurs qui arrivent. Sortent-ils un badge ? Quelles sont les procédures avec les véhicules ? Il me faut aussi observer la sortie de poubelles tôt le matin, les horaires du service de nettoyage… Je viens donc le matin, tard le soir et entre midi et deux. Une bonne reconnaissance dure deux à trois jours.

Le soir, je réécoute mes observations en vue de l’intrusion. Il y a qu’un obstacle : c’est le poste de garde qui filtre les voitures.

Je vais utiliser Paul, un ami journaliste, pour entrer sur le site. Il se saisit des derniers projets du groupe sous le feu des projecteurs. « Toutes les entreprises aiment qu’on parle d’elles, comment elles sont tellement utiles au monde,

comment elles apportent du bien-être et du bonheur… » La flatterie. Une excellente technique d'approche.

Paul enfonce le clou. « Ils sont très fiers de cette réalisation. Ils auront envie de communiquer sur le sujet…

- Tu ferais le cheval de Troie ? » lui-demandé-je.

Il acquiesce. « Ça m'intéresse de voir comment tu procèdes. »

Quelques jours avant l'intrusion, Paul appelle la direction de la communication pour prendre rendez-vous en vue d'une interview avec le responsable du projet qui fait l'actualité. Je l'écoute : « Voilà, notre magazine voudrait faire un long reportage… » Paul leur vend sa salade, puis raccroche. « Rendez-vous dans trois jours. »

Le jour venu, nous partons, Paul et moi, en direction de Plaisir. Je conduis la voiture. Paul est entré dans le rôle. Au poste de contrôle, il confirme au gardien qu'il est attendu pour un entretien. Le gardien vérifie son identité, mais pas la mienne. La barrière de sécurité se lève.

Nous sommes dans la place. Paul me fait un clin d'œil et me demande : « Combien de temps je dois tenir ? » Je regarde ma montre. « Donne-moi une heure. » – Alors bonne chance ! » dit-il en se dirigeant vers l'intérieur du bâtiment.

Je suis seul. Je sors de la voiture et me dirige à mon tour vers le bâtiment central. Le regard franc, le sourire aux lèvres et le costume me donnent une imperméabilité aux situations.

Les employés arrivent. Il règne une ambiance conviviale. J'affiche un sourire de circonstance et, l'air de rien, me mets dans les pas d'une jeune femme blonde. Pour jouer au mieux mon rôle, je me suis collé une boîte en carton sous le bras, de type « je bosse ici ».

Une fois les portes vitrées passées, je me dirige l'air grave dans les couloirs, le téléphone à la main, conversant avec un interlocuteur fantôme. Nul n'ose m'interrompre, ce qui me permet de m'enfoncer dans le bâtiment sans que personne ne m'arrête.

Tout en parlant tout seul dans mon appareil, je commence discrètement à prendre des photos. La direction m'a désigné plusieurs endroits où coller une gommette en guise de preuve de mon passage.

Au détour d'un couloir, j'avise un tableau accroché au mur. C'est le tableau des clés de tout l'étage. Un bref instant, j'hésite. C'est très tentant de prendre toutes les clés pour les déposer comme autant de trophées sur le bureau du patron. Mais non. Une photo suffira.

Je continue de me balader dans les couloirs, toujours avec mon faux carton d'archives sous le bras, le téléphone dans une main, quand j'arrive à l'étage de la direction. Je jette un œil à droite, à gauche, et clac, je prends en photo le directeur du site assis à son bureau. J'ai un de mes trophées. Ma récolte est presque terminée. Je dois prendre une photo et déposer un autocollant dans un bureau stratégique. Mais il est fermé à clé… Par la paroi vitrée, je vois que la pièce communique avec le bureau voisin par une porte. Je m'approche de la jeune femme qui l'occupe et annonce, sans ma démonter : « J'ai rendez-vous avec monsieur… » Je laisse ma phrase en suspens. La jeune femme la complète : « Monsieur P… ? » J'acquiesce. « Je dois l'attendre dans son bureau. » Avec un grand sourire, la jeune femme me laisse passer. Une fois dans le

bureau, je colle tranquillement mon sticker et repars en prétextant que je cherche la machine à café.

Je regarde ma montre. Cela fait une heure que je fais le zigoto, à parler tout seul au téléphone et à prendre des photos. Il est temps d'aller rejoindre Paul.

Dans le petit salon de réception dédiée aux invités, Paul est en pleine conversation avec le responsable de la communication. Je lui fais signe que j'ai fini tout en tapant dans la corbeille de croissants.

Quelques jours plus tard, mon rapport terminé, j'ai rendez-vous avec la responsable de la sécurité, qui m'attend dans son bureau. Je lui tends le compte rendu écrit de mes pérégrinations. Et ce qu'elle lit ne lui fait visiblement pas plaisir. Une fois le choc encaissé, je l'accompagne décoller une à une les gommettes en lui détaillant les différentes faiblesses du site et ce qu'il faudrait renforcer.

Une intrusion « commandée » peut devenir très vite humiliante pour l'entreprise. En effet, mon passage met au jour toutes les faiblesses du système… Mais cela prouve aussi que j'ai fait ce qu'on me demandait. Et, n'en déplaise aux chefs de la sécurité, que je fais bien.

Toutes les procédures seront mises en place pour combler les failles de sécurité. À mon départ, l'entreprise est exemplaire.

Entrer partout

Les intrusions s'enchaînent, mais ne se ressemblent pas. Peu de temps après, c'est l'un des plus gros groupes d'assurances français, réparti sur cinq sites majeurs, qui me contacte. Le responsable de la sécurité interne me demande d'y effectuer des tests d'intrusion, de jour comme de nuit. J'accepte la mission. Le siège du groupe se trouve sur les Grands Boulevards. C'est un quartier d'affaires où voisinent bureaux, banques, grands hôtels, et quelques appartements privés. La petite délinquance y est faible et, hormis quelques vols d'ordinateurs dans les bureaux, des dégradations de véhicules et quelques vols à la tire aux dépens de touristes, la criminalité générale reste basse par rapport à d'autres arrondissements.

Tôt le matin, je me rends sur place. Toujours selon mon modus operandi habituel.

Arrivé en même temps que les employés afin d'observer les allées et venus au niveau de l'accès, il me faut prendre note de tout. Chaque détail est important. Je me place ainsi derrière une employée en lui emboîtant le pas et entre dans le hall. Il n'y a aucun gardien, juste un desk où l'on demande des renseignements. Je ne m'y arrête pas et bifurque sur ma droite pour prendre le grand escalier.

Tranquillement, j'en monte les marches, mon téléphone collé à l'oreille. Au sixième étage, j'avise une grande porte vitrée où est inscrit « Département finances ». La porte est fermée et ne s'ouvre que par la lecture d'un badge ou par une identification par interphone. Je regarde autour de moi. Il y a une jeune femme non loin. Je lui fais mon plus grand sourire en lui expliquant que je vérifie les issues de secours, tout en lui désignant le faux badge que je me suis fabriqué en qualité de « visiteur ». Elle tend son badge vers le lecteur et m'ouvre la porte. Tout en la remerciant, je colle mon premier autocollant de la journée.

Après les finances, je me remémore le plan du site. Les ascenseurs ne fonctionnant que par le badge, je suis condamné à utiliser les escaliers. Sauf que

la porte pour y accéder nécessite aussi un badge. Je m'en approche. C'est un système simple, crochetable facilement. Je sors ma carte magnétique spéciale. C'est une carte de laverie automatique que j'ai découpée spécialement. Elle me sert pour crocheter ce type de système. Tout en l'introduisant, je prends des photos, afin d'étoffer le dossier que je vais rendre.

Arrivé au cinquième étage, je me dirige vers la salle du conseil. Celle-ci fait partie des objectifs. Or elle est ouverte. Une fois à l'intérieur, je colle plusieurs autocollants au niveau des prises électriques et téléphoniques. L'idée est de faire comprendre qu'une personne aurait pu placer à sa guise un micro clandestin.

Le gros morceau demeure généralement le bureau du patron. En effet, sur tous les sites, il y a toujours une ou deux assistantes qui campent non loin, telles des sentinelles. Celle dont je m'approche est toute pimpante dans son ensemble rose.

Parvenu à sa hauteur, je lui pose la question fatale : « Est-ce que vous n'auriez pas mal à la tête ? » Elle me regarde sans bien comprendre. Je sors alors mon subterfuge favori : « je suis là afin d'effectuer des mesures radioélectriques dans tout le bâtiment… »

L'une d'elles finit par m'ouvrir le bureau, tout en restant non loin de moi, mais pas suffisamment près pour voir ce que je fais. Je peux donc bricoler les prises et y glisser un micro clandestin : il me faut entre cinq et dix minutes pour en installer un, et une seconde pour déposer sur le bureau une clé USB piégée.

Cette mission est un succès et confirme ce que je supposais depuis un certain temps : je peux entrer partout. Absolument partout.

L'intelligence économique, un monde flottant

Les affaires s'accumulent et sortent au rythme d'un métronome : pas une année sans que soient dévoilées sur la place publiques des « affaires » qu'on peut considérer comme des loupés de l'intelligence économique. Le milieu ne s'en trouve pas grandi. Il y a les vraies barbouzes et les imposteurs. Ils sont légion à trafiquer leur CV à tout-va : plus c'est gros, plus ça passe.

Ainsi, de simples gendarmes deviennent par la magie d'un ordinateur d'un ordinateur *GIGN boys* ayant participé à des actions plus dangereuses les unes que les autres. Un obscur gratte-papier passé dans un ministère se transforme comme par magie en agent secret des services de renseignements. J'ai parfois l'impression d'être dans le film de Claude Zidi *La Totale*, où tout le monde parle à demi-mot en utilisant plein de sous-entendus.

Certains de ces « charlatans » reviennent régulièrement sur le devant de la scène. L'un d'eux, simple quidam ayant fait son service militaire dans la marine, est allé jusqu'à s'inviter un passé d'analyste ; il est devenu, par la « grâce » du 11 septembre, un expert des services secrets reconnu, s'affichant sur les écrans de télévision, distillant doctement se « science » de la peur et de l'angoisse.

Un ancien colonel de la DGSE m'avouera plus tard que le dossier de l'imposteur était sur son bureau. Je lui ai demandé : « Mais pourquoi ne dites-vous pas que c'est un abruti ? » Il a haussé les épaules, l'air fataliste : « Vous connaissez la phrase de Lénine sur les idiots utiles ? Quelque part, on en a besoin, ils font du vent. »

Il faut dire que le marché est devenue juteux, avec près de 100 millions d'euros rien qu'en France, que moins d'une dizaine de sociétés se partagent.

Toutes les questions que se posent légitimement les entreprises aujourd'hui – Comment savoir si vos associés ne travaillent pas pour la concurrence ? Qui vole dans la caisse ? Les syndicats sont-ils indépendants ? Leurs responsables ne sont-ils pas payés en sous-main ? Quelles sont ces associations écologistes qui déstabilisent l'entreprise ? D'où tirent-elles leurs infos ? Les sous-traitants

sont-ils fiables ? – doivent trouver une réponse. Et cela a un coût. Il est tentant de noircir le tableau – voire d'affabuler – pour toucher plus.

À l'heure de la mondialisation et d'internet, les entreprises sont comme des immeubles de verre : tout y est visible et donc accessible, fragilisant jours après jours les structures. Pour les personnes malhonnêtes du milieu, c'était du pain béni. Vendre de la peur, du dossier fabriqué, la tentation est grande, et certains n'hésitent pas. Un ancien militaire sévit ainsi depuis plusieurs années en vendant des dossiers bidon de détournement de fonds, de réseaux pédophiles ou d'affaires de terrorisme – sa spécialité. Il a ainsi intoxiqué des dizaines d'entreprises, réussissant même à faire croire ses histoires à un ancien du service Action, qui a une boîte ayant pignon sur rue !

Il n'empêche que, malgré les canards boiteux, les entreprises découvrent soudain l'étendue des possibilités qu'il y a à utiliser des gens comme nous. L'information et le nerf de la guerre : savoir ce que font ceux d'en face est une curiosité vieille comme le monde, et la technologie a changé les choses. Il est plus facile d'aller voler de l'information sur un ordinateur que de rentrer dans un bureau. Le hacking est la nouvelle arme et les gadgets pullulent.

Prenons l'exemple de l'affaire Besancenot. En novembre 2006, le leader trotskiste, alors candidat à la présidentielle pour la ligue communiste révolutionnaire (LCR), passe au Grand Journal de Canal+. Se référant à un rapport d'Amnesty International, le jeune politique s'en prend au Taser, pistolet à impulsion électrique devant prochainement équiper la police française. Il avance un argument fort : l'arme aurait déjà fait une centaine de morts aux États-Unis. Il réitère en juin 2007 son attaque, affirmant sur son blog : « Dans le meilleur des cas, il y a des doutes. Dabs le pire peut tuer. » Le patron de Taser France contacte alors un cabinet de détectives. Ce dernier sous-traite l'histoire en sollicitant les services d'une officine composée d'anciens policiers.

Une large palette de renseignements sera ainsi collectée sur Olivier Besancenot et sa compagne : leurs différents numéros de compte bancaires, obtenus grâce à un officier de PJ ayant accès au fichier Ficoba (Fichier national des comptes bancaires et assimilés), mais aussi le solde desdits comptes, obtenus quant à eux par un policier détaché auprès du Crédit Lyonnais, ainsi que l'immatriculation de leur véhicule par un brigadier major du commissariat de Mantes-la-Jolie ayant accès au fichier national des automobiles (FNA) ; et, pour finir, leur adresse fiscale fournie par un agent des impôts, les relevés cadastraux de leur appartement, l'adresse de l'école maternelle de leur fils, ainsi que des renseignements étonnamment précis sur leurs habitudes.

Olivier Besancenot a porté l'affaire devant les tribunaux. L'instruction révèle un système où ex-flics et policiers en activité divulguent des renseignements protégés à des officines privées. Di Zazzo, le patron de Taser, a rejeté la responsabilité sur le détective qui aurait « fait du zèle » et outrepassé ses demandes. Ce dernier a démenti formellement et assuré avoir reçu des pressions de Di Zazzo pour pousser toujours plus loin ses investigations. Ce dernier a été condamné à 15 mois de prison avec sursis et à 10 000 euros d'amende. Sa peine sera confirmée en appel, et il s'est pourvu en cassation.

Concernant les autres protagonistes de l'affaire, des peines allant de deux mois avec sursis à un an avec sursis ont été prononcées à leur encontre.

Dans cette histoire, tout a été illégal. Une information « noire » a un coût souvent élevé et aucun enquêteur ne prendrait le risque de chercher une information sensible gratuitement…

On appelle ça la « tricoche ».

La presse est friande de ce genre d'affaire, elle les relaie avec délectation et utilise le terme de « barbouze » à tout bout de champ. À cette époque, elle en voit partout. Le moindre obscur militaire ou flic passé dans le privé devient une barbouze. Dans ce domaine, la France accuse un retard considérable par rapport aux Anglo-Saxons.

Une guerre aux multiples visages

« Nous ne quitterons pas l'usine. » Je regarde sur l'écran les ouvriers en train de clamer haut et fort leur détermination. Derrière eux, on aperçoit leur patron, retenu depuis trois jours. Son air las, sa chemise froissée montrent ce qu'il endure.

Les séquestrations de patrons se multiplient ces dernières années. La crise et la mondialisation accélèrent les licenciements massifs. Les chefs d'entreprise français découvrent que les employés peuvent aussi ne pas être contents et se retourner contre eux.

J'ai eu cette conversation des dizaines de fois avec un ami travaillant dans la gestion des crises sociales : « Tu te souviens ce dont nous avons parlé ? Tu pourrais faire quelque chose, avec ton expérience. » J'ai en effet suivi, dans le cadre de mes différentes formations, une « préparation à l'emprisonnement, savoir survivre dans un endroit clos ». Nous évoquons combien les patrons sont fragiles par rapport à ce genre de situation. « Je te prépare quelque chose là-dessus », dis-je en raccrochant. Je réfléchis donc à une formule plus… adaptée aux patrons. Une sorte de sensibilisation à la séquestration, de formation pour savoir maîtriser son stress et ses angoisses en cas d'emprisonnement.

Les séquestrations se passent généralement dans l'entreprise, et la France en a vécu plus d'une dizaine ces vingt dernières années.

Elles se déroulent toujours dans les locaux, notamment les salles de réunion. Une vidéo réalisée par Philippe Poutou, leader du Nouveau Parti anticapitaliste, explique même « comment séquestrer son patron ». On y voit Poutou énoncer doctement le déroulé d'une séquestration, les avantages, les risques et les conséquences.

En une semaine, je concocte une petite bible prête à l'emploi. Le jour venu, dans une grande salle, Philippe, qui travaille à mes côtés sur ce dossier, a rassemblé face à moi des responsables de PME, mais aussi de grands groupes issus de l'agroalimentaire. Je les sens tous avides de connaître, de comprendre ce qui risque de leur arriver. Les réponses à leurs questions sont souvent simples et pleines de bon sens. Je leur explique qu'il faut avant toute chose

penser à mettre en place une cellule de crise, afin de faire face aux mouvements sociaux à venir : « Toujours anticiper.»

L'idée est de préparer des documents, de constituer une bibliothèque répertoriant les actes réflexes lors de différents événements qui pourront survenir au sein de l'entreprise : suicide d'un salarié, dans l'entreprise ou à l'extérieur ; manifestation et blocage de l'usine ; séquestration de dirigeants à l'intérieur de l'entreprise et au domicile ; violence dans l'entreprise entre salariés, entre grévistes et non-grévistes.

Le sujet est d'autant plus d'actualité qu'une vague de suicides touche actuellement France télécom, nouvellement Orange depuis le début de l'année.

Très vite, nous entrons dans le vif du sujet. J'explique : « Vous devez toujours avoir l'aspect d'un patron. » Et de pointer du doigt que la perte d'estime de soi-même passe souvent par le fait de se sentir sale, mal rasé, avec une chemise défraîchie. « Si vous vous sentez le patron en toute circonstance, alors ceux d'en face le ressentent aussi. Vous devez toujours avoir une trousse de toilette dans le bureau avec des chemises propres et des sous-vêtements de rechange. » En effet, une séquestration peut durer plus de quarante-huit heures.

J'explique que, lorsqu'ils se présenteront devant des syndicalistes ou des caméras, ils devront montrer un visage de patron : « Pas du pauvre gars mal rasé qui a été maltraité pendant deux jours, le regard hagard. »
Puis j'embraye sur la loi : « Sachez que tout document signé pendant ce type d'épreuve n'est pas valable. Si vous êtes malmené verbalement, vous ne répondez pas, pour ne pas accentuer la menace. Il vous faut rester ferme, vous rester le patron. Mais si cela devient violent, vous vous mettez dans un coin et vous n'offrez aucune prise, pour ne pas tendre la situation. Pas d'arrogance. Il vous faut avaler votre fierté. »

C'est alors qu'un responsable au premier rang maugrée : « J'y arriverai pas. S'il y en a un qui me triture les oreilles ou qui me caresse les cheveux, je lui mets mon poing dans la gueule. »

Je souris. « Mauvaise réaction ! Ça ne ferait qu'aggraver la situation. Rappelez-vous qu'ils sont en train de tout perdre : leur job, leur vie de famille… Ils ne savent pas de quoi sera fait leur avenir. Donc ils n'ont plus rien à perdre. »

Puis je continue : « On vous demande de tenir quarante-huit heures. Après ça, vous utiliserez votre joker ! » Je vois dans le regard de mes interlocuteurs une lueur d'intérêt accru. Je leur explique alors qu'ils doivent toujours avoir avec eux des cachets d'aspirine. « Dès que vous sentez que ça ne va plus, que vous voulez que ça s'arrête, vous sucez le cachet : ça va faire de la bave, et vous tombez par terre. »

Les patrons me regardent, les yeux écarquillés. Certains sourient. Je sens que mes propos touchent la cible. « Immédiatement, le personnel d'encadrement dramatisera en disant qu'il faut appeler les pompiers d'urgence, que vous venez de faire un malaise, que vous êtes épileptique ou que sais-je encore… »

L'un d'eux m'interrompt : « C'est bien beau, tout ça, mais s'ils ne veulent pas nous laisser sortir ?

- Je peux vous assurer que personne chez les séquestreurs ne prendra le risque que vous mourriez. Il y a peut-être des journalistes dehors. »

Il hoche la tête, visiblement convaincu.

C'est maintenant que Luc, mon spécialiste en crises sociales, entre en scène. Nous organisons des jeux de rôle, chaque dirigeant jouant tour à tour le

syndicaliste, le cadre séquestré, etc. Le cachet d'aspirine dans la bouche est toujours un grand moment.

J'enchaîne avec d'autres conseils pratiques : « Ayez toujours une plante verte assez grande dans votre bureau. Si vous êtes pris par un besoin pressant, vous n'aurez pas à subir l'humiliation de devoir demander l'autorisation d'aller aux toilettes, ni à vous tortiller sur place parce qu'ils auront décidé de vous faire attendre. »

Une responsable de communication assise au premier rang me regarde d'un air pincé : « Et comment fait-on quand on est une femme ? » C'est Luc qui répond : « Bien que Jean-Paul Sartre ait dit : « Lorsqu'un cadre doit demander à un ouvrier l'autorisation d'aller aux toilettes, c'est une victoire pour la révolution », les séquestrations d'aujourd'hui sont moins violentes que dans les années 1970. Si vous êtes une femme, vous pouvez exiger des égards, qui vous seront accordés, car les grévistes pourraient voir l'opinion publique se retourner contre eux s'ils commettaient des actes sexistes. »

Après une session de questions-réponses, la formation s'achève. Luc et moi sommes satisfaits ; les responsables présents ont l'air content.

*

* *

Peu de temps après, nous sommes envoyés dans l'est de la France par la direction d'une multinationale qui prépare une importante réduction d'effectifs dans l'une de ses usines. Nous devons, en toute discrétion, étudier les solutions possibles pour installer la cellule de crise dans un local adapté, prévoir l'équipement en informatique et en transmission, la sécurité de ses accès, mais aussi tout ce qui serait nécessaire pour « durer » en cas de conflit aigu : coin repos avec restauration, téléviseur et radio pour capter les médias qui couvriront le conflit, plan de masse et dossier photo de l'ensemble du site. Nous nous attachons à identifier les itinéraires que des grévistes pourraient emprunter depuis les locaux syndicaux ou les ateliers réputés « sensibles » pour rejoindre le bâtiment de la direction, afin d'anticiper une tentative de séquestration. Nos repérages nous mènent jusqu'aux abords de la villa où habitent le directeur et sa famille, les différents itinéraires de chez lui jusqu'à l'usine et leurs points les plus sensibles. Puis, par groupes de quinze, dans les salons feutrés d'un hôtel voisin, nous dispensons une formation à la gestion de conflits aux quatre-vingts principaux cadres de l'usine.

Finalement, ce méticuleux travail de préparation ne servira pas. Luc a conduit un discret travail de renseignement sur les équipes syndicales et leurs leaders, sur leurs objectifs et leur fonctionnement interne, mais aussi sur les principales personnalités politiques locales, qui ne manqueraient pas de s'inviter dans un conflit social important. Il en ressort un plan de communication et de lobbying qui intègre des actions de soutien au développement économique du territoire, s'insérant – comme par hasard – dans les projets des autorités locales. De quoi les dissuader de s'opposer frontalement aux décisions de la multinationale.

Toute situation de crise met en jeu des acteurs directs et indirects. Les premiers sont trop impliqués pour pouvoir trouver par eux-mêmes une issue au conflit qui les oppose. Il faut savoir toucher le deuxième cercle d'acteurs, capable de faire passer des messages et de promouvoir des solutions de rechange. Notre travail de « démineur social » va jusque-là.

Cependant, ce travail ne sera pas perdu. La direction du groupe multinational, convaincue des bienfaits de l'anticipation, adopte peu de temps après un programme de formation systématique des directions de ses vingt-cinq établissements français.

EDF, l'entreprise préférée des Français

Kargus commence à se faire une bonne réputation auprès des entreprises françaises. Du coup, la boîte se porte bien.

« Thierry Lorho ? Bonjour, je suis Pierre-Paul François, l'un des responsables de la sécurité d'EDF. J'ai entendu dire le plus grand bien de vous et j'aurais besoin de vous et j'aurais besoin de vos services afin d'effectuer un audit sur un de nos sites ».

Le site en question fait partie du RTE, le réseau de transport de l'électricité qui permet de transporter et de distribuer l'énergie en France et dans une partie de l'Europe. Ce que le public ne sait pas, c'est que le RTE alimente, en plus de la France, le sud de l'Angleterre et d'autres pays limitrophes européens.

Le RTE est composé de plusieurs entités réparties dans toute la France. Comme beaucoup de Français, je ne me suis jamais posé la question de savoir comment fonctionne l'alimentation électrique du pays.

Le RTE c'est comme un gros commutateur électrique. Les centres canalisent toute l'électricité envoyée par les centrales, barrages et autres créateurs d'électricité. Là, comme une grosse gare de triage, de gigantesques ordinateurs placés dans une pièce répartissent l'électricité.

Je suis impressionné et effrayé à la fois. Tous mes souvenirs de scénarios d'attaque du temps du 13e RDP remontent à la surface. Nous avons maintes fois étudié les points faibles lors d'une agression grandeur nature d'un pays. Deux choses reviennent toujours : couper l'électricité et l'eau. Je ne peux m'empêcher de demander à Pierre-Paul François : « Vous avez imaginé que les RTE pourraient être attaqués ? » Dans un sourire entendu, il m'explique qu'il y a des sauvegardes externes, aussi appelées *back up* : « Si on attaque, un *back up* se met immédiatement en marche. » L'explication me convainc moyennement.

Nous décidons de nous rendre ensemble dans l'un des centres où se trouve un RTE qui gère une part géographique du pays.

Le bâtiment anodin, se situe dans la proche banlieue de la ville. « Des vols de câbles ont eu lieu, m'explique Pierre-Paul François. On soupçonne des gangs de gens du voyage. C'est un peu leur spécialité, ces dernières années. Le prix du cuivre est en hausse. » Les gangs s'introduisent dans les RTE et sortent les

rouleaux de câbles qui cannibalisent entièrement afin d'en récupérer le cuivre. Il renchérit : « Il faut qu'on fasse quelque chose pour les détournements d'hélicoptères. » Plusieurs hélicoptères privés ont en effet été déroutés ces dernières années afin de faire évader des prisonniers de leur maison d'arrêt. « Je n'ai pas envie qu'on prenne en otages des pilotes du RTE pour aller survoler des prisons », sourit-il, pince-sans-rire.

Pierre-Paul François, en homme prévoyant, me fait faire le tour du site avec lui pour l'audit. Un hélicoptère est en attente, entouré d'entrepôts et de bureaux. Et, comme souvent, la mise en place de mesures simples suffit à rassurer : muscler les contrôles d'accès sur la périmètrie et disposer des caméras bien placées.

Le courant passe bien avec Pierre-Paul François. C'est un flic à l'ancienne, accessible, qui connaît bien la matière humaine. La confiance s'est installée entre nous, et la direction a apprécié les remarques que j'ai formulées, suite à ma visite, sur les faiblesses liées à la sécurité du centre.

Un jour de 2004, Pierre-Paul François le rappelle : « Tu peux venir à Saint-Denis ? Il faut que l'on discute de quelque chose. » Saint-Denis, c'est le siège de la sûreté nucléaire. Un bâtiment moderne près de la tour Mercedes.

Pierre-Paul François a pris du galon et s'occupe maintenant de la sécurité des centrales nucléaires, un sujet totalement secret et tabou. La France est un pays nucléaire. C'est même le pays le plus nucléarisé du monde, avec cinquante-huit centrales disséminées sur le territoire national.

Il me reçoit dans son bureau et m'explique que la sécurité de chaque centrale, « comme partout ailleurs en France, est assurée par quelques gendarmes ». « Ça n'est pas un peu maigre, comme dispositif ? Il n'y a rien d'autre ? »

Je sens que je viens de toucher un point sensible. Les yeux dans les yeux, j'explique : « Les actions commandos comme on les imaginait autrefois n'ont plus cours : observer, pénétrer, poser des explosifs, puis ressortir, cela n'existe plus. Le terrorisme islamique a changé la donne depuis 2001. Il faut que vous compreniez que, maintenant, les terroristes entrent pour ne plus ressortir. Il n'y a pas de retour. »

Pierre-Paul François m'écoute attentivement. Puis il prend la parole. Il revient sur le fait qu'en France les centrales nucléaires n'ont jamais subi d'attaques. Ce qui paraît incroyable quand on sait qu'à cette époque chaque centrale nucléaire était surveillée par … trois gendarmes. Dans ces conditions, la France peut s'estimer chanceuse de n'avoir eu aucun attentat à déplorer. « Néanmoins, je voudrais que tu réfléchisses à des scénarios d'attaques, le les soumettrai à la direction… »

Le soir même, je lance mon imaginaire à l'assaut des centrales nucléaires françaises. Devant mon ordinateur, je me rafraîchis la mémoire en surfant sur quelques sites. L'association « Sortir du nucléaire » a réussi à récupérer un rapport confidentiel sur les risques d'écrasement d'un avion sur une centrale. EDF a mis plusieurs années avant d'accepter que cela puisse arriver.

Depuis 2001, le terrorisme est devenu aérien. Pas un audit de sécurité sans mentionner un avion ou autre objet volant s'écrasant sur l'objectif. Or les gens qui pondent ce type de rapport écrivent sans se rendre compte que la technicité demandée pour ce genre d'opération n'est pas à la portée du premier

« djihadiste » venu. La réalité est bien différente. Un apprenti terroriste va au plus simple.

Mes années passées au service m'ont appris une chose essentielle : toujours se mettre dans la tête de l'adversaire. Devenir, le temps d'une manip', voleur, trafiquant ou terroriste a élargi mon horizon.

Au retour de la visite de la centrale, Pierre-Paul François m'évoque un autre problème, avant de me donner rendez-vous au siège d'EDF à Lyon : « Il faut que je te parle de la sécurité informatique de notre réseau. La direction a une hantise, c'est que quelqu'un s'y introduise. Ce serait un désastre. » Le soir même, j'appelle un ami afin qu'il m'accompagne lors du rendez-vous. Cet ami, c'est un peu mon joker. Il s'appelle Reynald. Il a trente ans et une passion : le « hacking », la sécurité des systèmes.

À l'heure dite, Reynald est devant le siège d'EDF. Je lui explique rapidement ce que j'attends de lui, à savoir faire ce qu'il sait faire le mieux, mais en mieux encore…

Une fois les présentations faites avec Pierre-Paul François, Reynald s'installe dans la salle de réunion devant un ordinateur et commence sa démonstration sous le regard attentif du responsable de la sécurité des centrales nucléaires. Je suis ses doigts qui virevoltent sur le clavier, ouvrant des fenêtres, les refermant. « Je vais entrer dans votre site. » Reynald commente ce qu'il voit ou plutôt ce qu'il sent. Puis il lâche : « Voilà, je suis entré. Je vais prendre le contrôle de l'ordinateur de votre boss… » Reynald a détecté une faille et s'y est engouffré. À l'écran, je peux voir les fichiers défiler. Pierre-Paul François est blême. Je le sens impressionné, et en même temps suffisamment gêné pour vouloir que cela s'arrête.

Reynald continue. Pierre-Paul François coupe court à la démonstration. « Ok, c'est bon, j'ai compris. J'ai vu ce que je voulais voir. Merci. » Je sens bien qu'il en a trop vu. Il sait que si cette démonstration s'ébruite dans l'entreprise, cela va mal se passer.

Il clôt le rendez-vous par un « Je vous rappelle dans une semaine ».

Il tiendra sa promesse.

Surveiller Greenpeace

Assis dans un bar non loin de l'église Saint-Augustin, Pierre-Paul François m'attend, un café devant lui. Il fait beau, c'est l'été, nous nous installons en terrasse. Je suis tout ouïe.

Il attaque direct : « Voilà, on a un problème… » EDF a une obsession, elle s'appelle Greenpeace. L'organisation écologiste est devenue au fil des années sa bête noire. Il est vrai qu'elle ne leur facilite pas leur travail. De la perturbation du transport de déchets nucléaires aux manifestations devant les centrales, jusqu'aux tentatives de pénétration, Greenpeace ne lâche rien et se trouve toujours sue le chemin d'EDF.

Il ajoute, plus bas, comme si on écoutait : « Ils sont si opaques concernant la provenance de leurs fonds et de leurs militants que tu ne peux pas savoir qui tu as réellement derrière. » Je sais de quoi il parle. J'ai travaillé sur l'organisation écologiste. Son encadrement quasi militaire a attiré depuis longtemps l'œil des services.

« Tu ne pourrais pas faire quelques chose avec ton hacker ? » me demande-t-il finalement. Je réponds oui, mais j'ai une autre idée en tête : « Donne-moi les e-mails "cibles" et je vois ce que je peux faire. »

Quelques jours plus tard, Pierre-Paul François me remet une liste d'e-mails. Parallèlement, pour atteindre mon but, il me faut doubler l'opération avec du renseignement humain. C'est ce que je préfère. Le retournement, le « tamponnage » d'une personne au sein d'une organisation. Le lendemain, je commence à lancer mes filets : je me fais passer pour un chercheur préparant la rédaction d'un livre sur Greenpeace et les mouvements écologistes européens. La légende bâtie, il faut la faire vivre. Pour cela, je vais sur les forums de discussion sur le Net afin d'accrocher mon poisson.

La lumière vient d'une vieille connaissance qui travaille en Bretagne. Ami d'enfance, Erwan ne sait rien de mon passage à la DGSE. Or Erwan a un ami, un certain Augustin, qui travaille chez Greenpeace. Je lui demande aussi sec d'organiser un dîner.

Le soir venu, je me rends seul au dîner. Le fameux Augustin a trente-cinq ans, une barbe mal taillée et une anxiété communicative. En le rencontrant, je le sens mal dans sa peau, avec une très grande envie de parler de ce qui le ronge. J'apprends de sa bouche que Greenpeace est traversé par des querelles internes

violentes, des querelles d'ego et de baronnies, et vraisemblablement toute l'ambiance pèse à Augustin.

Après quelques bouteilles, trop heureux de parler, ma « cible » commence à se confier. Cela fait près de dix années qu'il travaille pour l'organisation. Je le sens un peu amer. Aigri. Nos verres bien remplis, je le laisse parler et vider son sac : « J'ai des problèmes avec la présidence de Greenpeace France… » Puis, dans une brume alcoolisée, je lui explique mon projet d'écriture, qui, évidemment, sera grandiose et permettrait de tout dire sur l'organisation et les hommes de Greenpeace. « Tu vois, renchéris-je, j'adorerais pouvoir assister à une intrusion dans une centrale. Ça, ce serait énorme pour mon livre. »

Augustin me regarde fixement. Je me dis qu'il ne croit pas une seconde à mon numéro de charmeur de serpents. De vitreux, son œil s'anime. De sa bouche pâteuse, j'entends : « Je vais t'aider. »

Au fil de nos rencontres, Augustin et moi sommes devenus amis.

Nous nous revoyons à Paris parfois, à Rennes le plus souvent. Il m'alimente en informations d'ambiance sur l'organisation, ainsi que sur les grandes lignes de son action. Il me parle de leur centre de stockage, à Couëron, en Bretagne.

« En fait, c'est un gros terrain près d'une rivière où, avec quelques Zodiac dans un bâtiment, les militants s'entraînent à répéter les gestes à faire lors des actions. On leur montre tout ce qu'ils doivent savoir faire face aux forces de l'ordre. »

Augustin m'explique comment la direction emploie le plus possible de militants européens dans les actions sur le territoire français : « Ça permet de brouiller les pistes face à la police. » En effet, des Allemands, des Espagnols et des italiens ont été arrêtés lors des dernières actions : « Ils ne peuvent pas les garder, la loi étant française, et les agitateurs européens ! »

De son côté, Pierre-Paul François ma fait bien comprendre que l'objectif affiché d'EDF est d'anticiper au maximum les envahissements de centrales : « Tu comprends, ça nous met dans des situations intenables en termes de sécurité. Ce serait bien d'en avoir un des trois sous surveillances… » conclut-il, en me tendant une liste d'e-mails.

Sur le papier, trois noms apparaissent. Celui de Yannick Jadot d'abord, qui est à l'époque directeur des opérations. Puis vient ensuite Yannick Rousselet, chargé des campagnes Greenpeace touchant au nucléaire, et enfin le photographe de Greenpeace, celui qui est de toutes les opérations pour les immortaliser.

Le soir même, je remets à Alain Quiros la liste des e-mails afin qu'il aille fouiner un peu. Depuis maintenant un an, j'utilise ses services. J'ai gardé contact avec le hacker rencontré quelque temps auparavant. Efficace, il entre quasi partout. Pas un ordinateur ne lui résiste.

Je lui suggère de s'intéresser avant tout à la boîte aux lettres électronique de Jadot. C'est lui qui organise les actions contre les centrales nucléaires, avec d'autres activistes européens. Il me semble être le plus au courant de ce qui se passe au sein de Greenpeace.

Quelques jours plus tard, Quiros me remet un CD-ROM : « Tout son ordinateur est là. » Devant mon écran, je visionne le contenu. Des fiches

opérationnelles, des emplois du temps apparaissent sur l'écran. Puis une liste de noms s'affiche. Des noms d'employés et de cadres d'EDF.

Je réfléchis. Peut-être sont-ils des contacts en interne qui renseignent Greenpeace, ou des gens ciblés par l'organisation écologiste en vue d'un « tamponnage » futur. Tout est possible.

Une intrusion de trop

Le soir, de retour chez moi, je mets la télé en bruit de fond en attendant que Véronique, ma nouvelle compagne, arrive.

Le tour de France 2006 vient de s'achever sur la victoire de Floyd Landis. Le commentateur de la compétition explique que « le champion américain a gagné les étapes » et relate sa chevauchée victorieuse. J'écoute d'une oreille distraite la suite du propos : « Un vainqueur qui, aujourd'hui, 27 juillet 2006, vient d'être contrôlé positif à la testostérone après la 17° étape. »

Le lendemain, au cours d'une conférence de presse donnée à Madrid, sa ville de résidence, le coureur cycliste se défend en présence de son avocat : il déclare qu'il n'était pas dopé et qu'il se soumettra à tous les tests imposés par l'Union cycliste internationale. En outre, il redit qu'il a subi six autres tests, tous négatifs, pendant le Tour, et affirme que ses taux de testostérone ont toujours été exceptionnellement élevés, et que cela n'a rien a voir avec le dopage.

L'autre sujet de prédilection des journalistes est l'élection présidentielle de 2007, qui approche. En passant sur une autre chaîne, la voix du présentateur annonce que la campagne électorale pour la présidentiel 2007 a commencé avec l'annonce de la candidature du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkosy, pour l'UMP.

C'est à cette période que je reçois un appel de François Dominguez.

Ancien légionnaire, celui-ci grenouille dans le milieu de l'IE. Grande gueule, il arriverait à vendre des glaces à des Esquimaux. C'est ce qu'on appelle dans le jargon du service un « wannabe », quelqu'un qui aimerait être… Dans son cas, ce serait devenir espion. Il s'en vante auprès des filles, racontant des histoires toutes plus invraisemblables les unes que les autres. Il a le physique du rôle. Grand, présentant bien, son allure est son meilleur passeport.

« Tu peux me mettre en contact avec un bon hacker ? », me demande-t-il sans préambule. Je lui dis que j'en ai un sous la main. Un excellent, qui traite tous mes dossiers. Je me fends d'une mise en garde : « Tu ne lui fais pas faire des conneries, OK ? Il est fragile et n'a pas l'habitude de notre milieu. » Dominique acquiesce, et insiste même pour que je sois là lors de la mise en contact avec Quiros. Ça m'arrange, je préfère être présent pour le contrôler. Et après tout,

Dominguez est un bon enquêteur, même s'il n'a pas la meilleure réputation du monde.

Le jour venu, dans un café non loin du boulevard Haussmann, je fais les présentations, puis je m'éloigne pour passer mes coups de téléphone. Comme nous le faisons toujours, Dominguez remet à Quiros un morceau de papier sur lequel est notée une adresse e-mail avant de nous quitter. Le but est de la « craquer » pour récupérer les informations sur cette personne et pirater son ordinateur.

Quelques jours après, je retrouve Quiros pour faire le point sur nos affaires. Au milieu de la conversation, très fier, il me lâche qu'il a « fait » un labo antidopage : « Celui de Château-Malabry. Tu sais, pour l'histoire du coureur américain, Floyd Landis, le dernier Tour de France… »

J'écoute un peu ahuri et vaguement inquiet. Quiros est intarissable. Il m'explique en détail comment il est entré dans le laboratoire. Je le coupe net : « Je ne vaux pas en savoir plus. Ça n'est pas mon affaire, c'est la tienne et celle de Dominguez. » Je suis un peu énervé. J'ai pris la peine de demander à Dominguez de ne pas mêler Quiros à des dossiers trop chauds. Je crains qu'il ne m'ait pas du tout écouté. Je me reprends : « Tu ne gardes rien de ce que tu fais, OK ? Règle numéro 1 : tu détruis tout ce que tu as… »

Quiros, penaud, hoche la tête comme un gamin pris en faute, avant de me serrer la main et de s'éloigner.

Le labo antidopage ! Qu'est-ce que c'est encore que cette connerie ? Je m'en veux d'avoir mis ces deux-là en contact. Et je suis en colère contre Dominguez pour m'avoir mêlé, malgré moi, à cette histoire que je ne sens pas du tout. J'attrape mon téléphone pour lui donner rendez-vous.

Une heure plus tard, prenant la place de Quiros encore chaude, ce dernier bafouille une vague explication en concluant : « T'inquiète pas. Tout est verrouillé ! »

*

* *

Le mois de novembre est rivé et l'année 2006 se termine dans un mois. Assis à la table de la cuisine, je lis la presse, comme chaque matin. Plus aucun journal ne parle de Floyd Landis et du laboratoire antidopage. En revanche, en France, la campagne électorale a débuté et occupe tous les observateurs.

Mon téléphone sonne et c'est le nom de Dominguez qui s'affiche : « il faut qu'on se voie. C'est urgent. » Le ton est inquiet. « Il s'est passé quelque chose ?

- Je t'expliquerais… Rendez-vous au café habituel. »

Je le retrouve une heure plus tard attablé dans un coin de l'établissement. Ses tics nerveux se sont accentués et plaques rouges lui envahissent les mains. Tout à trac, il me demande : « Est-ce que Quiros est fiable ? On peut avoir confiance en lui ? Il ne parlera pas ?

- Parler de quoi ? » demandé-je soudain, de plus en plus inquiet.

Dominguez continue à se tortiller sur sa chaise : « En fait, mes clients ont merdé ! » Je le regarde, stupéfait. Et de m'expliquer en mangeant ses mots qu'il a donné la matière brute à ses clients : « Ils ont utilisé des extraits entiers de ce que Quiros a hacké sur l'un des ordinateurs du laboratoire antidopage… Des extraits que l'on retrouve maintenant sur Internet… Surtout un article racontant que le directeur du centre antidopage de Châtenay-Malabry a porté plainte contre X au début du mois de novembre 2006… »

Je lis sur son ordinateur un bout de l'article.

« Le 7 novembre 2006, Pierre Bordy, président de l'agence française de lutte contre le dopage, a déposé plainte contre X à l'office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication. Le motif ? Il aurait détecté une intrusion dans le système informatique… » Je regarde Dominguez, furieux. « Mais qu'est-ce que vous avez foutu ? »

Ce que je ne sais pas encore, c'est qu'une société du nom de Firewall Service a procédé à un audit de tout le système informatique du LNDD, le Laboratoire national de détection du dopage. Dans l'article, Pierre Bordry explique que le LNDD a fait l'objet d'une forte médiatisation en juillet dernier, après avoir dénoncé le dépistage positif à la testostérone du coureur cycliste américain Floyd Landis déclaré vainqueur du Tour de France 2006. En octobre soit près de trois mois après le rapport du LNDD dénonçant le dopage, l'un des responsables du centre de Châtenay-Malabry a reçu un e-mail. Un e-mail un peu étrange…Dans ce courrier se trouvait un message de quelques lignes écrit dans un français approximatif affirmant que le laboratoire n'avait pas fait son travail et donc que les résultats concernant Floyd Landis ne pouvaient en aucun cas être crédibles.

Le 8 novembre Caroline Loubet, la secrétaire de Pierre Bordry est entendue par les enquêteurs. Un nom revient souvent. Celui d'Annie Baker l'entraîneur de Landis. Par le plus grand des hasards, des documents confidentiels et qui n'étaient jamais sortis de LNDD se retrouveraient sur son site Internet.

Je m'emporte contre Dominguez et lui dis clairement ce que je pense : que c'est son dossier, qu'il l'a mal géré et que je ne vais pas balayer derrière lui sa merde.

Dominguez parti, hors de moi, j'appelle Quiros pour un tête-à-tête rapide. Je tombe bien, car il est sur le départ. Lui et sa famille vont s'installer dans deux semaines au Maroc, à Casablanca, où il a accepté un poste dans une boîte de sécurité. Il me rejoint sans tarder. Il semble détendu. Pas moi.

J'essaie d'abord d'être positif en lui expliquant qu'EDF, via Pierre-Paul François, souhaiterait continuer l' «abonnement », et donc garder le contact avec lui, puis j'entre dans le vif du sujet : « Dominguez a merdé et des informations que tu as récupérés se retrouvent maintenant sur le Net. » Toujours souriant, il me rassure : « T'inquiète pas. Ils ne peuvent rien trouver ! Impossible de remonter jusqu'à moi. »

Je le regarde, pas totalement rassuré : « Tu ne gardes rien, hein, tu effaces tout, Alain ? C'est la règle numéro1. Pas de traces. » Puis il m'explique combien il est content de quitter le France pour le Maroc, me parle de sa nouvelle vie avec sa famille.

Je me laisse embarquer par son bagout, et, avant de nous séparer, je lui souhaite bon voyage.

On a toujours envie de croire les gens.

Le dossier

La voix dans le combiné ne m'est pas inconnue. Je reconnais un ancien numéro 2 de la direction des opérations. Depuis sa sortie de la « Boîte », il s'est associé avec un colonel de la Légion à la retraite qui a monté un cabinet d'intelligence économique.

Leur spécialité, c'est la défense des intérêts français à l'étranger. Je travaille régulièrement avec eux. Entre anciens de la Boîte », on se comprend, et on collabore facilement.

Un jour mon ancien collègue m'appelle, il veut me voir. Dans leurs bureaux situés avenue de Wagram, il me demande si je peux effectuer une recherche financière sur deux sociétés basées au Luxembourg : « Le client veut savoir si elles sont en bonne santé… » m'explique-t-il en me tendant une feuille.

Le principe de base du métier est de dévoiler le plus tard possible le nom du client. J'acquiesce en prenant le papier qu'il me tend. Dessus se trouvent inscrits deux noms de sociétés : Heine et Eurolux, basées au Luxembourg.

En rentrant au bureau, je me mets en chasse d'un cabinet de détectives au Luxembourg, lequel pourrait déjà déterrer les principales informations financières. L'un de ces cabinets m'a été recommandé par un ami. Quelques jours plus tard, un coup de téléphone de mes détectives luxembourgeois m'apprend que les deux sociétés sont en effet en grande difficulté financière.

« En gros, elles sont proches du dépôt de bilan, me dit mon interlocuteur. Aucune d'entre elles n'a de trésorerie. Au vu des dernières assemblées générales, il y a eu mésentente entre associés, et certains ont vendus leurs parts. »

Le nom des associés ne me dit rien. Il y a un certain Jean-Marie Boivin, et un autre, comptable, du nom de Schmidt.

Je remets le rapport à mon commanditaire, visiblement satisfait, et qui me rappelle quelques jours plus tard. Une fois dans son bureau, il m'en raconte un peu plus : « Le client s'appelle la DCN, la Direction des chantiers navals, gros contrats d'armement en tout genre. La DCN a un nouveau président. Il s'appelle Poimboeuf. Or, depuis qu'il a pris ses nouvelles fonctions, il reçoit des courriers

d'un certain Jean-Marie Boivin qui réclame plusieurs millions de dédommagement. Le problème, c'est que ces courriers, ce Boivin ne les envoie pas uniquement au patron de la DCN. Le président Chirac en a reçu, mais aussi Michèle Alliot-Marie… Bref, il inonde le gouvernement de ses récriminations.

- Que dit-il dans ses courriers ?
- Qu'il serait regrettable que les informations concernant les Heine et Eurolux tombent dans le public, suit à un dépôt de bilan.
- Et il y aurait quoi, en termes de traces financières ?
- C'est ce qu'il va falloir découvrir. »

Jean-Marie Boivin n'est pas inconnu sur mes écrans-radars. Ancien traducteur pour le chef d'état-major de l'armée de l'air française, il parle couramment espagnol, anglais, allemand et portugais. Après une carrière dans l'armée, il s'est lancé dans les affaires du domaine « privé » de l'État français avec succès.

Mon ancien collègue m'explique : « En 1994, Boivin a été chargé par la DCN de piloter depuis le Luxembourg une structure offshore du nom de Heine. Les liens entre la DCN et Jean-Marie Boivin ont été scellés d'abord via la société Heine, puis, à partir de juin 2000, au travers d'une nouvelle société baptisée Eurolux. Sauf que début 2004, pour des raisons inconnues, la DCN a décidé de mettre un terme aux relations commerciales entretenues avec Boivin et ses associés luxembourgeois. Pour résilier le contrat, la DCN s'est fendue d'un chèque de 610200 euros à Jean-Marie Boivin, mais ce dernier a vraisemblablement moyennement apprécié », ajoute-t-il en riant. Avant de conclure : « Depuis, il envoie des courriers. Il réclame un dédommagement… »

Boivin doit vraiment avoir du biscuit pour agir ainsi, « Maintenant, il demande 8 millions. Évidemment, la DCN refuse de négocier. Sauf que, dans une lettre datée du 6 juin 2006, Boivin a fait savoir un peu partout autour de lui qu'il avait mis des documents compromettants à l'abri dans le coffre d'une banque, à l'UBS de Zurich. Une sorte d'assurance-vie.

- Qu'est-ce que contiendrait ce coffre ?
- La liste de tous les récipiendaires des rétro-commissions des frégates de Taiwan. »

Les frégates de Taiwan… l'opération Bravo, Christine Deviers-Joncour, Alfred Sirven, des noms revenus du passé.

« Gros client, remarqué-je.

- Le client aimerait en savoir plus sur la capacité de nuisance de Boivin.
- J'ai un hacker qui peut tenter le truc. Donnez-moi un peu de temps. »

En sortant, j'appelle Quiros : « Il faut que l'on se voie. »

Je lui envoie l'adresse e-mail de Boivin et lui explique ce que j'attends de lui. Quelques jours plus tard, nous nous retrouvons dans notre café près de Saint-Augustin. Quiros est triomphant : « La chasse a été bonne », me dit-il en me remettant une clé USB.

Pour pénétrer l'ordinateur de Boivin, il a procédé comme d'habitude : placer un cheval de Troie dans les boîtes électroniques de sa cible ; après quoi il a siphonné l'ordinateur : 729 documents et dossiers informatiques. Toute la cartographie des sociétés liées à Heine, ainsi que toutes les lettres de réclamation de Boivin, et une impressionnante liste de virements bancaires au cœur des grands contrats d'armement de la DCN.

Et puis il y a des comptes. Beaucoup de comptes. Tous basés dans des paradis fiscaux – Malte, les îles Caïmans, mais aussi Jersey, Guernesey. Et des virements. Pleins de virements. Partout. Ça n'arrête pas de s'entrecroiser, avec des noms de destinataires codés. Les sommes évoluent entre 1000 et 500000 euros.

Je ne prends pas le temps de compter. Il y en a trop. Ç'en est vertigineux. Je reste dubitatif devant mon écran. Je grave les informations notamment pour mon correspondant des services, puis je détruis le tout.

Dans la foulée, je lui demande un rendez-vous, durant lequel je lui remets le rapport. « Ils veulent qu'on aille voir Boivin afin de savoir jusqu'où il est prêt à aller », me dit-il.

Je hausse les épaules en signe d'ignorance. Mais je nous vois mal débarquer au Luxembourg comme des fleurs : « Bonjour, nous sommes là pour savoir si vous allez continuer à faire chanter l'État français. » Puis je repense aux lettres trouvées dans l'ordinateur. Pas un ministre, pas un sous-ministre n'avait échappé à la fureur de Jean-Marie Boivin. Je me dis de nouveau qu'il doit avoir un sacré « matériel » pour agir de la sorte. Dans un passé très proche, dans l'affaire des frégates de Taiwan, des gens avaient laissé la vie pour moins que cela…

Le lendemain, nous décidons tout de même de partir pour le Luxembourg. Un rendez-vous a été pris avec Boivin dans ses bureaux place Théâtre-Luxembourg, au siège de la fiduciaire Comptabilux qui gère Heine et Eurolux. Pour obtenir ce rendez-vous, nous avons expliqué que « nous devions le voir concernant un dossier en cours ». Boivin n'a pas fait de commentaire. Il avait très bien compris.

Les locaux sont modernes et sobres. Dans le salle de réunion, une grande table trône derrière laquelle Boivin nous attend. Il n'est pas seul. Le dénommé Yves Schmidt est là aussi. Je me souviens que, dans l'organigramme, c'est le comptable de la société. Après les présentations d'usage, on entre dans le vif du sujet, évoquant l'énervement des autorités françaises à propos de ces lettres qui circulent.

Boivin, très courtois, écoute, mais ne dit rien. Je suis plus incisif. « Monsieur Boivin, vous savez qu'il y a eu des morts dans l'histoire des frégates Taiwan ? Vous n'avez pas peur de passer par la fenêtre ? Il vaut mieux que vous ayez une bonne assurance-vie. » Ce n'était pas une menace, mais je savais que personnes étaient mortes de façon étranges sue ces dossiers, et je voulais savoir si cela ne lui faisait pas peur.

Boivin me regarde bizarrement. Le comptable ne bouge pas non plus. Boivin se racle la gorge avant de confirmer calmement qu'il a mis en Suisse, dans un coffre à l'UBS, tous les noms des destinataires des rétro-commissions concernant les frégates de Taiwan : « Vous parliez d'assurance-vie ? Eh bien, c'est elle, mon assurance-vie ! »

L'entretien se termine comme il a commencé. Sur des non-dits et des silences qui en disent long.

En sortant, je n'ai pas le sentiment du travail accompli. Nous avisons un restaurant non loin de la place, où nous nous attablons. Il fait beau.

Nous restons silencieux. Le rendez-vous nous a laissé un petit goût amer. Comme une frustration. Mon ancien collègue sent comme moi que le dossier commence à puer très fort. Il s'en inquiète à haute voix : « C'est un dossier d'État ! » Nous avons, l'un comme l'autre, trop l'habitude des histoires à tiroirs, sombres. Nous savons que les virements découverts lors du hacking des comptes de Heine sont toutes les rétro-commissions des contrats d'armement de l'État français via la DCN. Je repense à tous les noms codés auxquels correspondent les sommes. Les services sauront sans doute déchiffrer ça et en appendront plus que nous.

Mais nous en restons là – trop dangereux, comme dossier…

Dans l'œil du cyclone

Je n'ai plus de nouvelles de l'affaire du Laboratoire national de dépistage du dopage, le LNDD, hormis le fait que celui-ci s'est porté partie civile.

Je lis dans la presse que le piratage « a été vécu comme une tentative de déstabilisation qui a nui à son image ». Surtout, Floyd Landis continue de contester les résultats de ses analyses positives devant les juridictions américaines avec l'aide de ses avocats et de son entraîneur Arnie Baker.

Ce que je ne sais pas encore, c'est que, dès le 7 novembre 2006, Pierre Bordry, président de l'Agence française de lutte contre le dopage, a déposé plainte contre X pour intrusion dans le système informatique du laboratoire.

Tout est parti d'un e-mail reçu en octobre 2006 par le centre antidopage du Canada, remettant en cause les analyses relatives à Floyd Landis. Figuraient en pièces jointes des documents internes au centre antidopage français qui n'auraient jamais dû se trouver là. À Château-Malabry, siège du LNDD, Bordry, soupçonnant une intrusion dans leur système informatique, a alors demandé un audit à la société Firewall Service. C'est au cours de cet audit qu'a été découvert sur l'ordinateur de la secrétaire du LNDD Caroline Loubet la présence d'un programme pirate type cheval de Troie, installé dès le 14 septembre 2006.

Les investigations techniques de Firewall Service ont été plus loin et ont permis de découvrir deux choses. La première, c'est que l'e-mail envoyé au centre antidopage canadien correspondait à une adresse IP installée au domicile d'Arnie Baker, l'entraîneur de Landis, et la deuxième est que le programme pirate installé sur l'ordinateur de Caroline Loubet a été paramétré pour se connecter directement sur un site de redirection américain appelé No-IP.com, qui permettait de camoufler l'adresse IP originale

Au vu des résultats de Firewall Service, les experts ont confirmé la présence sur le disque dur de l'ordinateur de Caroline Loubet du fichier pirate contenant un logiciel de type « key logger », qui permet d'enregistrer et de récupérer à distance les frappes clavier ainsi que les mots de passe.

Caroline Loubet a confirmé aux enquêteurs que son ordinateur avait commencé à fonctionner au ralenti après avoir ouvert un courriel, et surtout que les documents reçus par le laboratoire canadien étaient des documents provenant d'un répertoire interne auquel elle seule avait normalement accès.

Firewall Service affirme dans son rapport avoir envoyé des courriels à l'adresse d'Arnie Baker et reçu des réponses provenant de l'adresse IP identique à celle d'où étaient partis les courriels pour le centre antidopage canadien.

L'étau se resserre.

En septembre 2008, à peine rentré de vacances, je reprends le chemin des bureaux que je partage avec AR Consultants. Alors que je me sers un café dans la cuisine commune, l'un des analystes me demande si j'ai des nouvelles de Quiros. Je lui réponds que je n'en ai guère depuis son départ pour le Maroc.

« Pourquoi tu me demandes ça ?

- Figure-toi qu'on a eu une perquisition en juillet. La police est arrivée avec un mandat et a saisi du matériel. Des disques durs principalement. Ils cherchaient à joindre Quiros. On leur a dit qu'il ne travaillait plus ici depuis presque deux ans. »

Je reste figé. Un grand coup de froid me traverse, pareil à un accès de fièvre. En rentrant chez moi, je rumine mille fois la même question : « Comment sont-ils arrivés jusqu'à Quiros ? Quelle fausse manœuvre a-t-il commise ? » Je repense à lui et à ces : « T'inquiète pas, ils ne pourront jamais remonter à moi… »

Règle de base : ne jamais travailler avec des non-professionnels !

Là-dessus, Dominguez m'appelle. Je lui dis que son dossier pue, et qu'il a intérêt à assurer ses arrières. Puis je raccroche. Son dossier ne pue pas, il est déjà en état de décomposition…

La perquisition chez AR a eu lieu le 16 juillet 2008. Un mandat d'arrêt international a été délivré le jour même contre Alain Quiros. Ils n'ont pas eu trop de mal à le retrouver quelques semaines plus tard. La police française a appelé la police marocaine qui a cueilli Quiros chez lui, à Casablanca. Il a été placé immédiatement sous écrou extraditionnel par les autorités judiciaires locales, tandis que les inspecteurs marocains saisissaient tout le matériel informatique trouvé chez lui.

Entendu d'abord par la police marocaine, Quiros a nié farouchement s'être introduit frauduleusement dans le système informatique du LNDD. Il a expliqué être installé au Maroc depuis octobre 2006 pour des raisons professionnelles. Il dit ne pas connaître Arnie Baker et encore moins Floyd Landis. Bref, le « je suis innocent, monsieur l'inspecteur ». Mais ça n'a pas vraiment fonctionné… Le 18 juillet, Quiros est parti au trou dans une prison marocaine.

Le 4 novembre 2008, le matériel informatique saisi est placé sous scellés par les autorités marocaines et envoyé en France par la valise diplomatique, avec tous les disques durs de Quiros.

Le compte à rebours est lancé avant que la police française ne mette au jour toutes les missions que Quiros a effectuées et pour qui. Je suis dans le viseur.

La boîte de Pandore

Quiros en prison au Maroc, son matériel a été remis à son arrivée à Paris entre les mains d'un expert qui commence à ouvrir les machines. Telle une pochette-surprise numérique, les ventres des disques durs dévoilent leurs secrets. Mais il n'y a pas que les machines qui se mettent à parler. Quiros, lui aussi, se met à table.

Devant les preuves accumulées, il reconnait avoir piraté le système informatique du LNDD, ainsi que celui de l'association Greenpeace. L'expertise a mis au jour près de 1426 fichiers pillés dans l'ordinateur de Caroline Loubet, la secrétaire du LNDD. Une fois à table, Quiros ne s'arrête plus. Confirmant les expertises techniques, il est prêt à collaborer et à dire toute la vérité pour sauver sa peau.

Un jour de février 2009, ce que j'attendais arrive. Un coup de sonnette à 6 heures du matin, et, à l'ouverture de porte, les mots fatidiques : « Bonjour, c'est le police. Vous êtes Thierry Lorho ? » J'acquiesce. « Vous êtes en garde à vue à partir de maintenant sur une commission rogatoire du juge Thomas Cassuto. » En face, sur le palier, ils sont cinq officiers en civil.

C'est ma femme qui leur a ouvert. Véronique n'est pas plus inquiète que ça. Je la préviens depuis des mois qu'un coup de sonnette très matinal signifiera le début des emmerdements. J'ai nettoyé mon ordinateur de fond en comble, ne laissant rien de suspect. Ne jamais rien garder a été ma règle.

Les policiers entrent dans l'appartement. La perquisition commence. Méticuleusement, ils retournent tout ce qui est retournable. Puis je les vois ouvrir systématiquement chaque boîte de CD-ROM. Je commence à comprendre ce qu'ils cherchent. Toujours en jogging, je demande à me doucher.

« Où sont les ordinateurs, les clés USB, tous les supports informatiques en votre possession ? » me demande le plus gradé. J'indique les machines sur la table. L'un d'eux saisit mes cartes de visite. Tandis qu'ils s'attaquent aux placards et au bureau, je reste courtois et leur propose un café. L'un d'eux s'arrête devant ma médaille de chevalier de l'ordre de Malte et de la DGSE posée dans la bibliothèque.

« Allez-y. Vous allez vous habiller. » Le flic est sympa, mais me suit quand même jusque dans la salle de bain. Sous la douche, derrière le rideau, je peux voir sa silhouette qui attend à l'entrée. L'expression « garde à vue » prend alors tout son sens…

Une fois habillé, je les accompagne jusqu'au parking afin qu'ils fouillent ma voiture, puis nous partons en direction de la rue de la Boétie, vers mes bureaux.

En montant les marches jusqu'à l'entrée, l'un d'eux me demande : « Alain Quiros, ça vous dit quelque chose ? » Je joue l'étonné : « Oui, il a travaillé dans les locaux à côté de nous, chez AR Consultants… »

Nous arrivons dans mon bureau. À force de fouiller, l'un d'eux tombe sur le contrat EDF et s'en empare. Je ne comprends pas pourquoi.

En redescendant, je suis inquiet sans l'être. On est inquiet quand on a quelque chose à se reprocher. J'ai toujours travaillé sur ordre, je n'ai été qu'un intermédiaire. Pour moi, il n'y a que le dossier de Dominguez, qui expliquera que c'est *son* dossier, et je ne devrais pas être lourdement condamné.

La voiture prend la direction de Nanterre-préfecture. Dans l'habitacle, on discute de la circulation ; l'ambiance est bonne, sans tension.

Nous arrivons devant les locaux de la préfecture de police de Nanterre. Une fois garés, nous montons dans les étages. Dans le bureau où nous entrons, un drapeau breton orne le mur, ainsi que les affiches de films policiers.

On me désigne un siège. J'attends, assis, tandis qu'un policier se pose à côté de moi. Sur la table basse, une pile de magazines. Alors que je tends la main pour en choisir un, une voix s'interpose : « Vous n'avez pas le droit de lire. C'est le règlement. » Ma main reste en suspens.

Peut-être a-t-il peur que je roule le journal et m'en serve de matraque ? C'est la seule explication qui me vient à l'esprit. Je me renfrogne dans mon siège en me disant que la journée va être très, très longue.

Le bureau est à l'image du bâtiment. Moche et impersonnel. Des néons, des chaises. Tout est gris et blafard. Face à moi, quatre inspecteurs chapeautés par un directeur d'enquête, tous plutôt sympas.

L'interrogatoire va commencer : « Vous aimez le vélo ? » Je réponds non. « Vous suivez le tour de France ? »

Les questions commencent à fuser de tous les côtés. Pas de jeu de rôle bon flic-méchant flic. Juste des questions en feu roulant. Les premières sont sur le vélo, puis on passe au niveau supérieur.

Par cercles concentriques, je les vois qui se rapprochent : « Vous aimez l'écologie ? Vous connaissez Yannick Jadot ? Greenpeace ? » Là, je réalise qu'ils en savent beaucoup.

✲

✲ ✲

Une garde à vue, c'est un moment particulier. On n'est jamais seul. Toujours quelqu'un pour vous surveiller. C'est un interrogatoire où l'on ne sait pas ce que

savent ceux d'en face. Rien à voir avec un interrogatoire militaire, où l'on prend des coups dans la figure. Non : là, on est dans la subtilité, l'onctuosité, les farces et attrapes.

J'ai déjà subi des entraînements de résistance à l'interrogatoire.

En treillis simple, je m'étais retrouvé dans une pièce en béton sans fenêtre à dormir par terre, avec une lumière qui me perçait les paupières tellement elle était forte. Tout se jouait sur l'épuisement. Pour casser le moral du prisonnier, tout était permis – y compris les coups, les réveils systématiques. Juste à côté, une goutte d'eau tombant régulièrement dans une bassine remplie : je m'étais toujours demandé s'ils n'avaient pas mis un amplificateur tellement le bruit avait résonné dans ma tête. Puis les positions sur un pied, les genoux sur une règle, tous les trucs tordus qui font que, au bout de quarante-huit heures, tu n'es plus qu'une serpillière.

Qu'est-ce que je fais ici, entre deux flics, à répondre à un interrogatoire concernant un coureur cycliste dont je ne connais pas le dossier ? Tout ça me paraît soudainement absurde. Tout ça pour ça… J'essaie de me concentrer tandis que les voix des policiers se croisent.

L'interrogatoire s'éternise maintenant depuis douze heures. À 20 heures, mes inspecteurs ont faim et partent dîner, tandis que l'on me ramène dans ma cellule avant de me tendre une barquette tiède. Dessus, je lis « bœuf-petits pois ». Je goûte. C'est immangeable. La police ne doit pas avoir de budget…

Je m'allonge sur le banc de béton de ma « cage ». À peine assoupi, je rêve d'ailleurs lorsque la porte s'ouvre. « Lorho, on repart. » Je ne m'appartiens plus. Je me rechausse et me lève. Ce nouvel interrogatoire dure jusqu'à 23 heures. Je m'écroule de fatigue, mais n'arrive pas à dormir.

Cela fait maintenant vingt-quatre heures que je suis en garde à vue. J'ai fait le tour du cadran.

Il fait jour lorsque la porte s'ouvre de nouveau. « Le juge vous attend », dit un flic. Dans un bureau annexe, je suis enfin face au juge chargé de l'instruction. Grand, fin, le visage anguleux, il s'appelle Thomas Cassuto : « Je ne suis pas satisfait de ce que vous avez raconté, je reconduis votre garde à vue de vingt-quatre heures. »

Je reste figé : « Mais qu'est-ce que vous voulez que je vous raconte ? » Il se lève sans me répondre et quitte la pièce. Une heure plus tard, on rouvre ma « cage » pour un autre tour de piste. « Lorho, vous allez être confronté à Dominguez. » Comme petit déjeuner, j'ai connu mieux.

Dans le bureau, je croise Dominguez qui regarde ses chaussures. « Vous ne vous parlez pas, vous ne vous regardez pas, c'est moi qui pose les questions. Et pas de dialogue, vous répondez, c'est tout », dit l'enquêteur. Ça a le mérite d'être clair !

Assis côte à côte, un policier entre nous, nous regardons l'enquêteur poser ses questions. J'espère que Dominguez va dire que le LNDD est son dossier. « Balance que c'est ton dossier », je répète par télépathie. Mais je n'ai pas dû réviser mes cours de télépathie, car aucun son ne sort de sa bouche.

Au bout de quarante minutes d'interrogatoire séparé, chacun dans un bureau, l'un des enquêteurs sort la tête et se penche vers moi : « Lorho, vous connaissez une certaine Sarah Connor ? »

Je regarde le flic et je lâche dans un rictus : « Oh oui, je l'ai vue plusieurs fois au cinéma ! » Le flic sourit, pas dupe des conneries de Dominguez, Sarah Connor ! Il ne manquait plus que l'héroïne de *Terminator*... « Dominguez dit qu'il a remis les éléments à une certaine Sarah Connor et à un certain Payet. »

Une fois la confrontation terminée, je repars dans ma cage, où une nouvelle barquette m'attend. Après le bœuf-petits pois, c'est du mouton malade qui nage dans le réceptacle d'aluminium.

J'en suis à près de trente-six heures de garde à vue. La deuxième nuit commence. Et les interrogatoires reprennent. Les questions tournent principalement autour de l'intrusion dans le centre antidopage. Vraisemblablement le seul dossier. Peut-être que l'histoire de Greenpeace ne les intéresse pas. On peut toujours rêver.

Intérieurement, je commence à bouillir. Ce n'est pas mon dossier. Mais haine de Dominguez monte peu à peu. Pendant l'interrogatoire, l'un des flics me lâche qu'EDF va porter plainte contre moi. « Il faut vous y attendre… » Je reste sans voix, séché. Et moi qui essaie de les protéger depuis vingt-quatre heures !

La nuit est passée. Une nuit de béton tant la couchette est dure. Vers 6 heures du matin, la porte de la cage s'ouvre de nouveau : « Lorho, on va voir le juge. »

Fatigué et tendu, j'enfile une chemise propre que j'ai gardée précieusement pour l'occasion. Dehors, il fait encore nuit. Je demande l'heure au flic qui m'escorte. Il est 7 heures. On traverse la rue. « Vous allez attendre d'être déféré devant le juge dans une cellule. »

Les geôles du tribunal sont pires que celles du commissariat. Des graffitis s'étalent partout sur les murs, partout du « Nike la police » ou du « Momo était là ». Tous les prénoms du monde sont gravés sur les mers. Impossible d'y échapper.

Le flic qui m'accompagne a pitié de moi : « Vous n'êtes pas comme les autres "clients". Ça se voit. Devant le juge, déconnez pas… C'est le juge qui fait parler les chiens » dit-il en rigolant. Et de me raconter l'histoire du chien d'une victime, dont la mort n'a pas été élucidée, qu'il a confronté aux deux suspects…

Trois options s'offrent à moi : mis en examen, pas mis en examen ou incarcéré ! Le choix est maigre. Un seul a ma faveur, mais je suis de moins en moins sûr de gagner à la grande loterie de la justice.

J'attends depuis trois heures. Trois heures à écouter des jeunes de banlieue qui se parlent de cellule à cellule à propos d'une tournante dans une cave : « C'est toi qui l'as violée ». – « *Zyva*, c'est pas moi, c'est toi qui… »

« Quel avocat vous voulez appeler ? L'avocat commis d'office ou un avocat de votre choix ? » me demande le flic avant de répéter : « devant le juge, c'est quitte ou double. Soit vous sortez, soit vous partez en prison. » Puis il me passe les menottes par-devant, avec mon pardessus sur les bracelets.

Je donne le numéro d'un ami avocat. Bertrand est un très bon fiscaliste, pas un pénaliste. Mais j'ai confiance en lui et en ses conseils, c'est un ami. Le bureau du juge d'instruction l'appelle. Une heure plus tard, il est là. J'ai envie de l'embrasser tellement je suis content de voir enfin un visage ami après quarante-huit heures de solitude.

Il étudie le dossier tandis que je patiente dans l’antichambre du bureau du juge. Puis il me prend à part, les yeux dans les yeux : « Écoute, Thierry, il n’y a pas grand-chose et tu n’es qu’un intermédiaire. Dis la vérité, ça me semble le mieux. »

J’hésite. Puis je repense à tout ce que j’ai gardé ces dernières quarante-huit heures, à mes tentatives pour protéger EDF, aux débilités de Dominguez, à l’arrestation de Quiros. Tôt ou tard, ils sauront. Ce n’est qu’une question de temps avant qu’ils ne pénètrent dans les disques durs un par un.

Ma décision est prise. J’en informe Bertrand. Devant le juge, je dis la vérité. Ma ligne de conduite est la suivante : dans le dossier EDF, c’est EDF qui m’a demandé. Dans le dossier LNDD, c’est le dossier Dominguez.

« Je prends note, me répond le juge. Je vous mets en examen. » Il m’impose une résidence à Cannes, où Véronique a un appartement, et où je dois pointer deux fois par semaine au commissariat.

*

* *

Mille questions se bousculent dans ma tête. C’est en lisant le compte rendu des interrogatoires et des auditions que je comprends. C’est la plainte contre X du LNDD qui a tout précipité, la police française avait pris cela très au sérieux. Le centre antidopage est prestigieux et s’attaquer à lui avec malveillance ne pouvait rester impuni.

Le traçage du fichier pirate dans l’ordinateur de la secrétaire remontait jusqu’à une plateforme nommée NO-IP, dont la spécialité est l’anonymat. Comme l’enquête concernait Floyd Landis, citoyen américain, il avait été formulé une requête spéciale auprès des autorités américaines. La première demande d’entraide avait permis de constater que les noms des domaines Netzec.no-ip et Zipsm.no-ip.com avaient été créés par un dénommé Alain Quiros, résidant à Eaubonne. C’était de ces deux adresses qu’étaient partis les fichiers « cheval de Troie » vers l’ordinateur de la secrétaire du LNDD Carole Loubet.

À partir de là, le tour était joué. Les enquêteurs n’ont eu qu’à tirer les fils jusqu’à AR Consultants, puis Quiros, puis Kargus Consultant. Comme des dominos, nous sommes tombés les uns après les autres.

« Ne jamais rien conserver. » cette règle, j’aurais dû la graver sur la figure de Quiros pour qu’il s’en souvienne. Son ordinateur ne parle pas, il dégueule de l’information. Dans sa grande idiotie, Quiros a *tout* gardé, malgré ce que je n’ai cessé de lui répéter. Comme un serial killer qui conservait des objets personnels de ses victimes, mon hacker a tout stocké. Tous les fichiers piratés depuis des années, il les a entassés dans un coin, comme les trophées de son expertise.

Non seulement les fichiers, mais tous les outils de piratage.

L’étalage est vertigineux, comme me le confirmera mon avocat en me listant les scellés mis au jour. Il y a même des dossiers dont j’ignorais l’existence qui sont apparus. Les dossiers de Dominguez ?

L’ordinateur n’arrête plus de cracher tout ce qu’il a fait les années passées. La police est venue pour une intrusion dans un centre antidopage, elle découvre soudain des noms comme Greenpeace, EDF, et bien d’autres.

L’étau se resserre.

Chacun pour sa peau

On m'a toujours répété que c'est devant l'adversité que les caractères se révèlent. L'adage se vérifie : le « c'est pas moi, c'est lui » vient de commencer, avec des variations intéressantes.

Ce n'est plus une affaire, mais de multiples, qui s'entrecroisent sans lien entre elles. Je me dis que le juge va halluciner au vu de ce qui sort des disques durs de Quiros. Le 19 février, soit deux jours après moi, Pierre-Paul François est interpellé sur son lieu de travail au siège d'EDF. La perquisition menée dans son bureau permet de découvrir, dans son armoire forte, un CD-ROM portant les initiales GP. Dedans, tous les fichiers de l'ordinateur piraté de Yannick Jadot.

Les inspecteurs ont aussi saisi les contrats me liant à EDF et ont décidé de mettre en garde à vue le supérieur de Pierre-Paul François, l'ancien amiral Pascal Durieux. Ce dernier nie de la manière la plus véhémente être lié de près ou de loin à cette affaire.

Lors de sa garde à vue, Pierre-Paul François prétend être étranger au piratage informatique de Yannick Jadot. S'agissant du contenu du CD-ROM, il dit qu'il ne le connaît pas. Les CD-ROM ont une vie secrète que l'on ne soupçonne pas. Comme d'autres avant lui, ce CD-ROM a volé de ses petites ailes pour se glisser dans l'armoire forte de son propriétaire sans que ce dernier le sache !

Idem pour l'amiral, qui expliquera que, oui, « il y avait bien un contrat de veille stratégique », mais qu'à aucun moment il ne m'a été demandé de pirater l'ordinateur de Jadot. Bref, j'avais tout fait seul, couillon que j'étais sans même le savoir…

Cette défense ne réussit à personne. Le 24 mars 2009, Pierre-Paul François est mis en examen. L' « amiral », lui, se voit placé sous le régime de témoin assisté en affirmant que son subalterne n'aurait jamais pris l'initiative d'un tel piratage sans lui en parler !

L'association Greenpeace France et Yannick Jadot se constituent parties civiles. Lors de son passage chez les enquêteurs, celui-ci explique qu'il a appris l'intrusion de son ordinateur par un article du *Canard enchaîné*.

Les confrontations commencent. Je me retrouve face à Pascal Durieux. Ce dernier, retranché dans son silence complice, accepte du bout des lèvres de reconnaître qu'il y a bien un contrat EDF et moi. Je réplique : « Non seulement il

y a un contrat, mais Durieux était bien au courant de la finalité de ce contrat ! » Un contrat de plus de 50000 euros par an doit obligatoirement passer par la hiérarchie. Lui campe sur sa position.

Mais EDF a commencé à sortir le parapluie. Normal, ils se défendent. Plus personne ne me connaît ou si peu… Le CD-ROM retrouvé dans le coffre-fort ? il est arrivé là par hasard… Et puis personne ne l'a vraiment regardé… Les contrats signés avec Kargus l'ont été par des aveugles sourds et muets, et du bout des doigts…

Les disques durs, de leur côté, continuent de livrer leurs petits secrets.

Un nouveau nom vient d'apparaître sur les écrans-radar des inspecteurs : Frederik Karel-Canoy. Ce nom m'est totalement inconnu. Très vite, n'étant pas concerné, je m'interroge : un dossier Dominguez ? Impossible de l'affirmer.

Frederik Karel-Canoy est un bon avocat. Mais pas n'importe quel avocat. C'est l'avocat de l'Appac, l'Association des petits porteurs d'actions de Vivendi. Je me doute que c'est à ce titre que Quiros a hacké son ordinateur. Depuis 2002, il est en guerre avec Vivendi, société contre laquelle il avait porté plainte pour fausse information sur la situation financière, faux et usage de faux.

Mais je ne connais ni de près ni de loin ce monsieur.

Le 11 juin 2009, une confrontation a lieu entre Quiros et moi. Dans le bureau du juge, un des ordinateurs de ce dernier et des disques durs attendent les mains de l'expert. Je suis venu avec mon avocat, Quiro avec le sien.

Ce dernier explique que le disque dur en question contient les éléments concernant le piratage de l'ordinateur de Canoy. Le juge en veut plus : « Certes, monsieur Quiros, mais vraisemblablement il manque les codes de chiffrage pour y accéder. »

Je sais que le codage utilisé par Quiros s'appelle « truecrypt ». C'est le codage incassable par excellence. Le principe de « truecryp » est simple. Si le propriétaire du dossier ne donne pas les codes d'accès, il est totalement impossible d'y accéder. Le juge Cassuto reprend : « Monsieur Quiros, notre technicien ici présent attend que vous lui donniez les codes. »

Je vois Quiros se tortiller sur sa chaise, l'air mal à l'aise. Je me demande depuis le début s'il coopère. Mes derniers doutes se lèvent lorsque je l'entends dire d'une voix de petit garçon pris en faute : « Je les ai perdus, monsieur le juge, je ne m'en souviens plus… »

Je ne sais s'il faut rire ou pleurer, puis je regarde les bouts de métal plastifiés dont dépend notre avenir. À quoi tout cela tient !

« Mais je vais faire des efforts, monsieur le juge, je vais essayer de m'en souvenir. »

La messe est dite. Dans le bureau, le juge Cassuto nous congédie jusqu'à une prochaine fois. Nous nous levons pesamment et quittons l'enceinte du Palais de Justice. Dehors, alors que je m'apprête à ouvrir le cadenas de mon scooter, je vois passer devant moi Quiros qui me glisse l'air entendu : « Il reste encore un dossier dans le disque dur. Celui du dossier Heine et Eurolux. Ils ne l'ont pas encore retrouvé. »

Penché sur mon scooter, je relève la tête : « Mais c'est pas vrai ! T'as tout gardé ? T'es pas possible ! Je t'avais dit de tout détruire… »

Je monte sur mon engin pour le rattraper. Tous les deux sous contrôle judiciaire, nous avons l'interdiction de nous voir, encore moins de nous parler ou de nous téléphoner, mais je ne peux pas le laisser continuer ses conneries. « Si tu veux parler, alors viens, on va prendre un verre plus loin. »

Tout penaud, mais content, Quiros me suit dans un bar près du tribunal. Je lui explique pour la millième fois les yeux dans les yeux que ce serait mieux que le dossier Heine-Eurolux ne soit pas découvert : « Tu lis la presse ? T'as entendu parler de l'affaire Karachi ? »

Quiros soudain effrayé se confond en excuses : « J'ai merdé… Excuse-moi… » Tout y passe dans un numéro de grande pleureuse. « Mais tu sais, je ne vais pas retrouver les codes d'accès de chiffrage. Comme ça, ils ne pourront jamais ouvrir les documents. »

Je sens un peu de peur dans ses yeux, comme s'il venait de comprendre. Puis je conclus : « il y a des gens qui sont morts dans des affaires similaires à celle-là, alors fais gaffe ! » Nous nous quittons sur cet avertissement.

*

* *

Le caractère d'un homme, c'est son destin, disait de Gaulle. On ne change pas la personnalité de quelqu'un.

À peine notre rendez-vous terminé, il a filé chez le juge pour lui dire que je lui avais fait des propositions malhonnêtes.

Et ce qui devait arriver arriva sans tarder. Quelques jours plus tard, la police est revenue chez moi pour m'embarquer au petit matin, direction la cage…

Le procès

Grâce à mes avocats, j'ai évité la cage. De justesse. Pour le non-respect du contrôle judiciaire.

Et le jour J est arrivé. Je m'habille le plus neutre possible, comme m'a conseillé mon avocate.

Le mois de septembre s'étire. Dehors, c'est l'été indien. Sur mon scooter, je prends le même trajet que lorsque je me rendais à mes multiples confrontations. Il est 9 heures, et je n'arrive pas à me concentrer sur la route. Je pense au procès vers lequel je roule et qui va durer dix jours. Véronique m'a mis un cachet bleu dans la poche : « Juste un tranquillisant pour te détendre. »

La gorge serrée, une boule se noue dans mon ventre à l'approche du panneau « Nanterre », qui fait remonter les mauvais souvenirs.

Au café, non loin du tribunal, je retrouve mes avocats Martine et Pierre. Devant un petit noir, ils essayent de me détendre et de me rassurer. « Soyez naturel. Dites ce que vous savez, respectez le tribunal. Surtout, ne vous emportez pas ! N'oubliez pas qu'ils ont toujours le dernier mot », dit Martine.

Pierre renchérit : « Il faut que vous parliez de vous. C'est la journée de présentation. Parlez de votre passé, d'où vous venez. On est derrière vous. »

Ensuite, il m'explique qui fait quoi dans le tribunal. « La personne la plus importante, c'est la juge. Elle s'appelle Prévost-Desprez, une star qui ne porte pas dans son cœur le président Sarkozy. Après, il y a les assesseurs. Et enfin, le procureur. Lui, c'est votre ennemi. »

Il est l'heure. Je passe les sas de sécurité avant de me retrouver dans la salle des pas perdus du tribunal. Je n'ai pas l'habitude, je ne suis pas comme ces vieux voyous qui savent quelle attitude adopter et où se placer.

Mes yeux balayent le hall. Tous les prévenus sont là avec leurs avocats. Personne ne se salue. Je lis de l'inquiétude dans les regards.

Pierre-Paul François me fait de la peine. Je sens bien que, pour un ancien grand flic, se retrouver à 59 ans dans un tribunal doit mal passer.

Je ne peux détourner mes yeux de Dominguez, en me disant que tout ça est à cause de lui et de son dossier pourri du Tour de France.

L'amiral Durieux, lui, semble prendre ça de loin. Comme s'il était ailleurs. Yannick Jadot de Greenpeace est détendu et plaisante avec ses avocats. Je me dis que l'ambiance est plus décontractée que chez nous.

La porte s'ouvre et un greffier nous interpelle. « Vous pouvez rentrer. »

Me voici dans la salle du tribunal.

Le banc des accusés est en fait une rangée de chaises.

Quiros, Dominguez, François, l'amiral, le représentant d'EDF et moi nous asseyons lourdement sur des chaises, tandis que nos avocats se placent derrière nous. Je regarde la salle, les bancs du public, l'estrade où la juge va prendre place.

Jamais je n'aurais pu imaginer un jour à la place de l'accusé. J'accuse le coup, si je dois dire.

La juge entre enfin et s'assoit à son tour. Nous nous levons. Souriante, elle ouvre les différents dossiers devant elle.

Le procès, censé durer dix jours, va couvrir trois volets. Greenpeace et EDF d'abord, puis l'affaire Kanoy, l'avocat des petits porteurs de Vivendi, pour finir avec le hacking du laboratoire antidopage et l'affaire Floyd Landis.

Je remarque que ni le cycliste américain ni son entraîneur Arnie Baker ne sont présents. « Il y a un mandat d'arrêt international contre lui », me glisse à l'oreille Martine.

Je repense à la phrase d'un vieil ami des services « Les affaires qui se font dans l'ombre ne supportent pas la lumière », avait-il coutume de dire.

La première journée est consacrée à savoir qui nous sommes. Chacun de nous s'avance pour décliner son CV à la barre sous l'œil de la juge.

Puis le cirque commence, pathétique.

Dans l'affaire Greenpeace et EDF, le géant électrique ne reconnaît rien et surtout pas de m'avoir demandé d'espionner l'organisation écologiste. En face, cette dernière se sent forte et va en profiter pour communiquer auprès des nombreux journalistes présents.

« Est-ce que Greenpeace est une menace pour vous ? demande la juge à l'avocat d'EDF.

- Non, non, ose dire le responsable de la sécurité de l'entreprise. Pas du tout ! »

Je rumine.

Au troisième jour, l'affaire de LNDD est débattue.

« Monsieur Lorho, avez-vous travaillé sur ce dossier ? » J'explique à la juge que non : « C'est un laboratoire national et jamais je n'aurais travaillé contre un laboratoire français. C'est ma déontologie. » Je reviens ensuite sur le déroulement des faits : que je n'ai fait que présenter Quiros à Dominguez, même si j'ai été présent à des rendez-vous, ce qui ne joue pas en ma faveur.

Je peux sentir Dominguez à côté de moi qui ne bronche pas. Je n'espère plus qu'il dise la vérité. Aux questions de la juge, il répond en s'embrouillant, disant oui, disant non : « C'est une histoire de Pieds nickelés, madame la juge… » L'entendre raconter l'histoire à sa sauce en employant le « nous » plutôt que le

« je » me rend dingue. Si nous en sommes là, c'est parce que Dominguez et Quiros n'ont pas été professionnels, point barre.

Assis non loin, à côté de Durieux, Pierre-Paul François est hagard. Je suis encore une fois désolé pour lui. Il a été un bon soldat servant son entreprise avec loyauté. De bon soldat, il est en train de devenir fusible. Abattu, il se défend comme il peut. Il n'est pas à sa place. Il ne devrait pas être là. Il n'arrive pas à expliquer le CD-ROM dans son coffre-fort, s'engluant dans des histoires oiseuses. L'éternelle même histoire de l'agent sacrifié.

À la fin, le procureur général, en me regardant dans les yeux, ajoute au sujet du dossier du laboratoire une petite phrase qui restera gravée dans ma mémoire : « Vous pourriez prendre dix ans pour haute trahison. » Je reste estomaqué, le souffle coupé. Comment ose-t-il m'accuser de haute trahison ? Moi qui ai toujours servi le pays sans sourciller ? Je me demande s'il a risqué une seule fois sa vie pour le pays ! Mais ma voix intérieure me dit de la fermer.

*

* *

Après délibéré, la juge conclut ainsi « D'après le compte rendu du juge d'instruction, il semblerait que cela soit Arnie Baker qui ait commandité la pénétration du laboratoire. Monsieur Dominguez ? »

Ce dernier se tortille, son corps suinte la culpabilité. Il bafouille, comme à son habitude.

« Quelque chose à rajouter, monsieur Dominguez ? » répète la juge.

Affublé de son petit foulard de soie, il reste muet, esquissant un sourire niais.

Quiros, bien malgré lui, est devenu le référent. Tout ce qu'il dit est parole d'évangile. En l'espace de dix jours, il devient l'alpha et l'oméga de toutes les affaires en cours. L'expert informatique présent explique combien le savoir-faire et l'expertise de Quiros sont redoutables.

À ces mots, Quiros se redresse, comme ressuscité. Jusqu'alors ratatiné sur le siège à côté de moi, il revit. Ses yeux s'allument. On parle technique ! Le *geek* en lui se réveille. On reconnaît enfin son talent à sa juste mesure.

La juge s'adresse ensuite à moi : « Vous reconnaissez avoir rencontré M. Durieux ?

- Oui, j'ai bien rencontré l'amiral. »

La juge me regarde interrogatrice.

« Pourquoi vous l'appelez amiral ?

- Parce que c'est un amiral ! »

Elle se retourne vers Durieux, l'air étonné.

« Pourquoi il vous appelle amiral ? »

Durieux répond tout sourire : « parce que je suis amiral. »

Tout est du même tonneau.

Je vois bien à travers les questions posées tant par le procureur que par la juge qu'ils ne comprennent rien aux histoires qui se déroulent. Pour eux, nous gravitons dans un monde parallèle dont ils ne connaissent pas les codes. Ce monde-là est très différent des dossiers qu'ils traitent habituellement.

Chaque jour, un volet de « l'affaire » ; Et chaque soir, je retrouve ma véronique qui me soutient dans l'épreuve. Heureusement qu'elle est là…

Au septième jour, le troisième volet approche. Il concerne Fréderic Kanoy. Avocat des petits porteurs d'actions Vivendi, son ordinateur s'est fait piraté et le contenu a été retrouvé dans les disques durs de Quiros.

Pourtant, personne ne sait pourquoi. On imagine que c'est parce qu'il est l'avocat des petits porteurs de Vivendi, mais la journée de débats n'éclairera rien.

Seul Dominguez est au courant. Mais, encore une fois, avoir été l'intermédiaire entre les deux me met au centre du dossier. Et toujours la même confusion entretenue par Dominguez…

Le verdict

Le tribunal de grande instance de Nanterre dresse sa masse au milieu de la ville. C'est la seule raison pour laquelle les voyous connaissent Nanterre : son tribunal. Suis-je l'un d'entre eux ?

Après dix jours de débats, la fin du procès approche, avec ses conclusions et son verdict. Je suis venu, accompagné de mes avocats, entendre ma condamnation.

De loin, j'aperçois les autres accusés : Dominguez, Quiros, l'amiral et Pierre-Paul François. Personne n'a envie de se saluer. J'ai un goût amer dans la bouche. « Toujours travailler avec des professionnels… » Cette phrase, je me la répète en boucle depuis que cette « affaire » a commencé.

Nous sommes une bonne cinquantaine dans la grande salle. Entre deux procès, la juge énumère les peines. Sa voix semble suspendue dans les airs.

Et les sanctions tombent. EDF est condamnée à 1 million et demi d'euros d'amende. Et des peines de prison sont prononcées pour tout le monde.

« Monsieur Thierry Lorho, dans l'affaire du piratage informatique de Greenpeace pour le compte d'EDF, pour le piratage du Laboratoire national antidopage, ainsi que le piratage de l'ordinateur de Frédéric Kanel-Canoy, la cour vous condamne à trois ans de prison, dont douze mois ferme, ainsi qu'à 4000 euros d'amende. »

Au vu de l'affaire, le jugement est très dur. Jamais des peines de prison ferme n'ont été prononcées dans ce domaine. C'est une première et j'en fais les frais. Greenpeace exulte. Du côté du banc des accusés, c'est l'abattement.

Je prends la sentence comme un coup de poing dans la mâchoire. De la prison ferme ! Les jugements prononcés dans les affaires d'intelligence

économique n'ont jamais donné lieu à des accusations aussi sévères… Trois ans ! Dont un an ferme ! Pourquoi ? Pour avoir pirater des ordinateurs.

Je ne comprends pas.

Mes avocats virevoltent autour de moi. Je ne les entends plus, je ne les vois plus, plus rien n'existe que cette sentence qui résonne dans ma tête.

*

* *

En sortant du tribunal, les journalistes nous attendent. Ils veulent leur ration de chair fraîche. Ils souhaitent une réaction de ma part. Seul Greenpeace va leur parler. Une photo de moi sera prise de loin, à mon insu, par un journaliste. J'ai le déplaisir de me voir dans un article du *Point* une semaine plus tard. Le papier centre toute l'affaire sur moi. Je suis l'intermédiaire, le *master mind*… Certains des correspondants de presse que j'ai croisés cherchaient que le croustillant, sans jamais essayer de comprendre quels étaient les enjeux. De toute façon, pour eux, je suis une barbouze, donc le méchant en chef. Je ne fais pas partie du même monde…

Le visage fermé, je suis mes avocats dans le bar d'à côté. Devant un café, ils m'expliquent qu'il faut accepter la sentence, mais que j'ai un délai d'un mois pour faire appel. Mais faire appel me coûterait de l'argent. Je ne le sais que trop. Mes deux avocats me sont déjà revenus à plus de 40000 euros. Je n'ai plus rien, je n'ai plus de revenus, car je ne travaille quasiment plus et, au bar des avocats, on en fait pas de crédit !

Ils me précisent qu'en appel nous ne sommes pas sûrs de gagner… Je risque même de prendre plus ! Je me sens comme à une table de poker… sauf que je n'ai plus rien à mettre sur le tapis vert. Je respire un grand coup en regardant mes avocats. Ce qui est bien, avec eux, c'est qu'ils te défendent selon ton portefeuille. Et pour être bien défendu, il faut de l'argent !

Au final, nous n'avons pas fait appel. EDF, si ! Et la compagnie s'est retrouvée blanchie, faute d'éléments probants susceptibles de la mettre en cause. L'amiral ainsi que Pierre-Paul François, le fusible d'EDF, ont été recasés à des postes au sein de l'entreprise.

« Vous êtes un citoyen ordinaire, n'a cessé de répéter la juge. En aucun cas, vous ne pouvez être au-dessus des lois. »

Je ne le nie pas. Mais quand Greenpeace entre dans une centrale nucléaire, les risques judiciaires courus sont de 12 mois de prison, et ses membres n'ont jamais écopé de prison ferme. Moi, si. Je ne peux donc m'empêcher de penser que la justice dit le droit, mais pas le juste.

L'intelligence économique est plus que jamais nécessaire dans ce monde ultra-concurrentiel. Défendre les intérêts de son pays reste primordial à mes yeux. Ne pas le faire serait pour moi criminel, car les conséquences restent

incalculables. Mais, dans notre monde lisse, la légitime défense n'existe pas dans ce genre d'affaire. Les méthodes pour combattre les actions illégales doivent être légales…

Épilogue

Depuis ma sortie de prison, mon regard sur la vie a changé. Je sais maintenant par expérience que tout peut basculer en une seconde, et que les hommes en qui vous croyez peuvent se révéler des personnes sans honneur.

J'ai travaillé près de dix-huit ans pour l'État avec conviction. Être considéré comme un délinquant m'a terriblement affecté. J'étais devenu hors-la-loi, même si, en mon for intérieur, je sais bien que je ne le suis pas.

Dans ma cellule, j'ai eu tout le temps de m'interroger. Ai-je pris les bonnes décisions ? Fallait-il espionner Greenpeace ? Suis-je du bon côté ?

Je suis toujours convaincu qu'il faut protéger nos entreprises stratégiques. Seulement, ce n'était pas à moi de m'en charger, mais aux services de l'État.

Aujourd'hui, l'État veut durcir les sanctions légales en cas d'intrusion dans une centrale nucléaire. Leur sécurité a été largement renforcée, ce qui n'était pas le cas en 2006. Selon moi, les sites nucléaires devraient encore être mieux protégés, comme le réclament les écologistes antinucléaires eux-mêmes. Je serais loin d'être choqué, par exemple, que les gendarmes et les personnels en charge de la sécurité des centrales puissent faire usage de leurs armes, après les sommations d'usage, contre toute personne qui tenterait d'entrer par effraction dans l'enceinte du site.

Parce que, demain, l'intrusion pourrait être le fait d'un groupe terroriste. Et les conséquences d'une telle attaque seraient cataclysmiques. Car la guerre en cours n'est pas seulement économique. Elle est désormais devenue globale. Terrorisme islamiste et économie sont liés. Un quart des sommes qui circulent dans le monde actuellement est de l'argent criminel, qui infeste jusqu'au capital de nos multinationales.

Aujourd'hui, nos entreprises détiennent un trésor : l'information, qui regroupe des décennies de travail en recherche et développement ; des innovations technologiques qui valent des milliards et dont le vol serait synonyme de pertes colossales en termes de chiffres d'affaires et d'emplois.

Cette guerre qui ne dit pas encore assez son nom est notre guerre à tous. Malheureusement, la protection des données en entreprises reste très faible.

Si la finalité d'une attaque contre une entreprise diffère de celle d'un acte terroriste, son impact et ses conséquences sont sans doute aussi graves. Or ces attaques se sont multipliées ces dernières années et continueront à menacer jusqu'à la souveraineté même des pays concernés. Que se passerait-il si les cœurs de réseaux de nos entreprises énergétiques, de nos banques, venaient demain à être visés par des attaques de grande ampleur ? Le pays serait paralysé, et, comme toujours, ce serait seulement une fois le mal fait que l'on prendrait conscience de la réalité de la menace.

Dans ce combat, certains pays, comme les États-Unis ou le Royaume-Uni, sont plus offensifs que d'autres. Quant aux Chinois, affranchis de toute autocensure, ils sont très présents sur un bon nombre de secteurs stratégiques et ciblent sans ombrage nos technologies. De nos jours, la crise économique et le chômage en hausse aveuglent nos dirigeants, et les premiers budgets à en pâtir sont ceux consacrés à la sûreté ou à l'intelligence économique.

La protection de l'information requiert du courage et la capacité de savoir prendre de bonnes décisions au bon moment. Croire que la mondialisation n'est qu'une source de bénéfices ou de nouveaux débouchés et qu'elle épargne nos entreprises est un leurre. Ces dernières sont attaquées quotidiennement et perdent des milliards chaque année à cause d'un manque de réaction de la part de nos gouvernements. À l'heure où la menace n'a jamais été aussi évidente, les services de l'État se désengagent des grandes entreprises par manque de moyens, financiers et humains. Je ne parle même pas des PME et PMI qui, elles, ne sont tout simplement pas sensibilisées, alors qu'elles sont le cœur de la croissance de notre économie, et donc des cibles privilégiées.

Est-il compréhensible qu'une entreprise, a fortiori classifiée « Opérateur d'Importance Vitale », c'est-à-dire ayant des activités vitales pour le pays, par l'État ne bénéficie d'aucun appui en matière de renseignement économique ? Bien souvent, les entreprises transmettent aux autorités compétentes une alerte, un « signal faible » sur une menace imminente, sans jamais recevoir aucune réponse en retour. Comment s'étonner ensuite que lesdites entreprises se tournent vers des acteurs privés ?

Protéger un patrimoine qui se chiffre en milliards justifie largement qu'on s'affranchisse de certaines barrières légales. C'était le cas, c'est le cas, et ça le restera tant que l'État ne prend pas en charge ces missions. Un arsenal légal suffisamment encadré permettrait d'éviter les dérives et d'assurer une égalité de services auprès de toutes les entreprises.

Le problème est une question de choix et de courage politique, mais aussi de culture. En effet, dans l'esprit de nos dirigeants, les entreprises n'appartiennent pas encore de manière intrinsèque au patrimoine national. Dès lors, pourquoi vouloir se salir les mains pour elles ? Dans notre société, on préfère toujours

confier le sale boulot aux autres plutôt que d'en assurer la charge. Nous sommes de plus en plus lisses, alors que le monde l'est de moins en moins. Les Américains l'ont compris depuis très longtemps, et leurs entreprises privées de renseignement assurent même jusqu'à la lutte antiterroriste au Sahel, au Moyen-Orient, jusqu'à la contre-propagande de l'armée américaine… Tandis que nous, nous en sommes encore à réfléchir à aider une entreprise vitale pour notre économie, et sur notre territoire de surcroît.

Cet aveuglement n'aura paradoxalement pour seul effet que de renforcer ce que l'État réprouve, c'est-à-dire le renseignement économique privatisé. Nos entreprises, et même sans doute nos services, iront acheter des informations aux sociétés spécialisées avec toutes les incertitudes que cela peut comporter, mais avec la possibilité de pouvoir se laver les mains en cas d'erreur ou de scandale.

Les entreprises privées de renseignements, d'intelligence économique, de gestion des risques, peuvent envisager l'avenir sereinement. Elles ont des beaux jours devant elles.